

## Moscou, l'ONU et le Proche-Orient

Alors qu'une accalmie relative, et sans doute précaire, règne ces jours-ci en Cisjordanie et à Gaza, les diplomates font de nouveaux ententes depuis quarante ans aux tentatives, souvent vaines, de règlement du conflit israélo-arabe, les Nations unies viennent d'être le théâtre, à vingt-quatre heures d'intervalle, d'une double initiative émanant de la première de l'Union soviétique, la seconde du maître des lieux, M. Javier Pérez de Cuellar. Cette double démarche a le même objectif : remettre à l'ordre du jour l'éternel projet d'une conférence internationale de paix.

Tirant les leçons de la récente tournée dans les territoires occupés de son adjoint, M. Mark Gouding, le secrétaire général de l'ONU conseille à Israël un éventail de mesures concrètes visant à améliorer l'existence quotidienne des Palestiniens. Surtout, il souligne les deux idées-forces devant servir de socle à toute négociation parrainée par l'organisation internationale : le rejet de l'occupation israélienne par les Arabes des territoires, la volonté légitime des Israéliens de garantir leur sécurité.

Anticipant délibérément la proposition de M. de Cuellar, le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, lui avait demandé, dans une lettre très circonstanciée, de favoriser des consultations entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Chose nouvelle, l'URSS se veut très « pragmatique ». Allant au-delà des déclarations de principe, elle suggère la « mise en place d'un mécanisme » de concertation réunissant, par exemple, les ministres des affaires étrangères des cinq grandes puissances.

Pour être appréciée à sa juste valeur, la démarche soviétique doit être replacée dans un contexte plus large, celui du regain d'intérêt que l'URSS de M. Gorbatchev manifeste à l'égard de l'ONU. Non seulement les Soviétiques ont acquiescé aux arrières de la dette qu'ils avaient contractée au fil des ans envers l'ONU, mais ils se disent prêts à lui voir de nouveau jouer un rôle arbitral sur tous les fronts, du Proche-Orient à l'Afghanistan en passant par le Golfe.

Pour l'URSS, cet « activisme » a un triple avantage. Il lui permet de conserver les faveurs des pays arabes, largement acquis au projet de conférence, d'exercer un discours changeant sur Israël - en lui faisant miroiter en échange une normalisation diplomatique plus rapide entre Tel-Aviv et Moscou ; enfin, de soigner son image de marque en soulignant le « dynamisme » nouveau de sa diplomatie.

Beaucoup dépendra, en dernier ressort, des réponses israélienne et américaine à ces propositions. Jérusalem n'a pas tardé à rejeter, dès vendredi, tout projet de conférence internationale. L'administration Reagan, quant à elle, a fait connaître son « vif intérêt », tout en avouant ne « pas avoir de plan spécifique ». Tout le monde sait en vérité que la double échéance électorale aux Etats-Unis et en Israël vote à l'échec pour 1988 toute tentative de relance de la diplomatie au Proche-Orient.

(Lire page 4 l'article d'ALAIN FRACHON.)

M 0145 - 0125 0 - 6 00 F

379014600000 01250

## Soixante-dix ans après la révolution d'Octobre

### Des petits épargnants ont souscrit à l'emprunt soviétique

Ouverte aux investisseurs occidentaux du 19 au 22 janvier, la souscription au premier emprunt soviétique lancé sur le marché international depuis 1917 a rencontré un réel « succès », notamment auprès des petits épargnants, d'après la Banque pour le crédit et l'investissement (BKA) de Zurich, chef de file de l'opération.

La demande a été considérable de la part des banques et des investisseurs institutionnels, a encore indiqué la banque. Pour pouvoir réaliser cette opération, l'Union soviétique a été amenée à rendre publiques des informations inédites, notamment sur sa production annuelle de certaines matières premières au cours des années 1970 à 1986. La production soviétique d'or est ainsi passée, de 202 tonnes en 1970 à 311 tonnes en 1980. Elle n'a été que de 271 tonnes en 1985 ; celle de diamants, en constante progression, est passée de 7,3 millions de carats en 1970 à 11,8 millions en 1985.

Compte tenu de la baisse du dollar et des performances économiques modestes constatées vendredi à Moscou par le conseil des ministres, l'URSS pourrait être amenée à procéder à de nouveaux emprunts sur le marché international des capitaux dans les mois à venir, estime-t-on dans les milieux financiers.

(Lire page 16 l'article d'ERIKIZRALEWICZ.)

## Défense et économie au menu franco-allemand

Lire page 3 l'article de LUC ROSENZWEIG et CLAUDE TRÉAN



## La chute brutale des revenus pétroliers

### Pauvres Saoudiens !

Arrivé le vendredi 22 janvier à Ryad, M. Edouard Balladur a entamé, samedi, sa visite de travail de quarante-huit heures en Arabie saoudite par des entretiens avec les dirigeants saoudiens.

RYAD de notre envoyée spéciale

Sur Al Muthar Road, large avenue bordée d'arbres comme partout à Ryad, une imposante

construction, dont seule la coupole émerge des échafaudages métalliques, s'apprête à devenir le siège du ministère de l'intérieur. Des centaines d'ouvriers s'activent sur le chantier, de même qu'autour des bâtiments en construction du ministère de l'enseignement supérieur. La récession ou le ralentissement de l'activité économique, que personne ne conteste en Arabie saoudite (près de 100 milliards de dollars de revenus en 1981, 28 prévisibles dans le budget 1988 déjà en

## Une importante découverte médicale

### Un test permettra de prévoir l'apparition d'un cancer héréditaire

Pour la première fois, un test permettant de prédire le risque d'apparition d'un cancer héréditaire vient d'être mis au point aux Etats-Unis.

Cet important résultat ouvre de nouvelles perspectives diagnostiques et thérapeutiques pour toute une série de cancers à caractère héréditaire.

C'est le rétinoblastome qui aura constitué le premier champ d'application en cancérologie des techniques de manipulations génétiques et de biologie moléculaire à des fins prédictives. Le rétinoblastome est une tumeur de la rétine relativement rare (un cas sur vingt mille naissances environ), apparaissant souvent avant l'âge de quatre ans et nécessitant une thérapie lourde, pouvant notamment comporter l'ablation de l'œil atteint, voire des deux. Depuis longtemps, les

observations médicales avaient établi le caractère le plus souvent héréditaire de cette tumeur.

L'analyse des caractéristiques génétiques des familles à risque pour le rétinoblastome et celle des patrimoines héréditaires des malades avaient permis de situer sur le chromosome n° 13 la région (le gène) impliquée dans cette maladie.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 7.)

## Attentat en Afghanistan

Dix-sept morts à Jalalabad lors des obsèques du « Gandhi de la frontière ».

PAGE 16

## Le week-end politique

Le PR soutient M. Barre, et M. Chirac réunit un congrès extraordinaire du RPR.

PAGE 5

## BP prend le contrôle de Britoil

Le gouvernement britannique réserve.

PAGE 16

## « Le Cid » à Bobigny

Plaisir, émotion et exactitude.

PAGE 9

## Les révolutions de la presse écrite

Le second volet de notre enquête : « Défi industriel et pluralisme ».

PAGE 10

## RÉGIONS

Deux rendez-vous pour les collectivités locales.

PAGE 8

## « Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Michel Rocard, député des Yvelines, invité dimanche soir de 18 h 15 à 19 h 30.

Le sommaire complet se trouve en page 16

## Le Monde

### BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987

## Krach



## L'affaire des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature

### Ces « plombiers » providentiels

L'enquête sur les écoutes du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) est menée par la justice avec célérité. Quoique rocambolesque, l'affaire est sérieuse, d'autant plus qu'elle met en cause M. Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée. Mais les faits constatés restent encore juridiquement fragiles. Le climat préélectoral semble cependant exacerber la traditionnelle rivalité entre policiers et gendarmes, au point de donner à l'enquête une dimension politique.

Les acteurs sont connus. D'un côté, une présidence de la République tourmentée malgré elle, en fin de mandat, par un appendice dérisoire et peu glorieux : cette cellule antiterroriste élyséenne créée en 1982 autour de M. Christian Prouteau, aujourd'hui réduite à de maigres effectifs et hier responsable de la pitoyable mésaventure des Irlandais de Vincennes. De l'autre, au ministère de l'intérieur et au ministère de la justice, des adversaires qui, sans grand respect des formes juridiques, s'acharnent à rappeler à l'Elysée ce détestable souvenir, exploitant à fond l'avantage providentiel fourni par de dévoués mais maladroits « plombiers ».

Le tableau n'est pas une vue de l'esprit. A la présidence de la République, où l'on cherche activement la contre-attaque, certains en ont fait leur postulat. Car il y a, dans la place, l'imprévisible M. Prouteau. Et, avec lui, « le pire est toujours sûr ». Les confidences sont d'ordinaire plus charitables mais elles procèdent des mêmes sentiments : l'absence d'illusions sur l'irrépressible autonomie et l'insigne imprudence d'une équipe dont l'homme-protege - super-gendarme, préfet, conseiller... - a, apparemment, toujours la confiance du président, malgré les mises en garde de quelques ténérables. Les plus lucides ne sont pourtant pas les

moins zélés à protéger M. Mitterrand des bavures de son conseiller et de leur exploitation politique par « ceux d'en face ».

En face, justement, brûlent les étapes, certains n'hésitent pas, déjà, à parler d'un « Watergate » français. Ici, l'on joue contre la montre. L'énergie et les moyens déployés feraient volontiers croire que la sécurité de l'Etat est en jeu. A l'exception de grands dossiers relevant du terrorisme, peu d'enquêtes judiciaires auront été conduites avec tant de détermination. Perquisitions et auditions se succèdent à un rythme soutenu. Des rumeurs souvent fantaisistes, mais qui se veulent accablantes pour le « château », filtrent de l'instruction en cours. Le mieux est l'ennemi du bien : comment ne pas deviner, derrière cette mécanique policière, dopée par l'énervement politique d'exploiter rapidement un filon prometteur ?

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 6.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ USA (West Coast), 1,75 \$

حکومت افغانستان



# Dates

Il y a vingt ans

## L'« USS-Pueblo » est arraisonné au large de la Corée du Nord

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 25 janvier.** — Paris : visite d'Etat de M<sup>me</sup> Jeanne Sauvé, gouverneur général du Canada.  
Strasbourg : ouverture de la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.  
Sofia : conférence nationale du Parti communiste bulgare (jusqu'au 28).  
Washington : discours du président Reagan sur l'état de l'Union (21 h-2 h GMT, le 26).  
Jerusalem : verdict procès John Demjanjuk.  
**Mardi 26 janvier.** — Prague : visite du chancelier Kohl (jusqu'au 27).  
**Jeu 28 janvier.** — Afrique : M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO en Côte d'Ivoire et au Sénégal.  
Washington : visite du président Mousarak.  
Barcelone : rencontre des ministres de la défense français et espagnol.  
**Vendredi 29 janvier.** — Londres : sommet franco-britannique.  
**Dimanche 31 janvier.** — Equateur : élections législatives et présidentielle.  
Finlande : élection présidentielle (31 janvier et 1<sup>er</sup> février).

**P**OUR le président Lyndon Johnson, cette année 1968 commençait comme un cauchemar : un déficit de la balance des paiements de 7 milliards de dollars menaçait la stabilité du billet vert ; des émeutes raciales enflammaient sporadiquement le pays. Quand ce n'était pas ces manifestations de plus en plus violentes contre la guerre du Vietnam dont la dernière en date, le 8 décembre, s'était soldée à New-York par six cents arrestations. Là-dessus il avait dû prononcer le 17 janvier son discours annuel sur l'état de l'Union et force lui avait été de reconnaître que la guerre coûtait chaque année 25 milliards de dollars !

Le Vietnam... Toujours et encore. Ce Vietnam dans lequel se battaient à présent cinq cent quarante et un mille soldats américains... Le président y pensait-il ce soir-là, ressassant dans sa tête cette toute nouvelle offensive vietcong qui, depuis la veille, encerclait la base des marines de Khe-Shanh ?

A 2 h 24 du matin, il était réveillé par un appel téléphonique de l'officier de garde. Les nouvelles étaient alarmantes. L'USS-Pueblo, un navire américain de renseignement très perfectionné qui naviguait au large des côtes de la Corée du Nord, avait été arraisonné peu avant minuit (heure de Washington) par la marine de Pyongyang. Cerné par un chasseur de sous-marins et trois patrouilleurs tandis que deux chasseurs Mig de fabrication soviétique le survolaient, il avait été pris d'assaut.

Le dernier message du Pueblo capté à 0 h 32 annonçait qu'il avait été contraint de suivre les bateaux nord-coréens au port de Wonsan, que les machines étaient arrêtées et que la transmission radio serait désormais interrompue. A bord du navire se trouvaient quatre-vingt-trois personnes, quatre avaient été blessées, dont une mortellement. Au moment de l'arraisonnement, la position du Pueblo indiquait qu'il se trouvait à environ 25 milles des côtes, soit à l'extérieur des eaux territoriales.

### Une humiliation

Après avoir hésité à envoyer de l'aide au navire en difficulté, le commandement en chef américain de la zone Pacifique avait estimé qu'un recours à l'aviation serait plus néfaste qu'utile étant donnée la concentration de chasseurs nord-coréens dans les parages de Wonsan. Le président trouverait bien une solution...

« Il faisait sinistre, raconte Lyndon Johnson dans ses Mémoires, lorsque je retrouvai, ce 23 janvier à la Maison Blanche, mes principaux conseillers aux affaires étrangères pour le déjeuner du mardi. Et le temps n'était pas seul en cause. » Autour de la table, dans la salle privée, sont assis Dean Rusk, le secrétaire d'Etat, celui de la défense, McNamara, le directeur de la CIA, Richard Helms, et un « bleu », Clark Clifford, nouvellement nommé pour remplacer McNamara. « Bob McNamara ouvre la séance sur une note d'humour noir à l'intention de l'homme qui allait lui succéder », raconte encore Lyndon Johnson : « Voici une journée caractéristique, dit-il à Clifford, nous avons eu une intrusion involontaire au Cambodge, nous avons perdu un B-52 avec quatre bombes à bord, nous avons un navire de renseignement capturé par les Nord-Coréens... »

Sous l'ironie perce pourtant une certaine impuissance, car personne n'est en mesure de répondre à la question essentielle : pourquoi les Coréens sont-ils allés s'emparer du Pueblo, au risque de déclencher un incident international, et peut-être même une guerre ? En effet, en admettant que le Pueblo se soit écarté de sa route (les Nord-Coréens ne prétendent-ils pas l'avoir arraisonné dans leurs eaux territoriales ?), ce coup de force ne s'explique pas. Avions et navires de renseignement sont, à l'époque, pratique courante et le nombre de « chalutiers » soviétiques qui surveillent les mouvements américains en Méditerranée ou en mer de Chine est là pour le prouver.

Bref, quelles qu'en soient les véritables raisons, les Etats-Unis se doivent de réagir très vite à ce que le pays considère comme une « humiliation ». Après tout, le Pueblo est le premier navire américain capturé en mer depuis la guerre avec la Grande-Bretagne en 1812. Aussi Dean Rusk s'empresse-t-il de déclarer, lors d'une réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères du Sénat, que « la capture du navire américain fait partie de ces actions que l'on peut considérer comme des actes de guerre ». Le Congrès, bien que partagé sur les mesures à prendre, n'en est pas moins d'humeur belliqueuse.

Parmi les faucons, celui qui parle le plus fort est le gouverneur de Californie, Ronald Reagan. « Je ne comprends pas, dit-il, pourquoi le président, qui est tout de même le président des Etats-Unis d'Amérique, n'a pas tout simplement dit à ces Coréens de libérer le Pueblo dans les vingt-quatre heures... » Et Richard Nixon, l'ancien vice-président d'Eisenhower, qui, dans quelques mois sera élu à son tour à la Maison Blanche, de renchérir avec

tard, cherchaient à faire diversion, tout en accentuant la pression sur la Corée du Sud. L'affaire du Pueblo devait s'inscrire en effet dans toute une série d'accrochages et de violations de frontière le long du 38<sup>e</sup> parallèle.

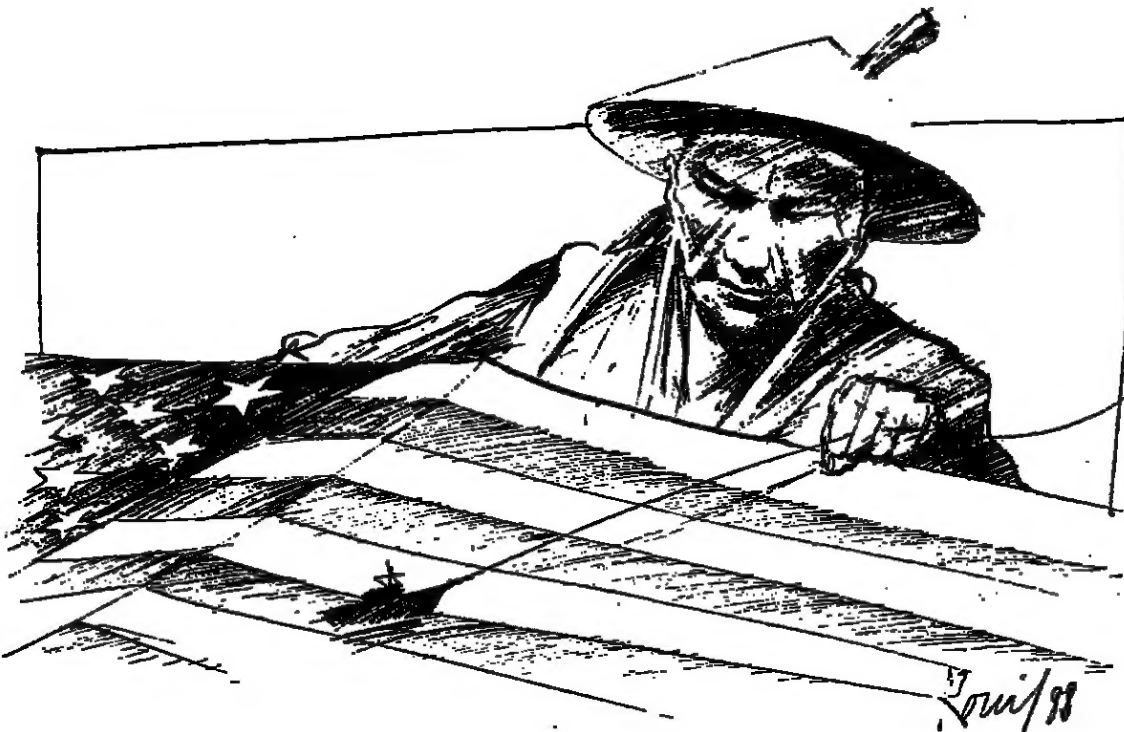
De ce point de vue, la manœuvre de Pyongyang a parfaitement réussi : inquiet, Séoul envisage de rapatrier ses unités du Vietnam pour renforcer sa propre défense. Le 26 janvier, Lyndon Johnson s'efforce de rassurer l'opinion à la télévision : la veille, il a fait saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que, parallèlement, le porte-avions nucléaire Enterprise, alors le plus grand navire de guerre du monde, se rapproche de Wonsan. En outre, deux escadrons de bombardiers américains sont envoyés d'Okinawa dans les bases américaines en Corée du Sud et 14 700 réservistes sont rappelés.

En réaction, la Corée du Nord annonce aussitôt que l'équipage du Pueblo sera jugé et condamné par un tribunal de droit commun. Déjà, une « confession complète » du commandant Bucher et de ses

diplomatiques, dont l'URSS, devenue plus complaisante. Et la mission hongroise à l'ONU, qui servira d'intermédiaire officieux entre Pyongyang et Washington. Les diplomates américains devront dans le même temps faire face aux craintes, puis au ressentiment de Séoul, irrité de voir ses alliés « trop prompts à s'accommoder avec la Corée du Nord ».

La crise sera évitée de peu, et, tandis que les étudiants sud-coréens manifestent devant le département d'Etat à Washington, l'ancien secrétaire adjoint à la défense Cyrus Vance est dépêché le 11 février à Séoul, où il a avec le président Pak Chung Hi et le premier ministre, le général Chung Il Kwon, des entretiens houleux. Les Sud-Coréens n'admettent pas, entre autres, d'avoir été écartés des négociations secrètes entre Américains et Nord-Coréens à Panmunjom. L'affaire du Pueblo, estiment-ils, doit se régler à trois.

Finalement, les quatre-vingt-deux membres de l'équipage du navire américain encore vivants seront relâchés le 23 décembre, à temps pour passer Noël



mépris : « Les Etats-Unis sont tombés si bas qu'une nation de quatrième ordre peut se permettre de prendre en otage un navire américain en haute mer. »

Entre-temps, la Maison Blanche a acquis la certitude que la capture du Pueblo, loin d'être un incident, est un acte prémédité. Ce qui explique, de son point de vue, en partie l'attitude glaciale des Soviétiques lorsque, dès le 24 janvier, l'ambassadeur américain à Moscou Llewellyn Thomson demande au Kremlin de faire pression sur Pyongyang. A moins que l'URSS ne se sente en porte à faux devant ce « satellite » nord-coréen encombrant qui, après lui être resté fidèle jusqu'à la rupture entre Moscou et Pékin, en a profité pour s'aligner d'abord sur la Chine avant de reprendre un certain libéralisme d'action. Une entrevue, le 24 janvier également, à Panmunjom, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées, se solde par ailleurs par un échec : l'amiral américain Smith et le major général nord-coréen Pak Chung Koon en viennent presque aux mains.

### Diversions

La Corée du Nord se sent-elle mauvaise conscience, ainsi que le spéculait Washington, de n'apporter en fait d'aide au Vietcong qu'avec ses diatribes vengeresses à la radio, alors que Séoul entretient deux unités sur le terrain ? La meilleure hypothèse, et ce sera confirmé par la suite, c'est que les Nord-Coréens, avertis de l'offensive vietcong du Têt au Vietnam, qui devait être déclenchée huit jours plus

principaux adjoints à bord du navire américain a été rendue publique par Pyongyang. Et, même si la manœuvre de propagande coréenne est grossière, Washington est plongé dans l'embarras. Dans une Maison Blanche en état de siège, inlassablement, toutes les possibilités sont passées en revue : blocus côtier, minage du port de Wonsan... Chaque fois, le président, qui s'est juré de ramener l'équipage du Pueblo vivant, calme le jeu, répétant à ses conseillers qui ne rêvent que de représailles : « Je ne veux pas que mon malade meure guéri. »

### Le « drapeau blanc »

Pourtant, malgré d'innombrables démarches diplomatiques, ce sera l'impasse. Une impasse interminable de onze mois avant que l'équipage ne soit finalement relâché. Le premier mois sera le plus éprouvant pour le gouvernement américain, qui devait faire face à la fois au siège de Khe-Shanh, à l'offensive du Têt et aux prémisses de ce qui allait devenir deux mois plus tard une des plus graves crises financières de la décennie. Le 31 janvier, pourtant, va se produire le premier signe de détente, tant attendu avec la Corée du Nord : au cours d'une intervention à Radio-Pyongyang, le secrétaire du Parti communiste coréen, Kim Kwang Hyop, laissera entendre que « les impérialistes américains ne résoudreont pas l'affaire du Pueblo par des méthodes agressives », et qu'un règlement est peut-être envisageable « différemment ».

Dès lors, un véritable travail de fourmi va s'effectuer à travers différents canaux

avec leurs familles, réunies pour la circonstance à San-Diego, en Californie. Dans un geste sans précédent, les négociateurs américains ont présenté des « excuses » écrites au gouvernement nord-coréen. Ce qui permet à Radio-Pyongyang de déclarer : « Cet incident montrera clairement aux peuples du monde entier que les impérialistes américains se sont soumis au peuple coréen et ont hissé le drapeau blanc. »

Six mois plus tard, le secrétaire à la marine, John Chafee, annoncera qu'aucun des membres de l'équipage ne sera sanctionné. Il est vrai que, en 1969, l'incident du Pueblo est déjà du passé. Les interminables pourparlers de paix avec le Vietnam se poursuivent à Paris, et l'Amérique, essoufflée, qui vient de se doter d'un trente-septième président, Richard Nixon, préfère tourner la page et oublier des événements qui, de l'aveu même du nouveau président, « ont ouvert une faille dans la croyance en la toute-puissance américaine ».

Dans le doute naissant, les regards se tournent pour se rassurer vers le ciel où, le 20 juillet, Neil Armstrong, un Américain, sera le premier homme à poser le pied sur la Lune. Enfermé dans son ranch, Lyndon Johnson commence, lui, ses Mémoires : « L'incident du Pueblo, écrit-il, fut le premier maillon d'une chaîne d'événements — crise, tragédie, déception — qui composèrent l'une des plus affreuses années qu'un président ait jamais passées à la Maison Blanche. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Faurel (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

### Le Monde

#### PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Imprimeur  
du « Monde »  
à Paris  
PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### Le Monde

#### TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

#### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

#### ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

MICHEL  
ROCARD

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Jean-Louis ANDREANI (Le Monde)  
Paul Jacques TRUFFAUT  
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct sur

RTL



Le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée  
MM. Mitterrand, Chirac et Kohl ont insisté  
sur la dimension européenne de la coopération franco-allemande

Les deux protocoles portant création d'un Conseil économique et de sécurité et d'un Conseil économique et financier ajoutés, le vendredi 22 janvier, au traité de l'Elysée, ont été adoptés par un vote de ratification par le Parlement français et par le Bundestag. Ce vote ne devrait pas poser de problème, mais les deux conseils créés

par ces textes ne pourront se réunir avant juin-juillet au plus tôt.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rodman, s'est félicité du renforcement de la coopération militaire franco-allemande illustré par la création du Conseil de défense. Le secré-

taire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a fait de même à Londres en déclarant notamment : « Il n'y a pas de raison de penser qu'un accord bilatéral tel que la création d'une brigade franco-allemande aura d'autre effet que de renforcer les accords collectifs existant dans le domaine de la défense. »

La République fédérale d'Allemagne et la France sont désormais pourvues d'institutions de coopération et d'instruments d'action commune marquant la volonté des deux pays de donner un contenu concret à cette « communauté de destin » évoquée par le chancelier Kohl et M. François Mitterrand. Le Conseil de défense et de sécurité, le Conseil économique et financier, la brigade commune de Böhlingen, font partie désormais de la « normalité » franco-allemande, de cette quoté- nité des rapports dont plus personne ne peut aujourd'hui se priver.

S'agit-il d'un simple élargissement du cadre existant de la coopération ou bien d'une percée décisive ouvrant la voie vers une Europe plus unie ou plus solidaire ? L'épreuve des faits sera, comme toujours, décisive. Mais, après avoir vécu cette journée du 22 janvier célébrant le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, personne ne peut douter de la volonté des dirigeants des deux pays de surmonter les obstacles, de résister aux tentatives centrifuges, de maintenir le cap indiqué par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer.

Des Invalides à l'Elysée, en passant par le lycée Henri-IV, en repassant le pont, proche du Louvre, et en traversant l'avenue, le marché unique de 1992, les espoirs d'une évolution dans les rapports avec l'autre

Europe, les deux parties avaient voulu rendre évident à tous que l'on se situait dans une continuité historique. La présence conjointe de deux des acteurs principaux de la mise au point du traité de 1963, MM. Cœur de Marville et Gerhard Schröder, à l'époque ministres des affaires étrangères de France et de RFA, et des jeunes gens et jeunes filles nés le 22 janvier 1963 se voulait significative du chemin parcouru.

Cela n'a rendu que plus restant que l'absence de deux personnalités qui ont joué, en leur temps, un rôle non négligeable, MM. Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing. Invité, mais à la dernière minute, par M. Kohl, l'ancien chancelier s'est réjoui, rendant ainsi impossible la présence de M. Giscard d'Estaing. Un détail, certes, mais qui met bien en lumière les petites mesquineries liées aux ailes des manœuvres politiques des deux côtés du Rhin.

La volonté d'en faire « un peu plus » pour aller l'un vers l'autre à l'occasion de cet anniversaire s'est traduite par une prise en compte plus explicite de préoccupations du voisin : les Allemands se sont rendus aux arguments français sur la nécessité de mettre sur le même plan la coopération militaire et la coopération économique, et les Français se sont montrés sensibles au désir de Bonn de tout faire pour surmonter la

division de l'Europe issue de la seconde guerre mondiale. Les jalons d'une « Ostpolitik » commune ont ainsi été posés.

Enfin, en indiquant qu'il n'y avait pas d'axe « franco-allemand » (François Mitterrand) ou qu'il n'était nullement dans l'intention des deux pays de créer « un directorat » pour l'Europe (Helmut Kohl), les deux hommes ont voulu répondre aux inquiétudes qui s'élevaient manifestes ces derniers jours en Grande-Bretagne et en Italie.

M. Jacques Chirac, dans une déclaration faite à l'issue de son entretien à l'hôtel Matignon avec le chancelier Kohl, avait tenu, de son côté, à souligner l'importance de cette journée. Le traité de 1963, qui illustre le « caractère visionnaire de la démarche de de Gaulle et Adenauer (...), rassemble aujourd'hui les Français de toutes opinions », a-t-il déclaré. M. Jacques Chirac a insisté sur le fait que son gouvernement avait apporté « sa pierre à l'édifice », en particulier en contribuant aux décisions prises vendredi de créer le Conseil de défense et le Conseil économique et financier.

« Les progrès réalisés aujourd'hui et les textes démontrent que, malgré les circonstances particulières de la vie politique en France depuis deux ans, nous avons progressé d'une manière décisive dans la voie de la coopération. »

ESPAGNE : le congrès du Parti socialiste  
M. Gonzalez défend son « pragmatisme »

MADRID  
de notre correspondant

L'ombre de l'Union générale des travailleurs (UGT) a plané dès le début sur le trente et unième congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui s'est ouvert le vendredi 22 janvier à Madrid. La tension croissante entre le gouvernement et la centrale socialiste a, en effet, été, de manière implicite, au centre du discours d'ouverture de M. Felipe Gonzalez et, plus explicitement, du débat de fond à huis clos qui s'est ensuivi.

Sans jamais nommer l'UGT, le secrétaire général du PSOE et président du gouvernement a répondu aux critiques acerbes formulées par le syndicat et justifié la politique pragmatique suivie depuis cinq ans. « Nous ne devons pas tomber dans le piège de nous limiter à inventer un futur qui n'arrive jamais, tandis que la droite, elle, gouverne. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter d'attendre sans plus le retour de la prospérité, sans assurer nous-mêmes, nous les socialistes, la responsabilité de créer les conditions qui la rendent possible. Il est tout aussi socialiste de faire les choses nécessaires que de faire celles auxquelles nous rêvons. »

M. Gonzalez a poursuivi : « Il est vrai que la croissance économique en soi ne suffit pas à définir un projet socialiste. Mais ce qui est sûr, c'est que sans croissance économique, le projet socialiste sera impossible. » Il a également critiqué le « conservatisme idéologique » de certains secteurs de la gauche, qui, affirmant qu'il n'y a pas de « nouvelles recettes à une réalité qui a changé ».

L'ode au pragmatisme de M. Gonzalez a donné lieu à un débat

animé auquel les principaux « témoins » du parti ont participé. Certes le rapport présenté par M. Gonzalez, a finalement été approuvé comme prévu avec 97,5 % des voix. Mais, de manière assez radicale, comme les représentants de la tendance gauche socialiste, ou plus nuancée, comme les secrétaires généraux des importantes fédérations de Madrid, de Catalogne ou de Biscaye, de nombreux orateurs ont fait part de leur malaise face au fossé entre parti et syndicat.

La responsabilité de cette situation, ont-ils affirmé, ne peut être exclusivement attribuée à l'UGT. Le secrétaire général des socialistes de Madrid, M. Joaquin Leguina, a souligné que, s'il voulait éviter de souffrir d'une « marginalisation sociale », le parti devait récupérer « un espace d'entente avec les groupes sociaux représentatifs, dont le syndicat », ce qui suppose « une définition plus claire de nos objectifs ». « Un gouvernement peut difficilement soutenir un projet socialiste en marge du syndicat socialiste », observé, de son côté, M. Manuel de La Rocha, porte-parole de Gauche socialiste.

Le danger d'un certain encoffrement a été évoqué en termes imagés par le secrétaire général des socialistes catalans, M. Raimon Obiolis : « Le PSOE ressemble à une voiture qui a bien démarré et suivi le bon chemin, mais dont on se demande si elle ne commence pas à manquer d'essence et de plans de route. »

Autant de critiques dont le PSOE avait un peu perdu l'habitude, mais qui ne mettent évidemment pas en question le contrôle de M. Gonzalez sur sa formation.

THIERRY MALENIAC.

« Il n'y a pas d'axe franco-allemand »,  
déclare le président de la République

● L'Europe  
Notre ambition commune se met au service de la cause européenne. L'Europe est notre horizon, c'est elle qui confèrera à la coopération franco-allemande sa pleine signification. Il n'y a pas d'axe franco-allemand, il y a, en revanche, une volonté forte à Paris et à Bonn de mettre en commun nos ambitions et nos moyens pour faire avancer l'Europe.

● Le dialogue avec l'Est  
La France et la République fédérale sont parfaitement d'accord pour entretenir avec l'autre partie de l'Europe un dialogue qui justifie l'appartenance à une même civilisation et une même aspiration à la sécurité. (...) Il n'est d'ailleurs pas que les réelles mérites de la guerre nous condamnent à l'ignorance mutuelle. La RFA et la France, chacune avec son histoire, regardent aussi à l'Est.

● Les difficultés à communiquer  
Il en est ainsi de tous les peuples dotés d'une identité forte et d'une grande histoire, et des individus entre eux. L'ignorance et l'approximation dominent trop souvent le

débat français sur l'Allemagne et je ne suis pas sûr que les Allemands n'aient pas à corriger l'opinion qu'il se font des Français.

● Les désordres monétaires  
Solidaires pour défendre la liberté, la République fédérale et la France doivent être aussi pour contribuer à construire un ordre économique financier et monétaire équitable.

● Création du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité  
Ce conseil fait l'objet d'un protocole annexé au traité de 1963, par lequel, qui sera soumis à ratification par les Parlements.

● Création du Conseil franco-allemand économique et financier  
C'est aussi un protocole au traité qui devra être ratifié.

● Création du Haut Conseil culturel par un échange de lettres entre les ministres concernés. Il comprend vingt membres et doit donner une impulsion nouvelle à la

Le chancelier ouest-allemand se prononce  
pour une Ostpolitik commune

● Les deux principes fondamentaux  
Il y a un lien indissoluble entre la liberté de notre pays et son appartenance à l'Alliance occidentale. (...) Il existe un autre lien, cette fois, entre l'unité franco-allemande et l'unification européenne. De la même manière que l'Europe a fourni le cadre nécessaire à la réconciliation franco-allemande, cette entente

coopération dans le domaine des arts et de la culture.

● Création du prix de Gaule-Adenauer destiné à récompenser une personnalité ou une institution particulièrement active au service de la coopération.

● ERATUM. — A la page 2 de nos dernières éditions datées samedi 23 janvier, une erreur de transmission nous a fait attribuer à M. von Thadden le prénom d'Adolf, alors que ce professeur d'histoire contemporaine à l'université de Göttingen se prénomme Rudolf.

a été et elle continue d'être à la fois la condition préalable, la base et le moteur du processus d'unification.

● Sécurité, désarmement  
Nous devons créer une politique de sécurité européenne commune. Le pont qui franchit l'Atlantique ne pourra tenir à la longue que si, des deux côtés, il repose sur des piliers bien solides. (...) Nous Français et Allemands — voulons réaliser des progrès en matière de désarmement et de contrôle des armements, mais pas au prix de notre sécurité.

● La politique à l'Est  
Je crois que la France et l'Allemagne devraient se décider à s'engager activement et de plus en plus fermement dans la mise en œuvre conjointe de la nouvelle phase de la politique à l'Est. Une telle démarche commune ferait nettement apparaître que nos deux pays sont unis sur un point central de leur politique étrangère et qu'ils ne se laissent pas diviser. (...) Nous ne devons tolérer en aucun cas que l'un d'entre nous succombe à la tentation de suivre ses intérêts de politique étrangère aux dépens de l'autre.

LUC ROSENZWEIG,  
CLAIRE TREAM.

BELGIQUE : après les élections du 13 décembre  
M. Jean-Luc Dehaene, social-chrétien flamand,  
va tenter de dénouer l'imbroglio politique



Le roi Baudouin tente de dénouer l'écheveau (le Soir).

BRUXELLES  
de notre correspondant

Après MM. Guy Spitaels « informateur » et Willy Claes « négociateur », le roi Baudouin a nommé, le vendredi 22 janvier, un nouvel « informateur ». M. Jean-Luc Dehaene, social-chrétien flamand, est chargé de trouver la formule possible en vue de former un nouveau gouvernement qui succéderait à la coalition social-chrétienne libérale dirigée par M. Wilfried Martens, démissionnaire depuis les élections du 13 décembre.

Principal vaincu du scrutin, le Parti social-chrétien flamand (CVP) de M. Martens bloque maintenant toutes les négociations. D'où la décision du souverain de mettre en première ligne M. Dehaene, un des témoins du CVP, pour obliger le parti à préciser sa stratégie. Si de

nombreux observateurs estiment encore possible, mais sans oser risquer une échec, la constitution d'une coalition entre les socialistes, qui ont gagné les élections, et les sociaux-chrétiens, qui restent malgré leur défaite le pivot de la politique belge, d'autres formules sont avancées, entre autres la reconduction de la coalition sortante en dépit de sa très courte majorité.

Le débat est encore compliqué par les négociations parallèles qui se déroulent en vue de la formation des « gouvernements » régionaux. Si, en Flandre, sociaux-chrétiens et libéraux se disent prêts à s'engager ensemble à l'exécutif régional, en revanche, dans la communauté française et en Wallonie, ce sont les socialistes, les sociaux-chrétiens, les écologistes et les fédéralistes qui tentent de négocier un accord.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

EN BREF

● AUTRICHE. — Pas de discours de M. Waldheim pour l'anniversaire de l'Anschluss. — Les députés autrichiens ont décidé, le vendredi 22 janvier, à une faible majorité, de ne pas demander à M. Kurt Waldheim de prendre la parole lors de la cérémonie de célébration du cinquantième anniversaire de l'Anschluss (l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne en 1938), le 11 mars prochain au Parlement de Vienne. La participation du président autrichien à cette session parlementaire extraordinaire faisait l'objet depuis quelque temps de vives controverses. Les Verts et de nombreux députés socialistes estimaient que M. Waldheim n'avait pas l'autorité morale nécessaire pour promou-

voir un discours à cette occasion. Le chef de l'Etat sera néanmoins invité à assister à la cérémonie. — (Reuters.)

● Prochaine tournée de M. Whitehead en Europe de l'Est. — Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, se rendra du 30 janvier au 8 février dans quatre pays de l'Europe de l'Est afin de poursuivre les efforts des Etats-Unis en faveur d'une amélioration de leurs relations avec les pays socialistes. Le numéro deux du département d'Etat, dont ce sera la quatrième tournée dans la région, s'entretiendra avec des responsables tchécoslovaques, roumains, bulgares et polonais. M. Whitehead fera aussi une brève escale à Paris et à Bruxelles. — (AFP.)

Assombrie par le conflit de la pêche  
Première visite en France  
du gouverneur général du Canada

MONTREAL  
de notre correspondant

La première visite officielle qu'un gouverneur général du Canada effectuera en France sera-t-elle assombrée par des manifestations hostiles des pêcheurs français ou, pire, par un boycottage des membres du gouvernement ? Les Canadiens ont quelques raisons de s'inquiéter de l'accueil qui sera réservé à M. Jeanne Sauvé, représentante officielle du chef de l'Etat canadien (la reine Elizabeth II), au cours de son séjour, du 25 au 29 janvier. Les échos qui leur parviennent d'outre-Atlantique ne sont en effet guère rassurants.

● Mal venue. — aux yeux des armateurs du port de Boulogne, cette visite doit, selon le maire Marcel Fancher de Saint-Malo, être pour les Français l'occasion « de montrer leur profond mécontentement ». M. Ambroise Guillec, secrétaire d'Etat à la mer, a déjà annoncé qu'il « refusait tout net » de participer au dîner d'Etat donné jeudi soir en l'honneur de M. Sauvé. Il s'est aussi publiquement interrogé sur le sens de l'invitation faite par le président de la République, compte tenu de l'attitude « agressive » des Canadiens et de « contexte de dialogue total » des négociations entre Paris et Ottawa sur la pêche.

Entre les deux capitales, le dialogue est rompu depuis octobre dernier dans ce conflit, le seul qui

empoisonne les relations bilatérales. En conséquence, les bateaux français, qu'ils viennent des ports métropolitains ou de Saint-Pierre et Miquelon (l'archipel français situé à quelques encablures des côtes de l'Arctique), ne peuvent plus pêcher dans les eaux territoriales canadiennes. Il ne leur reste qu'une seule zone, celle que se disputent la France et le Canada depuis 1977. Cette année-là, les deux pays ont en effet tour à tour étendu leur zone économique à 200 milles au large de leurs côtes.

Surtout protocolaire, la visite de M. Sauvé, qui sera accompagnée du vice-premier ministre canadien Donald Mazankowski, et du ministre de l'expansion industrielle Robert de Cotret, n'a pas pour but de régler ce différend. Sa charge impose d'ailleurs à cette francophone une neutralité politique toute britannique et lui commande de « ne heurter personne ». Après la visite de M. Mitterrand au Canada en mai dernier, il s'agira surtout de consacrer la normalisation des relations entre Paris et Ottawa, qui eurent longtemps à subir l'onde de choc du fameux « Vive le Québec libre » du général de Gaulle.

Cette visite aura aussi un volet économique. Avec cinq hommes d'affaires, dont le président de la compagnie de charter Wardair, M. Sauvé doit se rendre à Toulouse au Centre national des études spatiales et à l'Aérospatiale.

MARTINE JACOT.

Les Etats-Unis ont présenté à Genève  
un projet de traité sur les armes spatiales

Genève (AFP). — Les Etats-Unis ont présenté pour la première fois, le vendredi 22 janvier à Genève, à l'URSS un projet de traité sur les armes spatiales, qui ne remet toutefois pas en question leur initiative de défense stratégique (« guerre des étoiles »), a déclaré M. Henry Cooper, responsable de la délégation américaine chargée de ces questions.

M. Cooper a indiqué que ce projet reflétait les instructions reçues par les deux délégations à l'issue du sommet de Washington : définir les moyens de prévenir l'évolution des relations stratégiques américano-soviétiques, améliorer la stabilité stratégique et réduire les risques de guerre. Dans le même temps, il devrait garantir, selon lui, qu'aucune des deux parties ne déploiera de systèmes de défense avancés avant d'engager des consultations.

● Le projet américain, a-t-il poursuivi, permettra une transition stable, et dans la coopération, vers un monde où les systèmes défensifs ne seront là que pour se protéger d'attaques par des missiles balistiques, qui peuvent aujourd'hui voyager sans obstacle dans l'espace.

● C'est un traité soigneusement équilibré, a ajouté M. Cooper. Il prend en considération les intérêts des deux parties.

Cette interprétation est catégoriquement rejetée par les Soviétiques, qui ont implicitement confirmé, la semaine dernière, qu'ils restaient irréductiblement opposés au développement de l'IDS.

De l'avis des spécialistes, l'initiative américaine, de caractère purement tactique, confirme bien que les deux pays en sont toujours, sur ce dossier, à la case départ, en dépit de réels progrès accomplis par le président Reagan et M. Gorbatchev sur les dispositions techniques d'un futur traité START.

L'Australie reconnaît les Fidji  
et les régimes  
de Pinang-Peah et de Kaboul

Le premier ministre australien a annoncé, le vendredi 22 janvier, que son gouvernement, dans le cadre d'un changement de ses principes diplomatiques, reconnaissait les Fidji, le Cambodge et l'Afghanistan.

L'Australie aura dorénavant des relations diplomatiques d'Etat à Etat et son gouvernement s'engage devant le Club de la presse nationale à Canberra. La reconnaissance des Fidji en tant qu'Etat ne constitue pas nécessairement une acceptation du gouvernement civil installé par les militaires putochistes, mais permet à l'Australie de reprendre son aide économique à ce pays du Pacifique Sud, a-t-il dit. Les gouvernements communistes de Pinang-Peah et de Kaboul n'ont jamais été reconnus par Canberra. Selon M. Hayden, malgré sa nouvelle politique, son gouvernement n'envisage pas d'installer de représentations dans ces deux capitales. — (AFP.)

حکومت الامم المتحدة



## Proche-Orient

Relatif déclin de la vague d'agitation en Cisjordanie et à Gaza

## La prière du vendredi à Jérusalem s'est déroulée dans le calme

Les Arabes israéliens devaient de nouveau témoigner, ce samedi 23 janvier, leur solidarité avec les Palestiniens des territoires occupés. Le temps fort de la journée devait être une manifestation pacifique organisée à l'appel de la municipalité de Nazareth. Les autorités ont multiplié les mises en garde aux quelque six cent cinquante mille Arabes israéliens, les exhortant à éviter toute violence.

A Paris, le représentant de la Ligue arabe, M. Hamadi Essid, a rejeté l'initiative du président égyptien Hosni Moubarak appelant Israël et les

Palestiniens à une trêve de six mois, en estimant que cette proposition était « aussi maladroite qu'incongrue ». Le FDLP de M. Nayef Hawatmeh a, pour sa part, indiqué que cet appel visait « à anéantir le soulèvement » et faisait partie des « manœuvres suspectes du régime égyptien, qui ne servent que l'ennemi sioniste ». « Ce que les autorités israéliennes n'ont pu obtenir par la force, le président Moubarak essaie d'y parvenir par la ruse et les manœuvres », affirme l'organisation palestinienne.

expliquait que l'armée entendait « de nouveau se faire craindre, alors qu'elle avait donné l'impression ces dernières semaines d'avoir perdu tout potentiel dissuasif ».

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Depuis plusieurs semaines, c'est devenu un rituel : la prière du vendredi sur l'esplanade des mosquées, à Jérusalem, mobilise autant la police et l'armée israéliennes que les fidèles de l'islam. Les alentours du Haram As Sharif — « le noble sanctuaire » — en vieille ville arabe, accueillent une véritable parade militaire : gardes-frontières, parachutistes, policiers, ambulances, et hélicoptères survolent l'ensemble. Les forces de sécurité avaient de nouveau déployé près d'un millier d'hommes, le vendredi 22 janvier, pour empêcher que la prière ne donne lieu à de violentes manifestations, comme ce fut le cas la semaine passée.

Dans tous les territoires occupés, les fidèles étaient appelés à dédier la prière hebdomadaire à la mémoire des victimes des affrontements de ces dernières semaines (trente-sept morts). Il y eut bien quelques slogans scandés par des dizaines de jeunes gens prêts à entamer une manifestation ; mais, dans l'ensemble, tout s'est déroulé sans que rien ne vienne perturber la sérénité du sanctuaire. Point d'affrontements. Il suffisait pourtant d'observer la sortie des fidèles, par exemple à la porte des Chaînes, pour mesurer la tension et la violence contenues dans ces regards de Palestiniens de tous âges quittant l'esplanade entre deux rangées d'hommes casqués, armés de matraques et de fusils. A Jérusalem aussi, quelque chose a changé depuis le 9 décembre dernier, qui ne sera pas répété de si tôt, entre les deux communautés.

Une source militaire, citée vendredi par le quotidien *Haaretz*, attribuait le relatif déclin de la vague d'agitation en Cisjordanie et à Gaza à la « nouvelle politique » menée par l'armée : face-à-face physique direct avec les manifestants et la poursuite des camps et mesures d'intimidation comme ces raids effectués la nuit par des soldats pour obliger les résidents à rester dehors jusqu'au matin. La même source

population des territoires occupés pour peu que le gouvernement israélien fasse un geste : qu'il s'engage à renoncer à toute nouvelle implantation en Cisjordanie et à Gaza dans les six mois à venir. Si le ministère des affaires étrangères (sous net influence travailliste) a apprécié la suggestion, la présidence du Conseil « n'y voyait rien de nouveau » et paraissait peu intéressée. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Ariel Sharon, estimait, de son côté, que le monde arabe était mal placé pour faire la leçon à Israël. Il a évoqué la répression du mouvement national palestinien en Jordanie en septembre 1970 (plusieurs dizaines de milliers de morts) et celle qui frappa en Syrie, au début des années 80, les intégristes de la ville de Hama (plusieurs milliers de morts).

ALAIN FRACHON.

## Israël rejette le rapport de l'ONU l'invitant à participer à une « conférence internationale »

Israël a rejeté, le vendredi 22 janvier, le rapport présenté quelques heures plus tôt par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, où celui-ci demandait à Israël de « corriger ses pratiques » dans les territoires occupés et aux cinq grandes puissances d'entamer une concertation pour arriver à un règlement définitif du conflit israélo-arabe, dans le cadre d'une conférence internationale de paix.

Les propositions de M. Perez de Cuellar sont contenues dans un rapport sur les troubles actuels dans les territoires arabes occupés par Israël, qu'il a transmis aux quinze membres du Conseil de sécurité. Celui-ci vont à leur tour remettre ce rapport à leurs gouvernements respectifs et en commenceront l'examen la semaine prochaine. Dans les milieux diplomatiques de l'ONU, on n'exclut pas que le Conseil soit amené, sur la base du rapport, à prendre des premières décisions la semaine prochaine. Il est probable également qu'une délégation ministérielle de la Ligue arabe se rendra aux Nations unies à cette occasion.

M. Perez de Cuellar est resté — sans doute volontairement — vague, afin de laisser la porte ouverte aux États-Unis et à Israël. Il a estimé que le règlement devrait être négocié grâce à « une conférence internationale qui se tiendrait sous les auspices de l'ONU, avec la

participation de toutes les parties concernées ».

Il ne s'est donc pas référé à la « conférence internationale » telle qu'elle avait été définie par l'Assemblée générale de l'ONU et il a préféré passer sous silence la participation contestée de l'OLP. Un autre passage du rapport précise que « le seul moyen d'assurer véritablement à long terme la sécurité et la protection de la population palestinienne réside dans la négociation d'un règlement d'ensemble juste et durable qui soit acceptable pour tous les intéressés ».

## Proposition de mesures concrètes

En commentant le rapport devant la presse, le sous-secrétaire général pour le Proche-Orient, M. Marrack Goulding, a affirmé que cette formulation ne changeait pas la position des Nations unies. En ce qui concerne les mesures concrètes et immédiates, M. Perez de Cuellar a proposé :

1) Des pressions internationales, sous forme d'un appel du Conseil de sécurité pour qu'Israël applique intégralement la quatrième convention de Genève de 1949 sur la protection des personnes civiles en temps de guerre ;

2) Un accroissement de l'aide humanitaire aux Palestiniens appor-

tée par les organismes spécialisés de l'ONU, à commencer par l'Agence pour les secours aux Palestiniens (UNRWA) en écartant à la fois ses services sur le terrain et en améliorant l'infrastructure des camps ;

3) Un accroissement de l'aide économique par le truchement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ;

4) Une amélioration de la protection légale des Palestiniens par un renforcement des activités du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ;

5) Une ouverture aussi complète que possible des troubles, par la presse israélienne et internationale, dans les territoires occupés.

Rejetant le plan de M. de Cuellar, l'ambassadeur israélien auprès des Nations unies, M. Netanyahu, a déclaré : « Le plus dangereux (...) c'est que ce rapport jette les bases pour une discussion, par le Conseil de sécurité, d'une conférence internationale de paix ».

A Jérusalem, M. Avi Parnes, porte-parole de M. Shamir, a ajouté : « Nous rejetons les conclusions du rapport. Bien que la convention de Genève ne s'applique pas à ces territoires, nous y prenons en compte toutes les considérations humaines ».

Israël répondra officiellement à l'ONU après avoir étudié le rapport en détail. — (AFP, Reuters.)

## Pauvres Saoudiens !

get, le roi Fahd a averti les industriels et hommes d'affaires privés de ne pas abuser des faveurs dont ils bénéficient et de ne pas profiter de droits de douane élevés sur les produits importés pour augmenter leurs prix. « Si quelqu'un essayait d'abuser de sa chance, nous serions obligés d'entrer dans le marché et de devenir concurrents », a-t-il déclaré.

« Nous désirons que les industries nationales fassent des gains raisonnables, mais nous ne pouvons ignorer l'intérêt des citoyens et les laisser devenir la proie d'une minorité qui veut profiter de la richesse », a-t-il déclaré.

Pour l'instant, affirme un économiste, les prix n'ont que peu augmenté. Or la chute du dollar, auquel est lié le riyal saoudien (3,75 riyals pour 1 dollar), aurait dû les faire flamber dans la mesure où 75 % des importations viennent de la zone hors dollar. « Mais, expliquent les experts, jusqu'à maintenant, les stocks très importants, la réduction

des marges, l'achat à terme des devises par les grands opérateurs de commerce, ont permis de limiter les dégâts. Seulement, on arrive aujourd'hui à la fin de ce phénomène, au moment où les mesures d'austérité contraignent au maintien des salaires ».

Le vrai défi de l'Arabie saoudite est social et politique. « Nous avons construit notre pays, affirme ainsi un jeune Saoudien au retour d'un long séjour aux États-Unis, maintenant il nous faut restructurer la société, lui apprendre à se servir de tout ce qu'elle a à sa disposition, prendre le temps de digérer ce boom de dix ans. » En ce sens, certains voient des vertus à la récession, mais d'autres craignent que la majorité n'y soit pas prête. « C'est difficile pour un jeune, indique un officiel, d'admettre qu'il vivra peut-être moins bien que son frère aîné ou que son père ».

Or pour la première fois peut-être, des jeunes Saoudiens rencontrent des difficultés dans la recherche d'un emploi. Le taux d'enseignement très élevé — il y a actuellement deux millions quatre cent mille jeunes dans les écoles ou universités du pays — risque incontestablement de créer des envies ou des besoins que l'État ne pourra pas toujours satisfaire. Si en 1986, selon une source américaine, le gouvernement avait engagé environ la moitié des quatorze mille étudiants diplômés, il n'en sera plus de même. Le roi a précisé qu'il n'y avait cette année, en dehors des prévisions du budget, aucune création de postes dans les administrations ni promotion de fonctionnaires.

« Dès maintenant, affirme un journaliste saoudien de renom, les choses changent lentement. Vous pouvez trouver des Saoudiens dans les travaux qu'ils ne faisaient pas avant. » Le quatrième plan de développement prévoyait six cent mille départs d'étrangers avant 1990, et, selon certaines sources, ce chiffre aurait déjà été atteint.

## Des liens familiaux très forts

La volonté de « saoudisation » est en tous les cas très réelle, même si elle ne se fait pas toujours sans difficultés. Si les Saoudiens sont, contrairement à une image très répandue, chaleureux et disponibles à l'égard de leurs hôtes, l'étranger est perçu dans une certaine mesure comme un mal nécessaire. « En fait, explique une femme d'affaires, elles sont rares mais il y en a... des liens familiaux très forts, la structure de notre société, font que les étrangers sont souvent vus comme des facteurs potentiels de troubles ».

On ne pénètre pas facilement en profondeur dans les cercles saoudiens ; c'est ce qui explique sans doute que ce pays, qui a vécu longtemps avec une population étrangère égale aux autochtones, soit resté profondément lui-même. Certes, le poids de la religion, combattant à la vie quotidienne, y est pour beau-

coup, et l'arrêt des activités plusieurs fois par jour à l'heure de la prière est là pour rappeler que l'Arabie saoudite vit sous le strict régime de l'islam wahhabite.

On aurait tort de croire que tous les jeunes Saoudiens qui rentrent de l'étranger ne rêvent que de vie occidentale. En repassant le pays, beaucoup retombent dans le moule de la discipline familiale. Cela ne signifie pas toutefois qu'ils n'aspirent pas à une plus grande ouverture. L'ennui guette un certain nombre de jeunes qui ont, difficultés économiques obligent, de moins en moins la possibilité d'aller à l'étranger poursuivre leurs études. Seules distractions : le football, extrêmement populaire, la promenade le soir dans les supermarchés illuminés, ou les visites. Aucun cinéma, aucun théâtre, encore moins de boîtes de nuit.

## Le problème de la drogue

Ce phénomène est-il à l'origine d'un grave problème que connaît l'Arabie saoudite : la drogue ? « En fait, explique un officiel saoudien, l'argent abonde, on environne propice, des habitudes contractées parfois à l'étranger, ont fait déferler la drogue sur le pays. » Aujourd'hui, de sévères mesures ont été prises pour lutter contre le phénomène ; la peine de mort a été décrétée contre les trafiquants. Quatre hôpitaux ont été ouverts pour venir en aide aux drogués, et la presse n'hésite pas à publier des témoignages, qui se veulent exemplaires, de drogués cherchant à s'en sortir. Même le roi Fahd a abordé le problème dans un discours, accusant « les ennemis de l'islam de répandre la drogue dans les pays musulmans dans une lâche tentative de paralyser la force de travail et la capacité intellectuelle des jeunes ».

L'adaptation du mode de vie à une religion rigoriste n'est pas facile. Si l'on considère le chemin déjà parcouru, les résistances qu'il a fallu vaincre, par exemple, pour ouvrir des écoles de filles, et le fait que l'Arabie saoudite a moins de seize ans d'existence, on peut penser que le temps permettra de résoudre les contradictions entre les aspirations les plus libérales d'une partie de la société et la volonté des ténants de maintenir les choses en l'état. Sans compter celle des mouvements fondamentalistes dont l'Arabie saoudite n'est pas à l'abri.

L'émigration du pouvoir politique et du pouvoir religieux née de l'alliance entre la famille Al Saud et le cheikh Mohammed Abdel Wahhab au dix-huitième siècle, a permis à l'Arabie saoudite jusqu'à maintenant, malgré de profonds bouleversements, de faire face sans drame majeur à une véritable révolution. Mais l'équilibre risque d'être d'autant plus difficile à maintenir que l'argent, moins abondant, limite quelque peu les moyens de satisfaire les uns et les autres.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

## La guerre du Golfe

Un hélicoptère irakien s'écrase au Kurdistan avec à son bord le commandant du 5<sup>e</sup> corps d'armée

Un hélicoptère de l'armée irakienne ayant à son bord le commandant du 5<sup>e</sup> corps d'armée irakien, le général Abdel Aziz Ibrahim el Hadithi, s'est écrasé, le vendredi 22 janvier, dans le gouvernorat de Tassim, situé à près de 250 kilomètres au nord de Bagdad, dans le Kurdistan irakien.

C'est la première fois que l'Irak fait état d'un tel « accident » depuis le début de sa guerre avec l'Iran. Le 5<sup>e</sup> corps d'armée défend la ville de Kirkouk, située dans une région où les maquisards kurdes sont souvent très actifs.

Par ailleurs, vendredi, les attaques contre la navigation commerciale se sont multipliées dans le Golfe où les sources maritimes ont indiqué que deux navires avaient été touchés par des vedettes iraniennes, alors que l'Irak annonçait un raid aérien contre un navire non identifié desservant un terminal iranien. — (AFP, Reuters.)

(Suite de la première page.)

Dans son discours de présentation du budget, le roi Fahd a d'ailleurs indiqué que toutes les ressources pétrolières, qui ont diminué de 4/5 en quelques années, avaient antérieurement été investies dans le développement du pays et pour l'amélioration du niveau de vie des Saoudiens. Ceux-ci bénéficient encore d'un revenu par tête parmi les plus élevés du monde : 7 250 dollars environ.

Si l'âge d'or du profit rapide et sans effort est terminé, l'Arabie saoudite a de quoi surmonter ses difficultés, à condition de s'adapter aux nouvelles données économiques. Si le gouvernement semble avoir pris la mesure du problème en réduisant sérieusement ses dépenses, il reste à faire admettre aux Saoudiens, habitués depuis le boom pétrolier à vivre dans l'opulence et à compter sur l'État-providence, que les temps ont changé.

Déjà, dans une allocution improvisée après la présentation du bud-

## Amériques

## BRÉSIL

## Guerre d'usure autour de la durée du mandat présidentiel

Brasilia. — Une guerre d'usure a commencé au Brésil entre le président José Sarney et ses opposants pour la fixation par l'Assemblée constituante de la durée du mandat présidentiel. Le chef de l'État souhaite obtenir un vote anticipé par les parlementaires d'un mandat de cinq ans qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 1990. Le texte du « pré-projet » préparé par la commission de synthèse limitait à quatre ans la présidence de transition de M. Sarney.

L'amendement « cinq ans » est défendu par la coalition de la droite qui a pris pour nom « Centrao » (Grand Centre). Il est appuyé par plus de trois cents constituants sur les cinq cent cinquante-neuf que compte l'Assemblée. Mais l'opposition de gauche mise sur l'impopularité de M. Sarney pour faire échouer cette tentative. M. José Genoino, vice-président du Parti des travailleurs (PT, gauche non communiste), explique ainsi que « plus le gouvernement s'use, plus nous avons des chances de faire approuver le mandat de quatre ans. Le temps est notre allié majeur ». L'objectif de l'opposition est de préparer pour le 4 février une grande journée nationale d'action en faveur du mandat limité.

Le chef de l'État, en proposant une accélération du vote sur cette question, espère déjouer ce plan. Il suppose toutefois une modification de l'ordre du jour de l'Assemblée, qui nécessite l'approbation des présidents de groupe. — (AFP.)

## ÉTATS-UNIS

## La plus belle faillite

WASHINGTON  
de notre correspondant

Tout perdre, mais avec élégance, vendre ses meubles, sa vaisselle de mariage, ses chevaux et ses taureaux, mais avec panache : le vendredi 22 janvier, John Connally, ancien secrétaire au Trésor, ancien candidat à la présidence des États-Unis, ancien gouverneur du Texas et ex-multimillionnaire en dollars, a mis un point d'orgue à une retentissante faillite, en vendant tous ses biens aux enchères.

Ruiné, mais serein, presque joyeux même, M. Connally — soixante-et-onze ans, haute stature et visage fin — est apparu en direct à la télévision au moment où la vente se terminait, à Houston, devant un public de riches Texans tout droit sortis de « Dallas » ou de « Dynastie ». Lui et sa femme, également souriante et digne, n'avaient pas ménagé leurs efforts pour que la vente soit un succès — pour le seul profit de leurs créanciers, auxquels ils doivent... 48 millions de dollars.

Rien ni personne n'obligeait les Connally à faire ainsi étalage de leur ruine, à faire l'arête du spectacle brio-à-brac qu'ils avaient accumulé tout au long de leur ascension : tableaux, bibelots, courroux offert par Lyndon Johnson, fusil offert par Richard Nixon, selle de parade aux armées de l'US Navy (il fut secrétaire à la Marine sous John Kennedy), mais, avec un curieux mélange d'humilité et de fierté, et, quand même, un brin d'ostentation, ils ont voulu jouer le jeu jusqu'au bout. John Connally est allé jusqu'à contresigner 3 000 bil-

lets de un dollar qui portaient « déjà » sa signature, parce qu'ils avaient été émis quand il était secrétaire au Trésor du président Nixon — pour les mettre en vente à 20 dollars pièce...

En 1980, l'ancien gouverneur du Texas s'était lancé dans la course à l'investiture présidentielle, refusant même les subventions fédérales pour être élu de dépense tant d'argent qu'il lui plaisait. Le résultat fut fort médiocre (un seul délégué à la convention...), mais, refusant de rester sur cet échec, M. John Connally avait décidé de se lancer dans une autre aventure, celle de l'argent.

Déjà fort riche, il résolut de voir très grand, et, avec quelques associés, emprunta des centaines de millions de dollars pour investir massivement dans l'immobilier et le pétrole : cinq ans plus tard, en 1985, l'économie texane s'effondrait, en même temps que les cours du pétrole et le marché de l'immobilier. M. John Connally n'est que l'une des très nombreuses victimes de la crise au royaume des éleveurs — et du veau d'or.

Mais sa faillite est sans conteste la plus belle. A plus de soixante-dix ans et sans le sou (sauf, tout de même, son ranch, un bout de terre et... deux fusils, comme le prévoit la loi texane), il jure qu'il n'a pas dit son dernier mot, qu'il va refaire fortune : « Je ne suis pas resté tranquille, oisif, je veux réussir et je déteste perdre », expliquait-il, vendredi soir, à la télévision, pendant qu'on vendait son bureau — « un très beau chéno, vous savez... ».

JAN KRAUZE.

## HAÏTI

## Libération de M. Louis Déjoie

Port-au-Prince (AFP, Reuters). — Les autorités haïtiennes ont libéré, le vendredi 22 janvier, l'un des principaux dirigeants de l'opposition, M. Louis Déjoie, emprisonné depuis quarante-huit heures sous l'accusation d'« incitation à la violence et au désordre public ». Le ministère de l'Information a précisé qu'il s'agissait d'une mise en liberté conditionnelle et que la procédure judiciaire engagée suivait son cours. L'arrestation de l'ancien candidat à la présidence avait suscité de nombreuses protestations en Haïti, comme aux États-Unis.

Le docteur Louis Roy, une autre personnalité de l'opposition, considéré comme le « père » de la nouvelle Constitution haïtienne, a pour sa part, été retenu plusieurs heures à l'aéroport de Port-au-Prince, alors qu'il rentrait d'un séjour à l'étranger. Il avait, comme M. Louis Déjoie, qualifié les élections du dimanche 17 janvier de « force honteuse ». Les deux hommes ont affirmé, après leur libération, que le combat pour la démocratie en Haïti « ne faisait que commencer ».

« L'avocat de Jean-Claude Duvalier qualifie de « farfelue » le jugement de Miami. — M. Souverain Vaisse, l'avocat français de l'ancien président à la qualification, vendredi 22 janvier, de « farfelue » et « démentie » la décision d'un juge américain d'ordonner la saisie des biens de l'ancien dictateur, à concurrence de 500 millions de francs. Le 14 mars prochain, c'est la cour d'appel d'Albany-Provence qui est appelée à statuer dans le procès qui oppose Jean-Claude Duvalier au gouvernement haïtien. — (Reuters.)



La campagne présidentielle

Les doutes et les certitudes de M. Rocard

LONDRES  
de notre envoyé spécial

Pressé de prendre son avion, M. Michel Rocard était déjà debout. Il venait de terminer, par un entretien avec les journalistes français présents à Londres (voir nos dernières éditions du 23 janvier), un voyage qui s'était fort classiquement déroulé et qu'il avait, tout aussi classiquement, commenté. L'ultime question, à l'ultime minute, portait — une fois de plus — sur la date de déclaration de candidature ou de non-candidature de M. François Mitterrand. M. Rocard annonça une réponse circonstanciée, et commenta : « Je suis sans doute le président de ce pays. Il y a un doute sur le quand », avant de développer un argumentaire sur la longueur notable des campagnes électorales, d'où il ressort que le président de la République est très « sage » de prendre son temps.

Après avoir, l'ancien ministre avait lancé, d'un ton presque détaché : « Je suis toujours, François Mitterrand n'ayant pas parlé, candidat » à l'Elysée, avant d'ajouter qu'il y a « doute », selon les cas de figure, sur ses propres intentions comme sur celles du président sortant.

En quelques phrases et une nouvelle « gaffe » — de ces « gaffes » dont il affirme qu'elles sont volontaires et qu'elles ont contribué à construire sa popularité — M. Rocard venait de confirmer

quelques-unes des intuitions que l'on pouvait avoir à son propos. Le député des Yvelines continue, à l'évidence, à croire à sa bonne étoile, mais il n'est plus sûr que le rendez-vous de 1988 soit le bon. Si l'ancien ministre ne s'est pas exprimé publiquement sur ce point, on considère dans son entourage qu'une nouvelle candidature de M. Mitterrand est désormais l'hypothèse la plus probable. On comprend qu'il ne serait guère question alors de se maintenir face à M. Mitterrand, encore que M. Rocard ne s'engage pas formellement à renoncer.

Même si l'actuel hôte de l'Elysée ne se représente pas, la situation de M. Rocard n'est pas très facile. Certes, l'ancien ministre considère que, dans ce second cas de figure, il bénéficierait rapidement d'un transfert à son profit, pour l'essentiel, des chiffres de confiance obtenus par M. Mitterrand, dès lors qu'il serait intronisé comme le principal candidat de la gauche. Mais plus le président tarde à se déclarer, plus court sera le délai qui restera au député des Yvelines pour remonter son handicap, en admettant que cela soit possible.

M. Rocard est assez attaché à la défense de ses idées pour penser dès aujourd'hui à l'échéance qui suivra celle de 1988. La compétition pour devenir, au milieu des années 90, le successeur désigné ? — de M. Mitterrand est donc bien ouverte au PS.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

Les « comités Juquin » revendiquent quinze mille adhérents

La première rencontre nationale des comités d'initiatives et de soutien (CIS) à M. Pierre Juquin, candidat rénovateur à l'élection présidentielle, devait se dérouler, le dimanche 24 janvier, à l'hôtel Pullman Saint-Jacques à Paris. Un millier de personnes environ étaient attendues par la direction de campagne de M. Juquin, M<sup>me</sup> Katsa Titous, responsable de ces CIS. Le nombre des comités qui constituent l'ébauche de base militante hétérogène de l'ancien porte-parole du PCF, exclu de son parti, est de l'ordre d'un demi-millier. Ils regroupent quinze mille personnes.

Tous les départements de la région parisienne, où l'influence communiste est forte, sont dotés de comités ; trente et un dans les Hauts-de-Seine, quinze en Seine-Saint-Denis, treize dans le Val-de-Marne, douze dans l'Essonne, dix dans le Val-d'Oise et les Yvelines. Parmi les départements non représentés, on trouve l'Aisne, l'Arriège, l'Aube, la Lozère, le Morbihan et la Nièvre.

A Paris même, dix comités d'arrondissement ont été créés. Il en existe au PTT, à l'EDF-GDF, à la SNCF, dans les banques et les assurances, dans plusieurs ministères (affaires sociales, finances, etc.), dans les hôpitaux et les universités. M<sup>me</sup> Titous remarque que dans les entreprises « les comités sont surtout constitués à l'initiative de mil-

lants syndicaux de la CGT et de la CFDT ».

En province, le CIS qui regroupe la Dordogne et l'Ardèche édite un bulletin hebdomadaire à l'initiative d'un ancien membre du PCF. En Haute-Garonne, l'ancien responsable d'une section socialiste des PTT de Toulouse a rejoint le comité local où M. Claude Llabres, coordinateur national des rénovateurs communistes, joue un rôle important.

Les comités, au sein desquels la moyenne d'âge serait peu élevée enregistreraient une forte participation d'enseignants. Les CIS semblent concentrer leurs activités, depuis environ un mois, sur la recherche de parrainage d'élus en faveur de la candidature de M. Juquin. Ils sont constitués d'anciens membres du PCF — rénovateurs récents ou de la première heure — de militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), du Parti socialiste unifié (PSU), du Parti pour une alternative communiste (PAC), la Fédération de la gauche alternative (FGA) ainsi que d'« incorporés » politiques.

Soucieux de ne pas voir telle ou telle organisation utiliser les CIS à son seul profit, M<sup>me</sup> Titous souhaite que « les comités s'ouvrent vers l'extérieur, prennent conscience de leur force et de la réalité dynamique qui existe derrière l'élément fédérateur qu'est Pierre Juquin ».

O. B.

Deux contre la moitié d'un

En 1985, de Gaulle n'était pas président de la République : il incarnait la présidence, dont il avait institué et inauguré une nouvelle définition. Il n'avait garde d'y être candidat, rôle qui était bon pour les autres (parmi lesquels un certain François Mitterrand). Pour de Gaulle, l'élection présidentielle — qu'il avait voulue au suffrage universel et qu'il lui fallait alors affronter, — ne pouvait être qu'une sorte de référendum sur sa personne ; ses concurrents, quelques versions qu'il en eût.

M. Mitterrand n'a pas refait 1958, mais il a exploré la terre jusqu'à l'inconnu de la V<sup>e</sup> République, la cohabitation. C'est son Amérique à lui, il y a planté son drapeau et s'est assuré du prestige de cette nouvelle frontière. Le président, c'est lui. Les candidats, ce sont les autres.

L'ennui, c'est que les socialistes, qui n'en pouvaient plus

de l'histoire politique française, mais l'abrégi de psychanalyse dispensé par le garde des sceaux, au petit matin, sur une radio, était hors de saison. En période de campagne, on a tendance à n'entendre que les gros mots, « Pétrin » étant — la langue, elle, ne ment pas — le plus incongru de tous.

Tartes à la crème

M. Chirac a sauvé le... bébé en observant, le lendemain, que M. Mitterrand « avait bien inspiré » de faire connaître sa décision sans tarder et de cesser de « prendre les Français pour des bêtises ». M. Barre a renchéri vendredi, avec « zonton gîteau ». Au lieu de la compétition Chirac-Barre, qui aurait dû être en vedette cette semaine-là, tous deux, candidats contre M. Mitterrand, qui l'est à moitié,



d'attendre — et Jacques Séguéla — ont, au début de la semaine, avec la bénédiction présidentielle, vendu la mèche. Tandis que M. Jacques Chirac se déclarait officiellement candidat, tandis que certaines composantes de l'UDF officialisaient leur soutien à M. Raymond Barre (le RPR consacrerait son champion le dimanche 24 janvier), les socialistes nous adressaient des clins d'œil appuyés. « Ne vous en faites pas, sembleraient-ils dire, nous sommes prêts. Il est prêt. »

Cela risquait d'obscurcir le « purité de cristal » (comme dirait M. Barre) de la première à droite. Certes la réunion des Prix Nobel contraignait la droite à un silence respectueux devant cette manifestation de grandeur qui faisait honneur au pays, mais l'opération « bébé Cadum » a remis le « père de la nation » à portée de sarcasmes.

M. Alain Chalaudon a failli tout gâcher en croyant voir une réconciliation du marchand aux yeux bleus qui faisait don de sa personne, entra autres, aux petites écoles d'une France humide. Le rapport au père est sûrement un tropisme passion-

nant le spectacle de leur solidarité.

M. Louis Mermier, résolument optimiste, promet que MM. Chirac et Barre vont bientôt se lancer à la figure des tartes à la crème, mais M. Michel Rocard, président pour une autre fois, a crié à l'« overdose ». M. Charles Pasqua assure, lui, que MM. Barre et Chirac sauront être « concurrents » sans être « adversaires ». Pour preuve, le premier ministre, qu'on aurait pu soupçonner de vouloir faire diversion à l'annonce de candidature de M. Barre en organisant, le même jour, le 8 février — un meeting à Paris, a fait savoir qu'il le reportait au lendemain. C'est à croire qu'il n'avait annoncé le 8 que pour se donner l'élégance d'y renoncer...

M. François Léotard s'engage comme garant de l'harmonie à droite. Il sera, après le ralliement du PR à M. Barre, ce samedi, le gardien vigilant du bilan 1985-1988. Pourquoi diable M. Chirac avait-il envisagé de se séparer de cet ami-là en juin dernier ?

PATRICK JARREAU.

Un sondage SOFRES

L'image des candidats

M. François Mitterrand « ferait un bon président de la République dans les sept prochaines années », estiment 65 % des personnes interrogées par la SOFRES lors d'un sondage publié, le vendredi 22 janvier, dans le *Nouvel Observateur* (1). Le chef de l'Etat enregistre là son meilleur résultat depuis le début de l'étude de l'image des présidents de la République, le plus apte à « préserver l'unité des Français » (42 %), « régler les conflits sociaux difficiles » (38 %), « accroître le rôle de la France dans le monde » (37 %) et « faire face à une grave crise internationale » (36 %). Mais il est également jugé le plus capable d'« assurer l'ordre et la sécurité », selon 30 % des personnes interrogées, alors qu'en décembre cette aptitude était accordée à M. Chirac. De même, 22 % des sondés lui font confiance pour « favoriser la diminution du chômage », tandis que 21 % penchent en faveur de M. Barre. Le mois dernier, ce dernier était jugé le plus capable dans ce domaine.

58 % des sondés (au lieu de 56 % le mois dernier) expriment une opinion positive sur la dimension présidentielle de M. Raymond Barre.

La PCI-MPPT organise un « rassemblement européen », le 24 janvier, à Paris. — Sur le thème « 1992, c'est maintenant », la PCI-MPPT (trotskiste) organise, avec plusieurs mouvements politiques étrangers, un rassemblement européen dirigé contre les plans de la CEE et du FMI, le dimanche 24 janvier à 14 heures, à la salle du Zénith (porte de Pantin) à Paris. M. Pierre Lambert, dirigeant du Parti communiste internationaliste (PCI) et candidat du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) à l'élection présidentielle, devait y prendre la parole.

tandis que MM. Jacques Chirac et Michel Rocard obtiennent tous deux 51 % d'appréciations favorables, le premier enregistrant un gain de 1 point, le second une baisse de 3 points.

« Personnalité la plus capable d'exercer la fonction de président de la République », selon 45 % des sondés, M. Mitterrand est, comme en décembre, le plus apte à « préserver l'unité des Français » (42 %), « régler les conflits sociaux difficiles » (38 %), « accroître le rôle de la France dans le monde » (37 %) et « faire face à une grave crise internationale » (36 %). Mais il est également jugé le plus capable d'« assurer l'ordre et la sécurité », selon 30 % des personnes interrogées, alors qu'en décembre cette aptitude était accordée à M. Chirac. De même, 22 % des sondés lui font confiance pour « favoriser la diminution du chômage », tandis que 21 % penchent en faveur de M. Barre. Le mois dernier, ce dernier était jugé le plus capable dans ce domaine.

(1) Sondage effectué du 9 au 12 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de 1.000 personnes.

M. Borotra

La secte

« Le Parti socialiste se conduit comme une secte, se met à genoux pour supplier Mitterrand de ne pas l'abandonner », a déclaré, le vendredi 22 janvier, M. Franck Borotra, secrétaire général adjoint du RPR. Selon lui, la France a plus besoin d'un dirigeant qui décide et qui tranche » que d'une « statue vivante ». M. Borotra se dit persuadé que M. Mitterrand sera candidat.

M<sup>me</sup> Laguille

Nouvelle mouture

Pour M<sup>me</sup> Arlette Laguille, le refus de la convention nationale du PS d'inscrire dans son programme la dissolution de l'Assemblée nationale en cas de succès à l'élection présidentielle signifie que les socialistes veulent « pouvoir gouverner avec une partie » ministre de l'Assemblée nationale. M. Borotra se dit persuadé que M. Mitterrand sera candidat.

M. Le Pen

Le cheval noir

Se présentant comme le « cheval noir », l'« outsider » face aux « chevaux de retour » dans la course présidentielle, M. Jean-Marie Le Pen, invité, le vendredi 22 janvier, du journal de la mi-journée de TF 1, a évoqué les « divisions » de la majorité. « Je ne vois pas comment MM. Barre et Léotard vont pouvoir concilier leurs points de vue ni comment MM. Chirac et Barre vont pouvoir expliquer que, ayant pratiquement les mêmes positions, ils ont tout de même deux candidatures, ce qui affaiblit le point de vue de la majorité parlementaire », a-t-il ajouté. D'autre part, M. Le Pen a regretté les « termes aussi excessifs » dans lesquels le mensuel du Front national dans le Var a présenté Malik Ouselle comme un « Français dont on peut se passer » (le Monde du 21 janvier). « Ce n'est pas une question d'une grave importance », a-t-il toutefois ajouté.

M. Waechter

Le Nobel de l'esbroufe

« François Mitterrand mérite incontestablement le prix Nobel de l'esbroufe », a estimé M. Antoine Waechter. Le candidat des Verts à l'élection présidentielle souligne que le chef de l'Etat « apprécie les rassemblements d'intellectuels sur les grands enjeux de l'humanité », mais, interroge-t-il, « qui a freiné l'adoption de mesures européennes efficaces contre la mort des forêts ou la disparition de la couche d'ozone ? Qui exige le relèvement des normes de radiocativité ? Qui, depuis sept ans, aurait pu augmenter l'aide au tiers-monde ? ».

M. Pasqua

Concurrents, pas ennemis

M. Pasqua a invité son auditoire, à Athis-Mons, le vendredi 22 janvier, à ne pas critiquer M. Barre. Mais, a-t-il ajouté, « il est préférable qu'il ne nous critique point non plus ». « Nous pouvons être des concurrents sans être adversaires », et encore moins ennemis », le ministre de l'Intérieur a réduit le programme des socialistes au slogan « tonton, ne nous quitte pas ». C'est « un cri du cœur un peu frénétique, c'est un cri d'effroi », a-t-il ironisé.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

M. Toubon

Le dernier des Mohicans

« Je suis peut-être le dernier des Mohicans, mais je reste persuadé que M. François Mitterrand ne se représentera pas », a déclaré M. Jacques Toubon le vendredi 22 janvier. « Il est suffisamment sensible et lucide pour considérer qu'il n'y a pas assez de Français pour lui donner un second mandat. » Pour lui, le « général Mitterrand », c'est « la génération perdue, la génération Mitterrand ».

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L'INDÉPENDANCE nationale reste l'un des thèmes obligés des débats électoraux. Tous les électeurs de surfrages — on va encore le vérifier — y sacrifieront, l'art du discours, en la circonstance, consistant à mêler ce thème à ceux, parallèlement obligés, de la construction européenne ou du désarmement. Il y a gros à parier qu'on en restera aux formules vagues.

Aussi, pour plus de précisions, on se reportera à l'essai de François Sureau, l'indépendance à l'épreuve, qui, dans la tradition ouvertement revendiquée et assumée de Raymond Aron, traite cette question avec le double souci de l'exigence dans l'analyse et de la mesure dans le jugement. Que reste-t-il de l'indépendance des Etats, se demande ce jeune essayiste, dans un environnement international marqué par le déclin de la souveraineté ? La question débouche sur une enquête portant sur le destin de la souveraineté.

L'auteur constate d'abord que, malgré l'unité du champ diplomatique et la diffusion du modèle de la société industrielle, il y a, en réalité, peu de nations en dehors de la zone occidentale et, en revanche, nombre d'Etats essayant tant bien que mal de forger des nations. Il note ensuite que l'arme nucléaire n'a modifié qu'à la marge le système classique de l'organisation internationale.

Cependant, l'horizon nucléaire demeure encore indépassable, même si les conditions concrètes de la dissuasion peuvent se trouver modifiées, et son exercice rendu plus subtil par l'apparition des nouveaux systèmes. Ces conclusions viennent au terme d'un examen très complet des constructions politico-stratégiques qui, depuis l'équilibre de la terreur jusqu'aux projets visant à annuler le nucléaire, nourrissent le débat sur la guerre et la paix.

La révolution nucléaire, poursuit François Sureau, n'a pas mis fin à l'autonomie des Etats mais ne leur a pas donné l'arme absolue de la souveraineté, qui n'existe pas encore. C'est que la technique militaire ne commande pas entièrement l'évolution du monde. L'auteur distingue, dans les rapports interétatiques, ce qui reste de l'arbitrage de la force et ce qui procède du pouvoir de récompense (par rapport à celui de punir), qui est l'un des facteurs de la puissance.

Il est conduit à évaluer la hiérarchie des Etats à travers les critères de la puissance et de l'idéologie qui fondent un système international bipolaire mais, là encore, avec bien des nuances : bipolarité restreinte, qui ne débouche pas sur une multipolarité véritable mais sur un polycentrisme « dont profitent surtout les Etats socialistes ».

La révolution nucléaire, poursuit François Sureau, n'a pas mis fin à l'autonomie des Etats mais ne leur a pas donné l'arme absolue de la souveraineté, qui n'existe pas encore. C'est que la

mesure », que, selon François Sureau, il faut opposer aux « folies de l'époque ».

La violence d'indépendance est parfois mise à l'épreuve dans des conditions dramatiques, notamment en cas de conflit et de menace d'invasion. En voici un exemple qui, en plus, met en scène un déchirement idéologique. En effet, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Antoine Prox et Jean-Pierre Azéma, un collectif de spécialistes a retracé la chronologie de ces trois années terribles — que fut, pour les communistes français, la période qui alla des accords de Munich à la Résistance en passant par le pacte germano-soviétique (1938-1941).

Les contributions à cette entreprise — qui fit l'objet d'un colloque les 13 et 14 octobre 1983 — se fondent sur des documents inédits pour la plupart, qui n'ont d'autre objet que de suivre, le plus minutieusement possible, les militants communistes au sommet de l'appareil et à la base, sur le terrain, dans une trentaine de départements.

« Les uns stupéfaits et faisant le gros dos sous l'orage ; d'autres apprenant sur le tas les dures règles de la clandestinité ; tous suspectés et pourchassés, à l'occasion enfermés et décapés. Au bout du compte, çà et là, militant par poignées, plus ou moins reliés au centre », épousant peu ou prou la ligne », dénonçant la « guerre impérialiste » puis lançant le Front national, bricolant un mélange de fidélité à l'internationalisme, d'antifascisme et de patriotisme, et comme soulagés en juin 1941, quand la Wehrmacht envahit l'Union soviétique », écrit Jean-Pierre Rioux en présentant cette chronique historique, reconstruite « au plus près » de ceux qui l'ont vécue.

L'Indépendance à l'épreuve, par François Sureau, éditions Odile Jacob, 255 p., 120 F.

Les Communistes français de Munich à Châteaubriant (1938-1941). Sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Antoine Prox et Jean-Pierre Azéma. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 439 p., 280 F.



# Société

## L'affaire des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature

### Ces « plombiers » providentiels

(Suite de la première page.)

Le produit de ce jeu de contraintes est, au bout du compte, une affaire-Janus : simple et compliquée, transparente et tortueuse, étiologique et multifacette. Les faits sont évidents : malgré leurs dénégations, des hommes liés à M. Proust ont bien eu en l'intention d'installer une écoute téléphonique sur la ligne d'un huissier du Conseil supérieur de la magistrature, M. Yves Luthbert. Le scandale est flagrant : la société de sécurité qui les employait est notamment spécialisée dans l'installation d'écoutes judiciaires, ordonnées par des juges d'instruction. C'est, en somme, la privatisation des écoutes !

Apparemment lumineux, ce scénario n'est pas moins prétexte à d'innombrables variations, parenthèses et subtilités. Aussi faut-il en dérouler, un à un, les actes, sur un mode bâtarde mêlant roman d'espionnage et théâtre de boulevard.

#### La voiture qui parle

● **La zèle de M. Proust.** — Responsable de l'équipée du 23 décembre 1987 dans l'immeuble du 1/3, rue de La Vauguyon, à Paris (11<sup>e</sup>), où réside M. Luthbert, M. Robert Montoya a toujours assuré que M. Proust n'en était pas le commanditaire et nié que M. Luthbert ait été l'objet de cette visite. Une affaire personnelle, une recherche d'adresse, un débiteur à retrouver, telles ont été ses réponses, sans plus de précisions. Mais, en privé, à l'Elysée, M. Proust reconnaît qu'il a bien demandé à M. Montoya de se renseigner sur l'huissier du CSM, l'ami de la secrétaire générale de cet organisme, M<sup>me</sup> Danièle Burgeburu, inquiète par la diffusion, œuvre d'un mystérieux corbeau, de certaines notes destinées au président de la République, était facilement parvenu jusqu'à l'ancien chef du GIGN. Pour la bonne cause, il a voulu mener sa propre enquête. Mais,

ajoutait-il fermement, sans jamais avoir demandé de procéder à une écoute sauvage.

● **La voiture qui parle.** — M. Proust est d'autant plus contraint à reconnaître sa démarche auprès de M. Montoya que ce dernier a lui-même permis aux policiers d'établir un lien entre son activité et l'Elysée, interpellé dans la cage d'escalier, avec son ami Fabien Calidroni, ancien gendarme lui-même, M. Montoya a conduit benoîtement les policiers à son véhicule, en pensant que ce laps de temps permettrait au troisième larron, Alain Clarhaut, de prendre la fuite. Or cette voiture, une Ford immatriculée 429 CJK 75, a son histoire (le Monde daté 17-18 janvier).

Elle a été vendue, en novembre 1984, par M<sup>me</sup> Aimée Dubos, épouse de M. Jean-François Dubos, ancien collaborateur de M. Heru, actuellement inculpé dans l'affaire Luthbert, à M. Christian Proust. Elle est, depuis, utilisée pour les missions les plus diverses par le GIGN et par l'entourage de l'ancien chef de cette unité d'élite. La carte grise a été établie grâce à un « vrai-faux » passeport, fabriqué pour la cellule sur le lot attribué à la DGSE, au nom de Xavier Muelier. Ce pseudonyme est habituellement utilisé par un membre de la cellule, le lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivé, dans ses missions spéciales. Tous ces détails ont été livrés aux policiers sur procès-verbal, mardi 19 janvier, par un « ex » de la cellule, M. Pierre-Yves Gilleron, ancien commissaire à la DST, qui a récemment rejoint M. Paul Barril, autrefois adjoint de M. Proust, dans une autre société de sécurité. M. Gilleron a précisé qu'il avait, lui-même, fait établir la carte grise grâce au « vrai-faux » passeport, et ceci, a-t-il assuré, « à la demande de M. Proust ».

● **La cellule et la SPII.** — Que cette voiture ait été prêtée à M. Montoya ne surprend pas. Depuis 1984, ce dernier navigue

dans le petit monde « gendarmique » et policier qui entoure ou a entouré M. Proust dans sa promotion élyséenne. Quand il quitte l'unité formée en février 1986, M. Montoya vient à Paris travailler à la Société de protection et d'investigations industrielles (SPII), fondée par M. Charles Pellegrini, commissaire de police et membre de la cellule de relations avec la DGSE. M. Montoya a quitté la SPII le 31 décembre dernier. M. Pellegrini n'y a plus de responsabilité, mais son ancienne épouse y possède encore 25 % des parts.

La SPII et les hommes qui l'animent sont donc bien connus de M. Proust. M. Montoya a été amené à se rendre au Liban, en compagnie de M. Gilleron, alors que celui-ci était toujours en fonction à l'Elysée, dans le cadre des tractations sur le sort des otages. Trois R-30 usagés ont été vendus par l'Elysée, en octobre 1986, à la SPII. Le cabinet du président de la République s'est d'ailleurs enquis, à cette occasion, de la réputation de cette société auprès de la préfecture de police : il lui fut répondu, par écrit, que la police ne possédait « aucun élément défavorable » sur la SPII et son directeur d'exploitation, M. Robert Montoya.

#### Un matériel sophistiqué

● **Trois hommes et une malette.** — M. Montoya assure qu'il n'était pas venu rue de La Vauguyon pour installer une écoute. De fait, aucun élément matériel ne prouve formellement qu'une telle opération fut entreprise. Le fil coupé qu'un gardien de la paix a cru voir dans la gaine technique de l'immeuble est, en fait, un fil électrique blanc de deux mètres de long « scotché » par M. Clarhaut sur l'installation des PIT, comme devaient le constater ensuite un technicien de cette administration et un inspecteur de la police judiciaire. M. Clarhaut devait

expliquer qu'il avait lui-même collé ce fil pour « faire semblant de travailler dans le local ».

Le problème, c'est que l'équipement apporté par les trois hommes accrédités une thèse totalement inverse. M. Montoya avait dans ses poches deux cassettes vierges de marque Sony. Outre un petit magnétophone de marque Aiwa, M. Clarhaut portait une malette qui contenait le matériel nécessaire au poseur d'écoutes téléphoniques. Et en tout cas, le nécessaire pour rechercher une ligne sur laquelle on souhaite poser une « bretelle » (le Monde du 23 janvier). Un matériel sophistiqué comme le soulignent deux policiers des services techniques de la préfecture de police, en décrivant dans leur rapport : « un appareil de mesures ou testeur de marque Metex, destiné aux mesures de tensions/résistances pour le dépannage électronique ; un combiné téléphonique permettant un branchement direct sur une ligne ; un système Vox de télécommande destiné à la mise en fonction automatique d'un magnétophone pour enregistrement d'une ligne téléphonique ».

● **Le Mozart des écoutes.** — C'est ainsi que certains de ceux qui le connaissent baptisent M. Clarhaut. Ce technicien de trente-sept ans ne cache nullement que telle est, en effet, sa spécialité. La SPII fait souvent appel à lui pour installer des écoutes, services de police et de gendarmerie se tournant fréquemment, faute de moyens, vers des sociétés privées pour mener à bien des écoutes téléphoniques réclamées par des juges d'instruction. On ne saurait dire que ceux-ci en contrôlent la confidentialité : gendarmes et policiers se contentent de délivrer une « réquisition » à la société privée, lui demandant, sans plus de précisions restrictives, « d'installer » « d'appareils de centrale d'écoute » dans tel ou tel local.

Ainsi, c'est M. Clarhaut qui installa l'écoute visant le commis-

saire Yves Jobic, inculpé fin 1987 dans une affaire de proxénétisme, au grand dam de la corporation des commissaires de police. M. Clarhaut sait aussi détecter, à l'aide d'un matériel coûteux — environ 150 000 francs, — la présence d'une écoute ou d'une « sonorisation ». La SPII s'est d'ailleurs chargée de ce travail pour un ministre de l'actuel gouvernement, à la demande de son cabinet. Car ni la SPII ni M. Montoya n'ont d'adhésion politique proclamée. Ils travaillent à la demande, à droite tout autant qu'à gauche. Ainsi les récentes mésaventures de M. Montoya auraient-elles fait perdre à la SPII un important contrat de protection pour la campagne électorale... de M. Raymond Barre.

#### Histoire ancienne

● **Bandes magnétiques à l'Elysée.** — La Corse, le Lot, le Liban, la drogue. Il manquait à cette histoire l'exotisme. Le voilà : en 1984, un réseau de trafic de haschisch est démantelé à Bastia. L'un de ses membres est libanais et sa présence permet l'ouverture en 1985 d'une nouvelle information, confiée au juge d'instruction Frédéric Nguyen. Alors en poste à la brigade territoriale de Calvi, M. Montoya est chargé de l'enquête, ce qui va l'amener à vivre sur le continent pratiquement jusqu'à son départ de la gendarmerie. Fonds importants, écoutes téléphoniques tous azimuts, fréquentation rapprochée d'un monde interlope... M. Montoya va mener une vie d'agent double, comme c'est de tradition dans les affaires de drogue, afin de faire tomber des trafiquants.

Cette histoire ancienne est aujourd'hui au cœur de l'enquête du juge Bouloque contre les trois « plombiers ». D'abord à cause des bandes magnétiques trouvées lors de la perquisition au siège de la SPII. Ce sont celles des écoutes judiciaires pratiquées sur la ligne d'un industriel de Figéac soupçonné — sans résultats — d'être mêlé au trafic de

drogue. M. Montoya, qui n'a finalement pas remis le rapport de synthèse de cette enquête au juge d'instruction, lui-même nommé depuis quelques semaines à Paris, avait gardé, par devers lui, les bandes. A tel point que, vendredi 22 janvier, lors de la perquisition à son domicile, une autre bande du même lot sera saisie.

Preuve de légèreté sans nul doute mais non d'une illégitimité. Ce qui semble décevoir l'IGPN, chargée de l'enquête par M. Bouloque, puisque, faute de trouver la trace d'écoutes sauvages à visées politiques, elle vient de s'engouffrer sur la piste offerte par un contact libanais de M. Montoya, devenu depuis un informateur de la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme de la PJ parisienne. Ce sont, semble-t-il, les confidences de cet homme qui ont motivé les perquisitions réalisées vendredi dans la région de Vichy, où M. Montoya a failli acheter un complexe sportif en 1987 avec un Libanais, Ghassan Tabet, rencontré à l'occasion de son enquête et volatilisé depuis. L'informateur de la PJ accuse carrément M. Montoya d'être lui-même un trafiquant de drogue. Il est vrai que l'accusateur peut y avoir un intérêt familial : son frère est actuellement détenu à Melun dans une affaire de haschisch.

Ultime ironie d'une histoire passablement romanesque : les relations nouées en 1985, pour cette affaire de drogue, entre M. Bouloque, M. Nguyen — qui n'apprécie guère aujourd'hui de se voir indirectement mis sur la sellette par son collègue — et, surtout, M. Montoya ? En effet, l'enquête du juge Nguyen en croisant une autre, menée par le juge Bouloque. Il y est donc, début 1985, à Paris, des réunions de travail entre un fonctionnaire de la direction centrale de la PJ, les deux juges d'instruction et l'adjoint Montoya. Nul doute qu'à l'époque l'atmosphère était conviviale.

GEORGES MARION  
ET EDWY PLENEL

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de M. Henri Roques

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Henri Roques :

Les contre-vérités ont la vie dure ! Je le constate une fois de plus en lisant l'article de votre collaborateur Philippe Bernard (le Monde du 16 janvier).

Je souhaite en dénoncer deux :

1) Dans mon jury (dont la « complicité » a mon égard n'excédait pas la sympathie habituelle entre un impétrant et ses professeurs), il y avait un historien : c'était un professeur associé, de première classe, enseignant dans une université de Lyon, titulaire d'un doctorat d'Etat en histoire contemporaine. Cet universitaire de haut niveau refuse le conformisme figé qui, sur l'histoire de la seconde guerre mondiale, caractérise l'attitude des mandarins, jeunes et vieux, régentant, depuis quelques décennies, la corporation des historiens ;

2) Il est faux de dire que ma thèse ne comporte qu'une « quarantaine de pages inédites ». Les nombreux documents publiés sont en

grande partie inédits. Quant à mon étude personnelle, elle représente près de quatre-vingt-dix pages, auxquelles s'ajoutent onze quadruples tableaux comparatifs qui présentent les principaux passages du récit de Gerstein dans ses huit versions, et qui sont accompagnés de nombreuses observations et notes explicatives.

Il serait plus efficace et plus honnête d'engager la discussion sur mon travail, plutôt que de l'anathématiser, de le calomnier... ou encore de s'enfermer dans un silence prudent.

[L'universitaire de haut niveau auquel fait référence M. Roques n'est pas un historien spécialiste de l'histoire contemporaine, pas plus que les autres membres de son jury de thèse. Il est docteur ès lettres, et sa thèse, soutenue en 1969 à l'université de Lyon, s'intitule : « Les nouvelles congrégations de frères enseignants en France de 1800 à 1830 ». Au moment où il participait au jury de la thèse de M. Roques, cet enseignant était professeur associé de première classe en sciences de l'éducation à l'université Lyon-II. — Ph. Be.]

## AUTOMOBILE

### L'Espace de Renault prend quatre roues motrices

Bonne nouvelle pour les amateurs de véhicules que certains appellent « de loisir », mais que l'on peut considérer comme des voitures familiales : l'Espace, que Renault construit avec Matra, prend la transmission intégrale permanente.

En fait, toute la gamme Espace évolue avec l'apparition d'un choix de motorisation plus étendu, un gain de volume intérieur et un nouveau train avant. Mais la grande innovation concerne la version Quadra, dotée d'un arbre en matériau composite et d'un visco-coupleur chargé de répartir automatiquement le couple (effort de traction) entre train avant et train arrière. Ce montage donne au véhicule une adhérence à la route plus élevée. Cette caractéristique essentielle dans le domaine de la sécurité bénéficie en outre de la présence sur la voiture de pneus spécialement mis au point par Michelin (MX174 195/65 R 14T) et de quatre disques au frein.

A l'usage, l'Espace Quadra apparaît stable sur revêtement droits, de trajectoire régulière et, malgré un durcissement des suspensions, confortable. L'isolation au bruit moteur est néanmoins insuffisante.

Sur verglas, les pneumatiques s'attaquent pas la qualité des classiques gommes-clous et réclament à ce titre une certaine vigilance quand la route... brille par trop dans les virages.

Depuis 1984, date du lancement de l'Espace, 68 000 voitures ont été fabriquées chez Matra à Romorantin. Chiffre qui constitue pour ce type de véhicule une performance très honorable. La demande ne faisant qu'augmenter (de quatre à huit semaines d'attente) et l'apparition de ce 4x4 — qui n'est pas un tout-terrain — entraîneront la mise en route d'une chaîne de montage chez Alpine à Dieppe. Le vent est en poupe dans le couple Renault-Matra.

C. L.

#### PRIX EN FRANCE TTC

Espace 2000 GTS	113 800 F
Espace 2000 TSE	127 600 F
Espace 2000 TXE	134 800 F
Espace 2000-1 (ajust.)	149 000 F
Espace 2000-TXE Quadra	162 800 F
Espace 2000-1 Quadra	177 000 F
Espace Turbo D	131 800 F
Espace Turbo DX	145 600 F
Espace 2000-1 (Turbo dies.)	161 400 F

### Quand M<sup>e</sup> Szpiner dénonce une justice « dévoyée »

Une perquisition à Toulouse au domicile de l'ami de M. Robert Montoya ; d'autres à Vichy, chez son ancienne épouse et certaines de ses relations ; deux tentatives avortées — pour cause de « secret-défense » — au siège du GIGN, à Satory (Yvelines) et dans les locaux des gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). Trois juges d'instruction — M. Gilles Bouloque, M. Gilles Rivière et M<sup>me</sup> Annie Granier — flanqués d'autant de greffiers et d'une quinzaine d'inspecteurs de police pour accompagner, dans des perquisitions domiciliaires, le vendredi 22 janvier, MM. Montoya, Calidroni et Clarhaut des qu'inculpés. Les auditions d'anciens membres de la cellule élyséenne et, le 15 janvier, celles de M. Jean-François Dubos et de son épouse ; des rapports demandés à plusieurs fonctionnaires de police ayant connu les prévenus. Bref, la justice ne badine pas lorsqu'elle s'enquiert d'une « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée », chef d'inculpation pesant sur les trois plombiers du CSM.

Désigné le 8 janvier, M. Bouloque mène son instruction tambour battant, suivi par le représentant, M. Marc Domingo, surveille la marche des choses avec alacrité et savoir-faire. A peine M. Yves Luthbert avait-il déposé, le 14 janvier, une seconde plainte contre X... pour « atteinte à la liberté individuelle », visant les circonstances de son audition lors de l'enquête administrative sur les fuites au CSM, que le parquet prenait un réquisitoire suppléant pour en permettre l'instruction. La justice est rarement aussi diligente.

Est-ce cette entorse aux habitudes qui rend M<sup>me</sup> Francis Szpiner cruellement ironique ? Défenseur de M. Montoya, l'avocat estime qu'il y a moins de charges contre son client qu'à l'encontre de Wahid Gadjji, que le juge Gilles Bouloque a laissé partir libre, sans l'inculper. Deux poids, deux mesures, mais,

laisse-t-il entendre, une même raison d'Etat : le libéré pour M. Gadjji, monnaie d'échange contre deux otages, l'inculpation pour M. Montoya, enjeu d'un affrontement politique par justice interposée. Une justice qui, selon M<sup>me</sup> Szpiner, serait ainsi « dévoyée ».

M<sup>me</sup> Szpiner, en tout cas, compte bien, dès le lundi 25 janvier, demander l'audition de M. Olivier Foll, sous-directeur de la PJ parisienne, et celle de M. Paul-André Sadon, directeur du cabinet du garde des sceaux.

#### Un huissier conseillé ?

Chargé de suivre l'activité des unités de police judiciaire réparties dans Paris, ami de M. Leclerc, sous les ordres duquel il a autrefois servi, M. Foll a surveillé de près l'interpellation et l'interrogatoire des trois « plombiers » surpris, le 23 décembre, dans l'immeuble de M. Luthbert. Le 24 décembre, à la demande de sa hiérarchie et après avoir rendu compte au parquet, il s'est rendu dans les locaux de la quatrième division de police judiciaire, où les suspects étaient gardés à vue. A-t-il, comme l'affirme M<sup>me</sup> Szpiner, interrogé lui-même M. Montoya ? A-t-il fait pression pour que celui-ci avoue travailler sous les directives de l'Elysée ? Nulle trace de ces questions au procès-verbal. M<sup>me</sup> Szpiner y voit une preuve supplémentaire de la tentative de manipulation. L'audition de M. Foll et sa confrontation avec les inculpés devraient permettre de faire la lumière sur ce point, qui n'est pas que de détail.

Quant à l'audition de M. Sadon, elle pourrait aplanir d'autres divergences. Le directeur de cabinet de M. Chalandon a, en effet, reconnu avoir rencontré, le 5 janvier, durant quelques minutes, dans son bureau de la chancellerie, M. Luthbert. Or, curieusement, ce dernier a

d'abord nié un entretien dont il n'a reconnu la réalité que récemment.

Selon M<sup>me</sup> Szpiner, ce pourrait être au cours de cette entrevue que fut décodé le principe de la première plainte de M. Luthbert, déposée le 8 janvier, pour « atteinte à la vie privée ». Sans elle, en tout cas, et en l'absence d'éléments matériels convainquants, le dossier s'enlisait.

L'avocat de M. Montoya envisage aussi, comme l'académicien M. Michel Droit, de demander le dessaisissement du juge Bouloque, qu'il suspecte de partialité à l'encontre de la gendarmerie. N'a-t-il pas, autrefois, poursuivi le capitaine Paul Barril, dans une affaire de détonateurs, au point d'envisager de le placer sous mandat de dépôt ? Ne s'est-il pas, à cette occasion, violemment heurté au commandant Proust, alors chef du GIGN et ami du capitaine ?

Enfin, M<sup>me</sup> Szpiner s'interroge sur le rôle d'un inspecteur de la direction centrale des renseignements généraux, M. Stéphane Colinet qui, à la demande de sa hiérarchie, sera entendu par l'IGPN. Interprète en anglais de la section « liaisons extérieures » de la DCRG, M. Colinet est depuis la fin 1986 un ami de M. Luthbert. A l'Elysée, on laisse entendre que leur relation amicale aurait été aussi professionnelle, l'inspecteur informant sa hiérarchie des confidences de l'huissier. Un soupçon dont M. Philippe Masson, directeur des RG, entend lever son service en faisant auditionner son fonctionnaire par l'IGPN.

M<sup>me</sup> Szpiner a du culot. Il défend l'innocence de son client en citant cette phrase du polémiste Henri Rochefort lors d'un procès, au siècle dernier : « Monsieur le président, j'ai sur moi de quoi commettre un attentat à la pudeur, mais je n'y songe nullement ». Autrement dit, la présence de matériel d'écoute ne vaudrait pas tentative.

G.M. et E.P.

**Le Monde**  
sur minitel

**L'AMITIÉ FRANCO-ALLEMANDE**  
**VINGT-CINQ ANS APRÈS**  
**36.15 TAPÉZ LEMONDE**

(Publicité)

#### SOLIDAM

Association pour la solidarité entre les peuples français et algérien

**5 HEURES POUR MÉMOIRE**

**ET POUR AUJOURD'HUI**

Colloque-rétrospective sur

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Projections vidéo, débats, musique.  
Perspectives sur la formation d'un courant d'amitié et de compréhension entre jeunes français et algériens à la Mutualité.  
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris  
dimanche 24 janvier 1988, de 13 h à 18 h



# Société

## ÉDUCATION

### Un Nobel au lycée Cours magistral...

Il est parfois des cours « magistraux » qui n'ont pas leur nom. En s'exprimant, vendredi 22 janvier, devant une assemblée de lycéens médusés, Roger Guillemin, lauréat du prix Nobel de médecine en 1977, a donné à son public une leçon de rigueur et de simplicité.

Son exposé, qui faisait partie des rencontres universitaires prévues à l'issue de la conférence des Prix Nobel, à l'École, portait sur la démarche scientifique. En choisissant de parler à des lycéens parisiens et non à des étudiants, M. Guillemin a voulu montrer que « l'éducation au plus haut niveau doit commencer le plus tôt possible ».

A vouloir illustrer son propos par le cas du contrôle de la croissance par le cerveau, thème de ses recherches depuis plus de vingt ans, M. Guillemin n'avait pas choisi la facilité. Pourtant, il a su éviter le piège de l'écueilisme. Enrichi d'exemples tirés de nombreuses disciplines et des termes aisément compréhensibles, son discours a tenu en haleine les cinq cents personnes réunies dans le grand amphithéâtre de l'École nationale de chimie, physique et biologie.

Beaucoup plus qu'aux liens entre hypothalamus, hypophyse et croissance, M. Guillemin souhaitait, apparemment, sensibiliser son public aux richesses de la recherche. A telle enseigne que les thèses, les découvertes imprévues et les victoires surprises du chercheur ont pris dans

sa bouche l'allure inattendue d'une histoire à rebondissement.

« Fantastique », commentait une élève du terminal, après avoir longuement applaudi ce savant tombé du ciel de la science. Restés parfaitement silencieux durant tout l'exposé, les lycéens se sont ensuite émerveillés de l'enthousiasme de ce professeur hors pair, venu leur apprendre que la recherche fondamentale n'est pas la science des vieux grimoires, mais une discipline où l'action et l'application se mêlent étroitement à la réflexion.

« Je n'aurais pas cru qu'on obtenait aussi le prix Nobel avec ses mains », observait un jeune lycéen, après avoir remarqué qu'ainsi présentée la recherche ne le rebutait pas et que peut-être...

En conseillant aux lycéens de soutenir financièrement, le jour venu, les efforts de la recherche, M. Guillemin a peut-être voulu suggérer que cette activité méritait d'être valorisée dans un pays qu'il a quitté voilà quarante ans pour aller travailler aux États-Unis. Surtout, il leur a montré que leur jeune âge ne les excluait pas totalement des réflexions sur la recherche, dont ils pourraient être un jour les artisans. L'innovation scientifique n'est pas la chasse gardée de ceux qui ont déjà trouvé.

RAPHAËLE RÉROLLE.

## MÉDECINE

### Un test prédictif pour le cancer héréditaire

(Suite de la première page.)

Ce gène devait être isolé en 1986, par une équipe américaine. Un travail complété en 1987 (le Monde du 17 octobre 1986 et du 19 mars 1987) par une autre équipe, qui établissait que le rétinoblastome semblait être la conséquence d'une absence ou d'une altération de ce gène.

« Il est aujourd'hui établi, explique le docteur Claudine Junien (hôpital Ambroise-Paré, unité INSERM n° 73), que ce type de cancer est la conséquence de deux événements. Le premier est une prédisposition héréditaire. Le second est d'un autre ordre, conséquence d'une mutation acquise au niveau des cellules de la rétine ».

L'isolement du gène impliqué dans l'apparition du rétinoblastome offrait la possibilité d'identifier les personnes porteuses de l'anomalie et donc présentant a priori un risque pour cette pathologie. C'est désormais chose faite. Les signataires de l'article du New England Journal of Medicine — des chercheurs suédois, américains, britanniques et ouest-allemands (1) — expliquent qu'ils ont réussi — au terme d'une longue enquête effectuée sur vingt familles à risque — à mettre au point ce test, qui peut être effectué à partir d'un simple prélèvement sanguin.

Les remarquables taux d'efficacité obtenus permettent, selon eux, de conclure qu'un tel procédé est utilisable en pratique pour déterminer avec précision le risque de survenue de ce cancer. « C'est là un résultat très important », commente le docteur Junien. C'est en effet la

première fois que l'on parvient à mettre au point une méthode permettant le diagnostic direct d'une susceptibilité pour un cancer donné. Ce résultat permettra notamment de réaliser désormais un diagnostic très précoce dans les familles à risque et de faire, le plus tôt possible, la part entre les enfants potentiellement concernés par le rétinoblastome et ceux qui ne le sont pas. Ce test devrait également pouvoir être appliqué avant la naissance et permettre de proposer aux parents concernés une interruption thérapeutique de grossesse.

Mais le succès actuel dépasse de beaucoup le seul cas du rétinoblastome et ouvre de très larges perspectives diagnostiques et thérapeutiques. La technique utilisée pour en effet être demain appliquée à d'autres cancers (du sein, de l'utérus ou du colon) pour lesquels on vient de découvrir d'étroites corrélations avec certaines caractéristiques génétiques.

Tout, en d'autres termes, se passe aujourd'hui comme si le long et patient travail des fondamentalistes et des chercheurs de biologie moléculaire commençait à porter ses fruits. C'est-à-dire à trouver ses premières applications pratiques en médecine et en cancérologie.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette équipe est dirigée par le docteur Thaddeus Dryz (Massachusetts Eye and Ear Infirmary). L'annonce de cette découverte est publiée dans le New England Journal of Medicine du 21 janvier.

### Se solidarisant avec l'équipe du docteur Chartier

### Tous les médecins de l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours s'opposent à l'interdiction des fécondations « in vitro »

Nouveau rebondissement dans l'affaire de l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours : dans un texte adopté à l'unanimité, les membres de la commission médicale de l'établissement (CME) — l'organisme représentatif légal de l'ensemble du corps médical de cet hôpital catholique — ont décidé d'apporter leur soutien à l'équipe du docteur Michel Chartier. Les quatre-vingts médecins de l'hôpital estiment que la décision, prise le 15 septembre dernier par le conseil d'administration, d'interdire la fécondation in vitro et les interruptions de grossesse à visée thérapeutique « n'est pas une solution satisfaisante » (le Monde du 13 janvier).

Les médecins de l'hôpital, y compris ceux qui ne travaillent pas dans le service de gynécologie obstétrique, indiquent qu'ils ont « constamment approuvé les orientations choisies par le docteur Chartier et son équipe » et qu'ils ont, à maintes reprises, exprimé leur opinion, en particulier dans trois lettres adressées le 5 octobre 1987 à Mgr Lussier, le 17 décembre à Mgr Decourtray, président de la conférence épiscopale, et le 22 novembre 1987 au pape Jean-Paul II.

La CME « rend hommage au docteur Chartier et à son équipe pour la qualité de l'accueil et la prise en charge totale qu'ils ont toujours réservées à leurs patientes et pour la valeur exceptionnelle des travaux scientifiques qu'ils ont menés à bien, tout cela en plein accord avec leur foi catholique ». La commission médicale d'établissement « a conscience que le service

de gynécologie de Notre-Dame-de-Bon-Secours ne pourra rester une unité de grande valeur que si l'on continue à concilier, comme par le passé, la qualité des soins, un accueil chaleureux et une recherche à la pointe du progrès avec une référence constante à une éthique exigeante particulièrement nécessaire dans son domaine où les acquisitions scientifiques concernant la procréation se succèdent rapidement ».

Deux membres du conseil d'administration, MM. Patacchini et Bizot, ont démissionné pour protester contre la décision d'interdire toute activité de fécondation in vitro dans l'établissement. D'autres démissions pourraient être enregistrées dans les prochains jours.

C'est donc aujourd'hui l'épreuve de force entre l'ensemble des médecins de l'hôpital et les autorités ecclésiastiques de l'établissement.

### Le Conseil d'Etat confirme l'interdiction d'une association de mères porteuses

Appelé pour la première fois à se prononcer sur le problème des mères porteuses, le Conseil d'Etat a rejeté le vendredi 22 janvier la requête de l'association strasbourgeoise Les cigognes contre une décision du préfet du Bas-Rhin refusant son inscription au registre des associations en application du droit local d'Alsace et de Moselle.

Le Conseil d'Etat a estimé notamment que l'association requérante a pour objet de favoriser le développement et de permettre la réalisation de pratiques selon lesquelles une femme accepte de concevoir un enfant par insémination artificielle en vue de céder, dès sa naissance, l'enfant qu'elle aura ainsi conçu, porté et mis au monde à une autre femme ou à un couple « que de telles pratiques comportent nécessairement un acte, quelle qu'en soit la forme, aux termes duquel l'un des parents s'engage à abandonner un enfant à naître ». « Dès lors, estime le Conseil d'Etat, le préfet du Bas-Rhin n'a pas excédé [ses] pouvoirs en s'opposant à l'inscription de l'association Les cigognes au registre des associations du Bas-Rhin ».

« Vers une modification de la loi britannique sur l'avortement... La loi britannique sur l'avortement pourrait être modifiée dès la semaine prochaine par le Parlement. La Chambre des communes a, en effet, donné, le vendredi 22 janvier, son approbation préalable (par 296 voix contre 251) à une proposition de loi interdisant l'avortement après dix-huit semaines suivant le concepteur. Actuellement la limite première est de vingt-huit semaines. Le texte mis au point par un député libéral, M. David Alton, va maintenant être étudié en commission, avant d'être soumis à un vote définitif ».

## SCIENCES

### Un satellite menacé

Faute de disposer rapidement d'une navette spatiale, les responsables de la NASA vont devoir se résigner à laisser retomber sur terre un satellite de 11 tonnes, le Long Duration Exposure Facility, que le système de transport américain devait récupérer en orbite en 1985-1986.

Le programme de la navette ayant été bouleversé par l'explosion de Challenger en janvier 1986, ce satellite de 14 millions de dollars est désormais livré à lui-même, sans aucune possibilité de relever son orbite, qui décroît régulièrement. Aussi craint-on, si une navette n'est pas prête à temps — d'ici un an ou deux — pour le récupérer, qu'il ne plonge vers la Terre et que certains des débris que sa chute dans l'atmosphère n'aurait pas consommés n'atteignent des zones habitées.

## DÉFENSE

« Accrochage de deux Mirage en vol... Deux Mirage F-1 CR (de reconnaissance) de la base de Strasbourg sont entrés en collision, vendredi 22 janvier, au-dessus de la forêt de Haguenau (Bas-Rhin), au cours d'une mission d'entraînement en vol de formation. Un des avions est tombé dans une zone inhabitée et son pilote, qui a fait fonctionner son siège éjectable, est indemne. Le second pilote a pu ramener son avion à Strasbourg ».

### L'arrivée du dixième Paris-Alger-Dakar

### Dernière parade ?

Vainqueur dans la catégorie auto grâce à la 205 turbo 16 du Finlandais Juha Kankkunen, Peugeot a décidé de boycotter la remise des prix du dixième Paris-Alger-Dakar pour protester contre la mise hors course de la 405 turbo 16 d'Ari Vatanen, qui était largement en tête. Dans la catégorie moto, la victoire est revenue à l'Italien Eddy Orioli sur Honda, et dans la catégorie camion aux Tchécoslovaques Loprais-Strachura-Ignatov sur Tatra.

DAKAR de notre envoyé spécial

Une foule considérable s'était massée tout au long du parcours final le long de la plage et autour du

### BOXE : championnat du monde de poids lourds

### Tyson terrasse Holmes

Larry Holmes a ajouté 2,8 millions de dollars à sa fortune déjà considérable, vendredi 22 janvier à Atlantic City (New-Jersey). Mais, à trente-neuf ans, il n'est pas parvenu à reconquérir le titre mondial des poids lourds qu'il avait détenu pendant sept ans (1980-1986). De dix-neuf ans son cadet, Mike Tyson (le Monde du 23 janvier), qui était également plus léger (4,6 kilos) et plus petit (9 centimètres), a facilement dominé la rencontre qui les opposait, titre unifié en jeu.

Rudement touché à la troisième reprise, Tyson a envoyé trois fois au tapis Holmes au quatrième round avec de puissantes droites. Tombé à la renverse Holmes est resté étendu pendant près d'une minute. Cette victoire, qui a rapporté 5 millions de dollars à Tyson, lui ouvre également la voie des six prochains championnats du monde achetés 26 millions de dollars par la chaîne HBO.

### Le Monde sur minitel

### VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret. 3615 TAPÉZ LEMONDE

## SPORTS

### FOOTBALL : deuxième division

### Lyon sur trois pattes

Une demi-douzaine de présidents et autant d'entraîneurs en moins de dix ans. L'Olympique lyonnais est un modèle d'instabilité.

L'arrivée à la tête du club, en juin 1987, de Jean-Michel Aulas, trente-sept ans, un chef d'entreprise prospère et ambitieux, était la pro-

messe de jours meilleurs. Mais les résultats sportifs du début de saison ont cassé l'élan, et la crise politico-financière autour de l'OL ne connaît pas de trêve. Le vote, lundi 25 janvier, de la subvention municipale sera l'occasion de nouveaux remous.

LYON de notre envoyé spécial

Dans le hall d'entrée de la Compagnie européenne de gestion informatique décentralisée (CEGID), un tableau lumineux annonce, en lettres rouges : « Le cours de l'action au 18 janvier est de 462 F ». Il y a quelques mois, l'accueil était plus euphorique. L'action CEGID, introduite à la Bourse de Lyon à moins de 300 F, en juin 1986, était en effet montée jusqu'à 3 000 F. Krach ? « Accusé par un profond doute spécifique au second marché lyonnais », précise Jean-Michel Aulas, le PDG de la jeune société.

Mais la conjoncture n'est pas seule cause d'une dégringolade presque aussi vertigineuse que l'ascension. Il y a eu la tumultueuse tentative d'offre publique d'échange (OPE) contre la CCMC, au terme de laquelle l'entreprise lyonnaise a acquis 27 % du capital de son concurrent. La bataille a été rude, épuisée par de virulentes polémiques sur la place publique. Une ville qui cultive la discrétion comme vertu cardinale ne pouvait que réprover de telles manières.

De même, devenir président de l'Olympique lyonnais ne pouvait constituer un gage de sérieux. Un chef d'entreprise responsable ne se disperse pas dans de frivoles activités. Ses partenaires financiers l'ont fait sentir à Jean-Michel Aulas, brusquement placé sous les projecteurs de l'actualité et redoyé par la presse locale. Celui-ci ne soupçonnait pas la puissance médiatique du football. « Je n'avais pas conscience, confesse-t-il, que cela me mettrait en pleine lumière au point de terrain mon action dans le domaine économique. Je pensais que les performances de la CEGID seraient plus de poids que mon activité de président de l'OL ».

Il avait pourtant abordé le problème en chef d'entreprise, considérant que « l'instabilité des structures du club était due à l'instabilité financière ». Aussitôt élu, en juin 1987, il propose un plan « pour permettre au club d'être le plus indépendant possible » en le dotant de fonds propres. Une société anonyme appelée OL-Europe, dont le principal actionnaire est IMCI, la société holding de la CEGID, est constituée en marge du club auquel elle est liée par convention. Le but de cette structure commerciale est de collecter des fonds et de gérer le club sur le plan financier. Les élus lyonnais voient cette innovation d'un bon oeil, car Jean-Michel Aulas

s'engage à combler les déficits d'exploitation.

Reste à régler la situation laissée par les équipes dirigeantes précédentes. Un audit fait apparaître un déficit de 10 millions de francs et une trésorerie nulle. Même la subvention de 5,5 millions de francs votée pour la saison 1987-88 a été dévorée. Sous le charme du plan Aulas, qui prévoit une remontée rapide en première division et des ambitions européennes, le conseil municipal vote une subvention exceptionnelle de 2,5 millions de francs et attend, serein, les premiers résultats sportifs.

### La majorité divisée

Très vite le consensus vole en éclats. Comme la défection de l'OL. La demande d'une avance remboursable de 2 millions de francs liée à la promesse d'une subvention annuelle portée à 8 millions de francs déclenche, le 7 décembre dernier, le courroux de Michel Noir. « J'ai un peu honte d'être invité à voter 2 millions de francs pour le football professionnel alors que je n'ai que 350 000 F pour l'aide à l'insertion des chômeurs de longue durée. On peut, à juste titre, se poser des questions sur les priorités de la cité », s'exclame le ministre du commerce extérieur, en jurant que le groupe RPR du conseil municipal ne voterait pas la subvention le 25 janvier.

Pour M. André Soulier, premier adjoint (PR), « M. Noir a choisi de se remettre en course pour les municipales à l'occasion de ce dossier. En contestant les priorités, il met en cause la politique de la municipalité ». Et de demander péremptoirement : « La solidarité se divise-t-elle, devons-nous être solidaires à Paris de l'action du gouvernement auquel M. Noir participe, quand il se désolidarise à Lyon de la gestion municipale ? »

On le voit, le débat du 25 janvier prendra de la hauteur. Le passage de 5,5 millions à 8 millions de la subvention sera l'occasion pour les deux composantes de la majorité municipale de compter leurs troupes. Autour du maire et du premier adjoint, le groupe Lyon d'abord devrait faire corps. Le groupe RPR. Les socialistes, pour leur part, ont promis de voter la subvention sous certaines conditions.

Pour Jean-Michel Aulas, « c'est un faux débat ». Le conseil municipal va marchander une augmentation de 2,5 millions de francs alors que Paris donne 18 millions au PSG, Marseille 14 millions, et Strasbourg 18 millions pour un club également

en deuxième division. Le patron de l'OL compare ses 15 000 spectateurs de moyenne (quatrième affluence française, toutes divisions confondues) au public de l'Opéra pour lequel Lyon dépense 50 millions de francs par an. Contre l'avis de Michel Noir, il prétend que l'ambition internationale de la ville ne peut se passer d'une équipe de haut niveau.

Le plan Aulas a, en M. Soulier, un avocat zélé. Mais cet appui est à double tranchant pour Jean-Michel Aulas, déjà connu pour ses sympathies envers Alain Madelin. « On a voulu faire croire que mon engagement, uniquement sportif, pouvait être politique », dit-il en plaçant une certaine naïveté : « Il y a au sein de la municipalité des mouvements que j'ignorais ». Lundi, la subvention sera votée. Bien ou mal ? Le patron de l'OL s'attachera plus à la forme du débat qu'à son résultat car, dit-il, « Je ne veux être l'otage de personnes ».

Agacé de faire « un exercice permanent d'équilibre à l'intérieur comme à l'extérieur du club », Jean-Michel Aulas fera le bilan de son engagement au mois de juin. « Toutes les bases sont jetées pour que l'OL devienne un grand club », affirme-t-il. Par le biais d'OL-Europe, il garantit les déficits d'exploitation, promet de résorber peu à peu les déficits antérieurs, se substitue à la ville pour garantir un emprunt de 3 millions de francs contracté par ses prédécesseurs, et finance les grands projets du club.

Toutefois, au-delà de sa tête, les nuances ne sont pas seulement locales. D'autres arrivent de Paris. Opposés aux sociétés parallèles, la Ligue nationale de football (LNF) vient de se faire communiquer les statuts d'OL-Europe, et va les examiner à la loupe dans les prochains jours. « Il s'agit de savoir quelle est l'étendue de l'objet social de cette société commerciale et la nature de ses relations avec l'association », dit Jacques Thébaud, administrateur de la LNF. « La même personne préside les deux. Il peut y avoir une confusion dangereuse. Nous n'avons pas à analyser une situation qui serait illégale ».

Un veto de la LNF serait catastrophique. OL-Europe est la clé de voûte du système Aulas. Privé de son principal atout, l'homme d'affaires continuera-t-il à risquer son image sur le terrain du football ? Une passe en retrait embarrasserait au plus haut point les élus lyonnais, toutes tendances confondues.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

حکذا من الاصل



# Le Monde

## REGIONS

Deux rendez-vous pour les collectivités locales

### Le dialogue avec les entreprises

**N**ÉCESSITÉ, c'est-à-dire chômage, oblige : jamais les chefs d'entreprise n'ont été aussi sollicités, aussi courtisés. L'idée était donc excellente, pour l'Association des maires des grandes villes de France, de demander à un certain nombre d'entre eux de venir réfléchir avec des responsables de collectivités locales sur la nature des rapports qui doivent s'établir entre eux. Ce qu'elle vient de faire au cours de sa deuxième convention, qui s'est réunie les 20 et 21 janvier à Clermont-Ferrand.

Plus de trois cent cinquante participants industriels, banquiers, responsables et animateurs locaux, de spécialistes de la gestion ou de la publicité, ont donc participé à des « ateliers » et à des discussions d'ensemble sur le thème « Dialogue villes-entreprises ».

Jean-François Carrez, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a ouvert les travaux, qu'a clôturés André Rossi, ministre chargé des relations avec le Parlement, et auxquels a bien entendu largement participé Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, ancien ministre de l'urbanisme et du logement.

Qu'elles le veulent ou non, les villes, et surtout les plus grandes, sont obligées aujourd'hui d'adopter une logique d'entreprise. Georges de Buffévent, l'ancien PDG de Spie-Batignolles, Francis Lorentz, le PDG de Bull, pour ne citer qu'eux, leur demandent ainsi, si elles veulent devenir crédibles pour les investisseurs, de mieux contrôler et de moderniser leur gestion, de réduire leurs dépenses de fonctionnement, de motiver leur personnel, bref d'améliorer leur productivité ; d'être aussi plus attentives à l'évolution des besoins de leurs « clients », chefs d'entreprise ou simples citoyens...

Une grande ville comme une grande entreprise devrait aussi « délocaliser » certaines de ses activités, c'est-à-dire sous-traiter à des entrepreneurs privés des services qui seraient ainsi rendus à un meilleur coût, avec la même qualité. Elle doit aussi savoir faire appel aux spécialistes, aux banquiers par exemple, en faisant jouer la concurrence, comme le rappelle Daniel Lebègue, directeur général de la BNP.

Même démarche pour la promotion. Actuellement, chaque ville, petite ou grande, chaque région part, en France ou à l'étranger, à la recherche des entreprises qui lui apporteront les emplois dont elle a besoin. Bataille sans ordre et sans merci. Or, pour se vendre efficacement auprès des entrepreneurs, les municipalités devraient avoir un projet précis, s'appuyer sur un argumentaire

précis, dégager leur vraie spécialité et ne se contentant pas de vanter, comme elles le font toutes, les mérites de leur situation « au centre de l'Europe », de leur cadre de vie, de leur technologie existant ou futur...

Sur le strict plan de l'efficacité économique, les actions de promotion supposent en outre une coordination des actions des différentes collectivités. Jean-François Carrez cite cet exemple : « Un président d'une très grande société japonaise a récemment reçu la même semaine, séparément, une délégation du conseil régional et une délégation de la ville capitale de la région. Chaque fois que je rencontre des responsables du patronat japonais ou de grandes sociétés japonaises, ils me supplient de dire en France que certains excès ne les font plus sourire, mais les dérangent et démontrent notre absence de sérieux et de professionnalisme... ».

Cette volonté de professionnalisme dans la gestion et la promotion de leur ville paraît être partagée par un très grand nombre de maires.

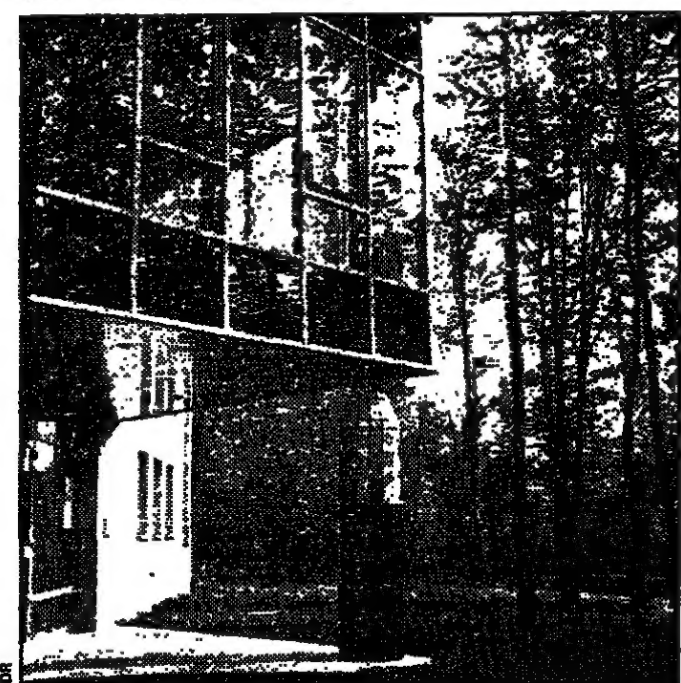
Une ville n'est pas une entreprise, tiennent à rappeler, par exemple, aussi bien Pierre Bérégovoy, maire de Nevers, ancien ministre de l'économie et des finances, que Jacques Santrot, maire de Poitiers. Les responsables d'une ville sont soumis à la sanction du suffrage universel et non du seul marché, leurs ressources proviennent de l'impôt, ils ont à satisfaire des besoins collectifs en même temps que des besoins individuels. On ne peut non plus séparer aussi nettement, dans la gestion des municipalités, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement. Investir aujourd'hui dans une crèche, c'est s'engager à la faire fonctionner demain. Dans tous les cas enfin où des services municipaux sont confiés à des firmes privées, il existe une clause de garantie de ressource qui réduit beaucoup la portée de ces prétendues privatisations. Il n'est jusqu'à François Michelin qui, sortant d'une légendaire discrétion, ne soit venu rappeler cette différence fondamentale entre entreprise et collectivité locale : cette dernière ne dispose pas de fonds propres, ce qui lui interdit de prendre des risques sérieux avec de l'argent qu'elle a emprunté.

Impossible donc de raisonner, lorsqu'on parle gestion et promotion des villes en termes strictement économiques. Pour les raisons que l'on vient de rappeler et parce qu'il faut tenir compte d'une nécessaire solidarité entre grandes

et petites agglomérations, entre villes, entre et banlieues, entre villes et monde rural.

« Un optimum de développement, rappelle Jean-François Carrez, peut-il naître spontanément d'une concurrence sauvage des villes autour d'entreprises trop rares ? Le principe « chacun pour soi et la DATAR pour les autres » ne risque-t-il pas de conduire les villes les plus puissantes à disposer de moyens tels qu'un mouvement cumulé ne se développe au bénéfice d'un petit nombre de riches ? Les villes, d'autre part, ne sont pas des îles, elles s'inscrivent sur un territoire, elles doivent faire corps avec un environnement. »

D'où la nécessaire création, imposée par le souci d'efficacité



La technopole de Nancy-Brabois. Les villes se battent aujourd'hui sur le marché des nouvelles zones industrielles, accueillant, à la campagne, les entreprises de haute technologie.

mais aussi de justice, de réseaux d'entente entre villes métropoles et villes moyennes d'une même région. André Rossinot — il est aussi maire de Nancy — rejoint sur ce point Jean-François Carrez et nombre d'intervenants, tout en soulignant une autre dimension qui ne pouvait être absente d'une telle rencontre : le dialogue villes-entreprises ne peut plus aujourd'hui être traité dans un cadre exclusivement français. Il faut aussi savoir comment agissent et fonctionnent les collectivités locales et les entreprises de nos voisins européens, avec lesquels nous allons devoir travailler. Ce doit être l'objet d'un prochain colloque de l'association.

J.-F. SIMON.

### L'échéance de 1992

**L**ES discours ministériels ou les stratégies d'entreprises font désormais inévitablement référence à une « date clé » et à une sorte de formule magique mi-chance mi-épouvantail : 1992 et le grand marché intérieur européen. Pourquoi les collectivités locales n'en feraient-elles pas, elles aussi, leur toile de fond et leur point de repère ? Avec des budgets qui au total dépassent 500 milliards de francs (1), elles sont, à coup sûr, des agents économiques de premier plan.

Le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), qui, sous la prési-

Les participants, quasi unanimes, n'ont pas eu de peine à constater (pour le regretter) que l'Europe n'a pas de politique d'aménagement de son territoire digne de ce nom. Tout au plus, une série de projets au coup par coup ou d'interventions financières sectorielles donnant lieu à des procédures compliquées et apparaissant presque toujours comme des mesures de « rattrapage » en faveur des pays les moins développés des Douze.

Et si la réforme des fonds structurels (2) est adoptée dans les prochains mois, c'en sera quasiment fini des bienfaits de la manne européenne pour les pays et les régions dits « intermédiaires » (comme en France), appelés ainsi car, bien que globalement riches, ils ont sur leur territoire des zones en difficulté justiciables d'interventions communautaires. L'argent européen redistribué par Bruxelles ira presque exclusivement à la Grèce, à l'Irlande, à l'Espagne et au Portugal, et en France seuls les DOM-TOM et peut-être la Corse recevront quelques millions d'ECU.

Catherine Lalumière, ancien ministre socialiste, a reconnu que l'Acte unique européen, signé en février 1986, était un « ensemble hétéroclite, mal rédigé, imparfait », dans lequel on ne trouvait pas de chapitre spécifique sur les nécessaires politiques régionales. « Mais l'Europe à douze ne peut progresser qu'à coups de compromis, de juxtapositions. C'est une alchimie entre des conceptions très éloignées et un souffle commun européen. »

#### Le vote des étrangers aux municipales

Bernard Bosson, ministre délégué chargé des affaires européennes, a assuré, dans la perspective du prochain sommet de Bruxelles, que si la France était prête à accepter une plus grande sélectivité des interventions du FEDER en faveur des régions situées dans les pays les plus pauvres, en revanche Paris exigera que, globalement, le masse des crédits européens qui revient à notre pays au titre des trois fonds structurels ne soit pas diminuée.

Plus pragmatique bien qu'intéressé, René Dosière, maire de Lyon (PS), propose, pour ancrer l'Europe dans les faits, dans les

esprits et dans la vie de tous les jours, de permettre aux étrangers de voter aux élections municipales. « 1992 est l'occasion d'avancer sur cette voie. Je dis bien tous les étrangers, car il ne peut y avoir de bons étrangers — les Européens — et de mauvais — les autres... »

#### Zones fragiles

Pragmatique aussi est Didier Minot, responsable de l'équipe européenne de la DATAR qui a engagé une étude régionalisée sur les secteurs de l'industrie française qui risquent d'être « encaissés » le plus durement l'ouverture des frontières. Le Nord, les régions lyonnaises et grenobloises, les Vosges, les Pyrénées-Atlantiques, la Bourgogne, la zone de Colmar, l'arc Casan-Le Mans-Angers-Vendée, le Trégor, l'île-de-France, apparaissent nettement dans le périmètre des zones fragiles.

De plus favorable à des « réseaux de villes interactives », y compris les villes moyennes (3), qu'à quelques « grandes métropoles superstars », Pierre Méhaignerie a plaidé pour le Grand Ouest, seule entité capable de faire le poids en Europe, et Bernard Stasi a invité les régions et les villes à s'ouvrir sur l'extérieur et à rechercher des formules, y compris institutionnelles, pour mieux s'insérer et peser plus lourd dans la procédure des décisions communautaires. Et l'Europe n'existera vraiment, a relevé pour sa part Pierre Richard, président du Crédit local de France, que lorsque les fiscalités locales auront été harmonisées et aussi lorsqu'une banque française pourra sans restriction prêter à une région allemande ou à une banque belge à une ville espagnole en n'importe quelle monnaie. Et si possible, par nécessité ou par conviction, en ECU...

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) 500 milliards de francs pour toutes les collectivités locales de l'Europe des Douze.

(2) FEDER (Fonds européen de développement économique régional), FEOGA (Fonds d'orientation agricole), FSE (Fonds social européen).

(3) Jean Auroux, maire (PS) de Rouanne, a été élu le 19 janvier à la présidence (provisoire) de la Fédération des villes moyennes, qui regroupait aussi Maurice Ligt, maire (UDF) de Cholet.

#### AQUITAINE

##### Management public

L'École supérieure de commerce de Bordeaux a créé, fin 1987, un institut du management des organisations publiques, sous la responsabilité d'un comité scientifique comprenant des praticiens de la gestion publique et des spécialistes de la gestion d'entreprise.

L'objectif principal de l'IMOP est de « donner une formation rigoureuse aux futurs responsables qui auront, d'une manière ou d'une autre, à connaître la gestion des affaires locales ». Il s'adresse à la fois aux responsables de secteur public, aux cadres d'entreprises privées travaillant d'une manière privilégiée avec le secteur public et aux élus soucieux de développer leurs compétences en matière de gestion.

L'IMOP prépare, en un an, des élèves de niveau DEA ou équivalent à un master de management public.

A partir de janvier 1988, il propose des séminaires de formation continue, d'une durée de trois jours chacun (vingt et une heures de formation).

IMOP, domaine de Raba, 680, cours de la Libération, 33405 Talence Cedex. Tél. : 56-80-70-70. Directeur : Yves Estrade.

J. H.

#### MIDI-PYRÉNÉES

##### Sécurité sociale et publicité

M. Alain Sorge, quarante-trois ans, ingénieur informaticien, a créé à Ibos, dans la banlieue de Tarbes, une société dont le but est de trouver des solutions aux petits problèmes quotidiens. Il l'a baptisée ERECA, pour « étude, réalisation, commercialisation d'accessoires ». « Nous essayons, dit-il, de développer des idées, qu'elles soient les nôtres ou celles d'inventeurs, surtout les jeunes, qui ne savent pas quelles démarches administratives faire pour déposer un brevet, ou, plus simplement, nous les aidons à aller jusqu'au bout de leurs idées. »

D'après lui, les feuilles de maladie de la Sécurité sociale seraient un excellent support publicitaire passant par quantité de mains, du personnel de la Sécurité sociale aux malades, sans oublier les cliniques, les hôpitaux et les pharmacies. Il suffit d'une seule autorisation, celle du ministre, pour que la publicité y soit apposée. L'inventeur tarbais a donc écrit au ministre des affaires sociales et au secrétaire d'Etat qui a en charge la Sécurité sociale. D'après l'inventeur, les Français se semblent pas hostiles à cette idée de publicité sur la feuille de maladie. Il

faudrait ensuite creuser l'idée pour que l'organisme gère lui-même cette « pub » avec des commerciaux, ou qu'il s'adresse à des agences qui lui reverseraient des pourcentages.

J.-J. R.

#### NORD-PAS-DE-CALAIS

##### Le retard

L'espérance de vie la plus faible de France, des revenus inférieurs à la moyenne nationale, des retards en formation : le Nord-Pas-de-Calais reste, à bien des titres, une région handicapée, selon le dernier dossier social de la direction régionale de l'INSEE à Lille.

Avec, en 1982, une espérance de vie de 67,5 ans pour les hommes et de 76,4 ans pour les femmes, le Nord-Pas-de-Calais est la lanterne rouge des régions françaises.

Le niveau de formation a progressé en dix ans (+ 50 % de bacheliers) mais reste plus faible que la moyenne nationale, notamment pour les diplômés de l'enseignement supérieur. En 1982, 5,7 % de la population du Nord-Pas-de-Calais possédaient un diplôme supérieur, contre 7,8 % au niveau national.

La tertiarisation de l'emploi ne modifie guère la structure avant tout ouvrière de la population régionale (39 % de la population des ménages), ce qui explique en partie

un revenu imposable plus faible que la moyenne nationale (60 155 F par foyer fiscal, contre 68 304 F).

Le nombre des journées de travail perdues en raison de conflits localisés a atteint le seuil le plus faible de la seconde moitié de ce siècle : 19 600 journées n'ont pas été travaillées en 1986, contre 239 100 en 1979. Enfin, point positif, le taux de criminalité (6,6 %) est proche du niveau national (6,5 %), malgré une forte urbanisation.

#### BASSE-NORMANDIE

##### La petite chambre de Proust

Lambris bleus, lit de cuivre, rideaux violets, c'est la chambre de Marcel Proust telle qu'en elle-même. Telle qu'elle vient d'être reconstituée par la ville de Cabourg, aujourd'hui propriétaire du fameux Grand Hôtel. Un Grand Hôtel où l'écrivain a maintes fois séjourné entre 1907 et 1914. « Parmi les chambres dont j'évoquais le plus souvent l'image dans les nuits d'insomnies, aucune ne ressemblait moins aux chambres de Combray, saupoudrées d'une atmosphère grise, pollinisée, comestible et dévote, que celle du Grand Hôtel de la plage, à Balbec, dont les murs passés au rimmel contenaient, comme les parois polies d'une pis-

cine où l'eau bleuit, un air pur, azuré et salin », raconte Protat dans Du côté de chez Swann.

Pour faire revivre ce lieu mythique, ce « lieu où s'accomplit l'œuvre », la municipalité de Cabourg et la direction du Grand Hôtel se sont inspirées des descriptions qui ont rendu célèbre le romancier. L'association Les amis de Marcel Proust et la maison d'édition Gallimard ont également collaboré au projet. Dans la bibliothèque, des livres de Proust bien sûr, de Balzac, Baudelaire, Chateaubriand aussi. Sur un guéridon, des partitions de Reynaldo Hahn. Au mur, un portrait de l'écrivain. Derrière la vitre, la mer. Et l'âme de Proust. Mais reconnaître-t-elle sa chambre ?

P. M.

#### PROVENCE-CÔTE D'AZUR

##### Nice et sa « Promenade des arts »

François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a posé, le samedi 16 janvier à Nice, la première pierre d'un ensemble architectural comprenant un musée d'art moderne et d'art contemporain et un théâtre qui seront réalisés au centre de la ville dans un délai de deux ans pour un coût de 200 millions de francs. Le musée et le thé-

âtre, dus à l'architecte Yves Beyard, seront construits dans le prolongement l'un de l'autre sur la couverture du Faillon — le torrent qui sépare la vieille ville de la nouvelle, — immédiatement au sud du palais Acropolis, un ensemble baptisé « Promenade des Arts » par le maire de Nice, Jacques Médéric, député des Alpes-Maritimes.

Le musée, d'une surface utile de 7 400 mètres carrés, comporte quatre pavillons verticaux en forme de prismes, reliés entre eux par des passerelles vitrées dessinant une cour octogonale. Le théâtre (7 000 mètres carrés) est en volume la réplique de la cour intérieure du musée et comprend une salle à l'italienne de 1 100 places, une petite salle de 300 ainsi qu'une salle de répétitions de mêmes dimensions que la scène principale.

Le nouveau musée aura une salle entièrement dédiée à Raoul Dufy. En matière d'art contemporain, il fera la place la plus importante aux collections des années 60, en particulier un mouvement des nouveaux réalistes et à la création américaine. Il accueillera également la jeune création depuis le milieu des années 70. Dans la convention signée avec l'Etat, la ville de Nice, qui possède un fonds de 600 œuvres, s'est engagée à consacrer chaque année 6 millions de francs à de nouvelles acquisitions.

G. P.



## THÉÂTRE

### « Le Cid » mis en scène par Gérard Desarthe à Bobigny Aussi inusable que le Mont-Blanc

La présentation du Cid de Corneille à la maison de la culture de Bobigny est un événement majeur en ceci qu'elle nous donne à voir la première mise en scène publique accomplie par l'un des acteurs notables de notre temps, Gérard Desarthe (le Monde du 20 janvier).

Professeur au Conservatoire d'art dramatique, Gérard Desarthe a eu le désir de monter le Cid, sans toutefois y tenir lui-même l'un des rôles — ce que nous regrettons, car la présence effective de Desarthe sur les planches a toujours irradié l'ensemble du spectacle de ce que l'on nomme, à juste titre, un « feu sacré ».

Déjà, le choix du Cid, pour cette première mise en scène, est très évocateur. Car il y a toujours eu, entre le Cid et les comédiens, une attache presque passionnelle, un lien mystérieux d'interdépendance, qui, avec d'autres œuvres, n'a pas lieu, pas à ce point.

Récemment encore, dans les mois de l'hiver 1985-1986, c'est Francis Huster qui faisait connaître Corneille par cent dix mille spectateurs. Mais, fait à l'époque inhabituel, dès les premières représentations du Cid, en janvier 1987, le succès phénoménal de la pièce fut attribué, autant

qu'à Corneille, au comédien qui jouait Rodrigue, Guillaume Desglberts, un pseudonyme de « Montdory ». Il était aussi remarquable et estimé que Gérard Desarthe aujourd'hui, et Corneille lui-même disait qu'il lui devait beaucoup. Corneille, dans ces années de début, faisait la part des choses. Il écrivait : « Pour moi, l'art consiste à éviter l'art ; et la plupart du temps, mes vers coulent comme d'eux-mêmes, le rythme vient sans peine seconder ma pensée... Du moins la scène est là : le geste, la diction nous viennent en aide, et Ronsieu [c'est Montdory que Corneille appelle ainsi] peut compléter l'œuvre imparfaite. Il relève au besoin ce qui languit ; toute sa personne contribue au succès, et de là peut-être le feu de mes vers, de là leur grâce ».

Le Cid, à travers les âges, est devenu une pièce monstre. Aussi inusable que le Mont-Blanc. Chimène et Rodrigue enjambe les temps, zombis de science-fiction. Les voici en Autriche-Hongrie. Il y a là des uniformes de soldats de plomb, vestes à brandebourgs, casques à pointe. On serait-ce l'Afrique ? Un lion de la grande espèce fait le guet derrière la porte et des autruches reposent au frais, à l'ombre.

Comme si le Cid était la pièce des pièces, ou toutes les pièces à la fois, ou bien l'art du théâtre lui-même, les acteurs balançaient les vers, d'ailleurs avec conviction, comme s'ils n'avaient que ceux-là en tête pendant qu'ils jouent autre chose. Jacques

Abrin, visage ensolonné, voix de cor de chasse, dit les vers de Don Gormas, mais en fait joue Flambeau, le gendarme de l'Aiglon, d'Edmond Rostand. Victor Garrivier, timide, frioleux dans son gilet de laine comme tricoté par sa maman, dit les vers de Don Diègue, mais joue l'épicier retiré d'une comédie de Labiche. Marie Matheron, pointue, mondaine, tient la part de l'Infante, mais joue la Parisienne, de Becque. Marianne Basler, très sur-appel dans des dessous de satin noir, et hurlant comme un charretier, est Chimène, mais joue le rôle de l'Infante, de Becque. Marianne Basler, très sur-appel dans des dessous de satin noir, et hurlant comme un charretier, est Chimène, mais joue le rôle de l'Infante, de Becque. Marianne Basler, très sur-appel dans des dessous de satin noir, et hurlant comme un charretier, est Chimène, mais joue le rôle de l'Infante, de Becque.

#### Là où Desarthe est très fort...

Faisant bande à part, Claude Cyrano, qui fut, dans une mise en scène de Gabriel Moussu, un Faust de Goethe génial, est ici le Roi, mais joue en un seul soir plusieurs films de von Stroheim et le Portrait, de Coppola. Il est étonnant, il en fait des tonnes et en même temps joue très fin, du bout des doigts.

Christophe Brault, Don Sanche se permet de jouer Don Sanche, comme un enfant sage, et très bien, et Samuel Labarthe, Rodrigue, joue à la fois personne et toute une bande de jeunes premiers, fanfarons ou indécis, énamourés ou froids, ce qui est une manière de retrouver Rodrigue, sur la ligne d'arrivée.

Là où Desarthe est très fort, c'est que ces dolmans autrichiens et ces grands fauves africains et le défilé de cette fabuleuse anthologie de figures de l'art dramatique contribuent à nous faire regarder des deux yeux, et écouter des deux oreilles, la pièce de Corneille le Cid avec, bien sûr, plus de plaisir et d'émotion que jusqu'ici, mais, voilà le miracle, avec plus d'exactitude que jamais. Parce que, constamment, nous nous apercevons que nous « découvrons » le propos entier, et bien corrépond, de scènes qui étaient sans doute restées, auparavant, un peu brumeuses. C'est-à-dire que Desarthe, en lâchant ses bêtes de scène, répond exactement au propos de Corneille : il « relève ce qui languit ».

L'été 1637, un inconditionnel de Corneille, qui était aussi un « fan » de Montdory, et qui lui-même était aussi dramatique, mais peu connu, il s'appellait « le Cid ». C'est-à-dire que Desarthe, en lâchant ses bêtes de scène, répond exactement au propos de Corneille : il « relève ce qui languit ».

Ajoutons au nom de Corneille tous les noms que l'on voudra, et remplissons celui de Montdory par celui de Gérard Desarthe : nous ne saurions mieux signifier ce grand acteur et nouveau metteur en scène nos braves et nos mercis.

MICHEL COURNOT.

★ Bobigny, MJC-93, 21 heures.

#### « Le Cid improvisé » de Philippe Cohen

#### Mise en pièces

Corneille ? Mais c'est formidable ! Prenez son alexandrin : tout un art. Et Philippe Cohen d'entamer un cours magistral, pas vraiment triste, sur le Cid. Le sujet, bien sûr, est inépuisable.

On peut ainsi aborder les amours différés de Rodrigue et Chimène sous l'angle sociologique. Ou du côté de l'histoire neuve et corrigée par l'analyse critique, ce qui donne, en résumé : quand il y a un problème intérieur à résoudre, l'étranger arrive toujours à point nommé. Et Rodrigue part bouter le Maire hors d'Espagne, pour s'en revenir couvert de gloire.

Philippe Cohen joue tout : Chimène, Rodrigue et le roi, sur le thème « Comment créer intelligemment en scène quand on n'a rien à dire ». Pour ceux qui trouveraient le Cid démodé, il compose la Chanson de Rodrigue, rock et branchée. Puis débite l'alexandrin en scotch. Bref, Cohen ne manque ni de talent — il sait trouver le geste juste et sobre, transformer le registre de sa voix de manière étonnante — ni d'imagination.

Il improvise ainsi sur trois mots proposés par trois spectateurs. Et compose, par exemple, une histoire drôle et sensible, en un tour de main, à partir de « lapin, esprit démographique ». Il joue le Cid improvisé, gourmandise à conseiller à tous les potaches, à 19 heures, dans le joli Théâtre Grévin, tout en glaces et jeux de miroirs.

O. Ct.

★ Jusqu'au 2 avril. Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris, tél. : 42-46-84-87.

#### « Jeu de Faust », par le Théâtre du Radeau à Cergy-Pontoise

#### Les diables du vide

Le Théâtre du Radeau, une jeune compagnie venue du Mans, a joué Mystère Bouffie au Festival d'automne. A Cergy-Pontoise, elle présente un Jeu de Faust, tout aussi insolite et beau.

Ils ont de gros godillots noirs, parfois un chapeau tout aussi noir. Ils arborent de grands nez, certains un gros ventre. Ils s'enveloppent encore dans des volutes de taille virginal ou des bandelettes, portent des ailes d'ange ou des plumes en guise de cornes de diable.

Qui a vu, cet automne à Paris, Mystère Bouffie, reconnaît au premier coup d'œil les étranges navigateurs du Théâtre du Radeau. Et cette parenté entre les personnages, d'un spectacle à l'autre, la propension aussi à une maladresse transformée soudain en suprême habileté n'est pas sans évoquer une autre très curieuse famille théâtrale, les Deschamps de Jérôme Deschamps.

Mais ce Jeu de Faust est profondément original. Fascinant et agaçant pour l'esprit. Le Théâtre du Radeau bricole et assemble un invraisemblable bric à brac de matériaux (des planches le plus souvent), de musiques, de sens, d'histoires. Il se joue avec beaucoup de finesse de l'espace et du vide, de la lecture et de la vitesse. Et s'arrête à juste titre Faust, mythe littéraire et théâtral aussi bric à brac que ce spectacle. Il est déconseillé, pourtant, de s'accrocher à ses souvenirs sous peine de se noyer.

Mieux vaut se laisser flotter et laisser couler Descartes. On croquera alors des diables, des anges, des fillettes pures et profanes, un chevalier fantastique, des personnages lutant entre eux, avec violence. Des charlatans qui entrent en scène avec l'air grave de qui a à dire, ou à montrer. Mais ils assurent un vague langage où survit une musique aux sonorités allemandes, italiennes, anglaises. Et parfois aussi des mots identifiants, ainsi un marquis « Here, Faust ». Mais derrière le drap blanc, c'est le vide, la cage de l'oiseau est vide, vide encore le chevalier, les trappes et portes où ils disparaissent.

Ce Jeu de Faust est un grand circuit lyrique, une succession d'entrées de clowns. On voit toujours comment débute leur numéro, jamais comment il finit. Car la scène se vide et se remplit, respire le plus souvent lentement. Puis, soudain, actions et apparitions se bousculent féroce, portées par des chants d'oiseaux, des cloches, des canotiers, un air de violon ou d'accordéon sur lequel tournoient des couples enlacés. De très simples tréteaux d'un théâtre immémorial occupent alors la scène que l'on n'a pas vue se vider. Image superbe toute désignée pour mettre un point d'orgue final. Erreur. A la seconde suivante (cette fois c'est la fin), il y a un arbre, des cabanes de planches, un personnage entendant une nouvelle prosodie, sur le ton de la prière et de la confiance, et qui n'a aucune raison de s'arrêter.

ODILE COURROT.

★ Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise (tél. : 30-30-33-33 ou 30-32-79-00) jusqu'au 31 janvier. Jeu de Faust est coproduit par le Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise et l'Atelier lyrique du Rhin.

#### « L'Homme de la Mancha », à Marigny

#### Cervantès a belle allure



Jeanne Manson et Jean Piat

Créée à Londres, cette désormais célèbre comédie musicale de Dale Wassermann avait des accents shakespeariens. Reprise à Paris, elle était devenue la propriété exclusive de Jacques Brel — le visage émacié dont Cervantès avait si souvent rêvé en écrivant l'une des œuvres les plus lues dans le monde, Don Quichotte — et connu le succès devant le public français, d'ordinaire rétif aux spectacles chantés.

Pour cette nouvelle présentation, le metteur en scène Jean-Luc Tardieu a tenté avec succès de jeter un pont entre un texte où abondent les scènes de pure comédie et une partition dont les morceaux de bravoure sont dans toutes les têtes. De Londres il a su retrouver le sérieux du traitement dramatique, de Paris il a conservé intact la musicalité de l'œuvre, secondé par

Olivier Holt au pupitre, qui déploie sans fioriture, ni larroinement, une énergie communicative.

Dans un décor directement inspiré des illustrations du dix-neuvième siècle et conçu par Dominique Arel, une énorme distribution peut alors conter comment Cervantès, jeté en prison par l'Inquisition, défendait bec et ongles le manuscrit de son Don Quichotte menacé par ses codétenués, misérables et illettrés.

Jean Piat est Cervantès, à l'aise dans les parties parées, ayant résolu la difficulté des chansons en plaçant délibérément sa voix dans l'alignement, ce qui lui donne allure et mystère, à défaut de puissance. Les autres sont étonnés par la forte présence de Jeanne Manson, très en voix.

O. S.

## MUSIQUES

### « Orphée aux enfers » à l'Opéra de Paris L'empereur des mouches

Si l'œuvre d'Offenbach a perdu de sa charge parodique, l'apparition de Napoléon III en empereur des mouches est un des grands moments de la production d'Orphée et à l'Opéra.

Orphée aux enfers entre pour la première fois à l'Opéra de Paris. Qui donc pourrait y voir un sacrilège, alors qu'Offenbach parodie l'empereur et la société impériale pour lesquels fut édifié le Palais Garnier ? Et d'ailleurs cette société en crinolines, uniformes et habits se livrait mercredi dernier, après la première de gala, à une Offenbachade effrénée, en présence de « son altesse impériale » la princesse Napoléon : « sœurs sous les arts et les lettres, cœurs et quadrilles, galas infernaux, intrigues au foyer, etc. », comme le promettait l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, en ce jour noir de la Bourse !

Une fête sur un volcan, conquise symboliquement par la grève, le soir de la vraie première, d'un personnel inquiet de son sort avant le saut dans l'inconnu de la Bastille.

Rien n'a été épargné, ni talents, ni argent, pour nous permettre de nous amuser comme nos grands-parents. D'où vient qu'on reste sur sa faim, que la soirée parait longue et qu'on ne rit qu'à moitié ? C'est sans doute que la mythologie nous est aujourd'hui indifférente, comme les frasques de Napoléon III.

Livrée à ses seules ressources, la machine comique d'Offenbach, sans cesse attisée par mille inventions, sorties de la boîte à malices de Jean-Louis Martinoty, fonctionne encore assez bien, même si elle parait alourdie par l'immense cadre de Garnier, qui exploite pourtant avec bonheur les décors de Bernard Arnould.

#### Le seigneur

L'Olympe, en particulier, a belle allure : les nuages où dorment dieux et déesses encadrent un vaste retable doré d'église baroque. L'enfer n'est pas moins magnifique. Pluton s'est réservé un boudoir agrémenté de monuments et meubles funéraires de tous styles.

C'est là que se déroule la scène la plus spirituelle et drôle du spectacle,

où Jupiter-Napoléon III, métamorphosé en mouche, dans un merveilleux costume de Daniel Ogier, fait sa cour à la jeune femme derrière le verre d'une énorme loupe ; un morceau d'anthologie. François Le Roux, excellent Don Giovanni déjà à Favart, éclate littéralement dans ce rôle de Jupin dérisoire et égrillard, débordé par la troupe des dieux, et qui rétablit à grand-peine ses autorités par la fuite en avant.

Danielle Borst donne bien du charme à Eurypide, même si sa voix brillante manque un peu d'étoffe et de diversité, sans compter qu'on ne comprend à peu près rien de ce qu'elle chante. Mais elle n'est certes pas la seule.

Les habitants de Thèbes et de l'Olympe sont nombreux, en général pleins d'entrain, riches en silhouettes savoureuses, et d'abord l'inséparable Michel Sénéchal, Orphée fausement naïf, à la tête d'une exquise troupe de petits violonistes. Puis Laurence Dale, sobre, trébuchant et charmant en Ariède. Pluton : Gérard Friedmann, qui incarne l'opinion publique, genre statue du Commandeur, grise, inviolable avec un seul bras : l'ironique Cupidon de Dominique Visse en gar-

çonnet, voix de haute-contre plus corrosive que nature ; et surtout le John Styr de Rémi Corazza, prodigieux dans un numéro de mime, digne du Maître de chambre de Cimarra, pendant toute l'ouverture (transposée avant le quatrième acte), grand personnage hoffmannesque dans sa redingote brulée d'ancien roi de Béotie.

Mais bien d'autres mériteraient d'être cités, comme le Mercure de Georges Gautier, postier du ciel, l'imposante Junon d'Hélia T'Hezan, Valérie Chevalier, Diane pétalante en habit de postillon, ou les deux petits hommes qui incarnent l'aigle impérial et le coq gaulois (Nicolas Fischerauf et Dair Bastaraud), une des jolies idées de la mise en scène.

A la troupe des dieux s'ajoutaient encore les bataillons multipliés des chœurs sur ce plateau fort animé et criard, et l'on comprend que le chef Lohrer Zagwies ait eu bien du mal à faire chanter ensemble tout ce beau monde, souvent terriblement décalé.

JACQUES LONCHAMPT.  
★ Palais Garnier, les 23, 25, 26 janvier et 2 février, à 19 h 30 ; le 24 janvier, à 15 heures.

CE MONDE AUSSI  
VOUS APPARTIENT  
DÉJÀ  
100.000  
SPECTATEURS  
ÉBLOUIS!

YEELEN  
LA LUMIERE  
un film de  
SOULEYMANE  
CISSE  
Amf

حكاية من الأهل



## Culture

### JAZZ

#### Dixième Festival international de Rive-de-Gier

Cinq concerts inédits en France, des groupes venus d'Autriche, de Grande-Bretagne ou d'Algérie, ce qui est une première: l'ombre tutélaire de Daniel Humair, le plus européen des grands batteurs; la revue de détail des tendances, l'Orchestre national de jazz version Antoine Hervé ou encore les formations de Sylvain Kassap, de Yochko Seffer ou Guy Villers (Ces Messieurs) et le rappel au parrainage du jazz, à travers les All-Stars rassemblés autour du trompettiste Woody Shaw: telles sont les grandes lignes du Festival de Rive-de-Gier, sept concerts étalés sur dix jours, dixième du nom, dérivant doucement de la galaxie jazz vers celle de l'improvisation électroïque.

Rive-de-Gier est sur la route qui va de Lyon à Saint-Etienne. A deux pas de Givors où se tiennent quelques soirées du Festival. Louis Scavias, venu en voisin de Lyon où il continue de résider (il vient d'obtenir le prix Django Reinhardt) résume à lui seul l'esprit de Rive-de-Gier. Personnalité séduisante, il a opéré une conversion sans repentir entre l'époque de la « free music » sans concessions et une idée plus coulée, plus sereine, de l'improvisation. Il invite cette fois le violoniste Dominique Pifarély, malgré le temps qui est aux grosses machines, aux investissements lourds, à la duplication systématique, ils restent fidèles, sans poser aux héros, à une conception heureuse du concert, le concert comme conversation, comme échange, comme lien mystérieux avec le public et caprice du dernier moment.

FRANCIS MARMANDE.

★ Trio Départ, Louis Scavias et Pifarély (23 janvier à Givors), Tauto Music, Trio Bravo (26 janvier), Tichy Fingers, Ces Messieurs (27 janvier), Daniel Humair, David Freedman (29 janvier), Raoul Bruckert, The Schismatics, Orchestre national de jazz (30 janvier), Dixième Festival international de Rive-de-Gier, tél. : 42-71-50-87.

### VARIÉTÉS

#### André Lamy à La Michodière

##### Folies burlesques

André Lamy, le jeune imitateur belge, ne perd pas son temps. Cinq mois après ses débuts, il présente un nouveau spectacle. Devant des salles comblées.

Fantaisiste surdoué prenant la voix des artistes, s'installant avec une rapidité et une précision vertigineuses dans leur timbre, André Lamy, vingt-quatre ans et une décennie de galères à Bruxelles, sa ville natale, allait quitter le plaisir de l'imitation juste avant sa rencontre avec de jeunes producteurs français en juillet dernier. En plein mois d'août à Paris, un spectacle dans une petite salle des Halles (le Tintamarre) modifia brusquement son aventure (le Monde du 8 août).

Aussitôt chacun faisait référence à Thierry Le Luron: comme ce dernier, dix-sept ans plus tôt au Théâtre de Dix-Heures, Lamy au Tintamarre opérait un démarrage fulgurant.

Cinq mois plus tard, après avoir rempli soir après soir et jusqu'au 31 décembre dernier le Tintamarre, Lamy s'installe pour quelques mois à La Michodière avec un décor, une mise en scène (signée Jean-Claude Isler) et toute allusion à Le Luron gommée.

L'évolution est rapide. Lamy ne se contente pas d'effacer les scories et les maladresses pour mieux saisir les caractères des artistes croqués. André Lamy propose non une suite d'imitations et de pastiches mais un vrai spectacle qui, par ricochets, nous entraîne vers le burlesque.

Certes, il y a encore quelques longueurs, quelques rectifications de tir à faire, mais un jeune artiste comique qui grandit jour après jour, essaie de nouvelles idées, de nouveaux sketches, improvise avec de musiciens et s'amuse avec bonheur. Et un peu de folie.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ La Michodière, 20 h 30.

L'ordonnance d'août 1944, les aides à la presse et les coopératives créées par les journaux à la Libération ont longtemps protégé la presse écrite des règles du marché. Mais elles n'ont pas pu empêcher la concentration des titres (voir le Monde du 23 janvier). La presse est maintenant à un tournant, à la fois industriel, technique et structurel. L'apparition de chaînes de télévision privées et la nouvelle logique publicitaire obligent la presse écrite à se remodeler.

Comme souvent en France, c'est une initiative politique qui met le feu à la poudrière. L'exercice de la démocratie exige le pluralisme et la clarté. Il faut donner un coup d'arrêt à la constitution de monopoles de presse toujours plus puissants et monopolistiques: c'est ainsi que, le 29 octobre 1983, M. Pierre Mauroy fait acclamer par les militants socialistes, réunis en congrès à Bourg-en-Bresse, un projet de loi sur la presse. La gauche n'a alors qu'une idée en tête: démanteler l'empire de M. Robert Hersant en limitant la concentration des titres de la presse quotidienne à 15 % du tirage global. La tentative échoue: le Conseil constitutionnel interdit un usage rétroactif de l'arme législative.

Dans le long et tumultueux débat parlementaire de l'époque, l'opposition de droite va trouver l'occasion de conjurer liberté de la presse et liberté d'entreprendre, de plaider les vertus du réalisme économique. Elle dénonce la sous-capitalisation des entreprises du secteur, leur faiblesse face aux géants multimédias étrangers qui commencent à s'attaquer au marché français. La gauche, qui soutient depuis 1982 le développement des industries culturelles et des entreprises de communication, est prise à contre-pied. Hier dénoncé comme « papivore » à abattre, M. Hersant voit sonner l'heure de la réhabilitation. La loi une fois votée, il l'ignore superbement, s'empare du Progrès de Lyon au nez et à la barbe de la toute nouvelle Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse.

La loi mort-née de 1984, en ouvrant sans le vouloir le débat économique, sonne le glas de l'ordonnance de 1944. Deux ans tard, la droite revient au pouvoir, l'abroge et blanchit définitivement M. Hersant. Certes, la pression du Conseil constitutionnel impose encore une limite aux empires de presse mais celle-ci est désormais fixée à 30 % du tirage global pour la seule presse quotidienne. L'esprit de la Libération est entré, la logique économique restaurée.

#### La nouvelle donne

Au même moment, l'arrivée des télévisions commerciales précipite le retour en force des lois du marché. La presse écrite, qui vit, pour 41 % de ses ressources, de la publicité, voit poindre une redoutable concurrence sur un marché jusque-là artificiellement protégé. Les chaînes privées vont-elles tuer les journaux en détournant à leur profit la manne publicitaire? Ou bien vont-elles dynamiser les investissements, accroître le gâteau commun tout en s'en adjugeant une part plus substantielle? Débats d'experts. On invoque le « péril italien », on cite les contre-exemples américains ou japonais. Les premières données recueillies pour 1987 ne permettent pas de trancher.

Certes, les télévisions s'adjugent près de 2 milliards de francs supplémentaires (une augmentation de 60 %) mais, globalement, les investissements sur la presse écrite augmentent de 12 %. Devant la concurrence sauvage des chaînes et l'anarchie qui règne dans les mesures d'audience, les annonceurs hésitent encore à tout miser sur des écrans dont la rentabilité s'avère aussi aléatoire qu'un tapis de roulette.

Mais sous la relative stabilité macro-économique, la logique publicitaire remodelée déjà le marché de la presse écrite. Face à une offre élargie, les annonceurs se montrent beaucoup plus sélectifs. Ils privilè-

gient les grands journaux en position dominante sur leur marché, les groupes de presse qui peuvent offrir des annonces couplées sur plusieurs titres, ou encore les supports capables de leur consentir de substantiels abattements sur les tarifs officiels.

Exigences d'autant plus pressantes que plus de la moitié de l'achat d'espace est concentré en France dans les mains de quelques grandes centrales qui disposent ainsi d'un redoutable pouvoir de vie ou de mort sur les médias (le Monde du 24 décembre 1987). Dans ces conditions, il devient fort périlleux de lancer un nouveau titre quand on ne s'appelle pas Robert Hersant, Hachette ou Prisma Presse, et pratiquement impossible de survivre quand on affiche, comme le *Matin de Paris*, une diffusion en chute libre. Désormais, la logique commerciale favorise les puissants, appelle les concentrations.

Le troisième moteur de la révolution qui s'opère dans la presse écrite est moins connu mais tout aussi déterminant. La formidable avancée technique qui a permis de numériser les images et le son, d'informatiser la production audiovisuelle, a des retombées immédiates sur la fabrication des journaux. L'informatique permet la saisie directe des articles par les journalistes, court-circuitant le processus traditionnel de composition. La sélection numérique autorise un maniement plus rapide et plus fidèle de l'impression en couleur.

Enfin, les nouvelles imprimeries informatisées, semblables à celles dont le Monde va se doter en 1989, permettront de gérer automatiquement la répartition des journaux à l'expédition. Gain de temps par rapport à un travail effectué jusqu'à présent manuellement, mais surtout nouvelle souplesse dans la distribution, qui ouvre la voie à des journaux, plus thématiques et plus ciblés.

Cet arsenal technologique promet des gains de productivité sensibles sur des postes qui représentent entre 20 % et 30 % des charges d'un journal. Mais il provoque aussi l'avènement d'une nouvelle presse, plus rapide, mieux adaptée aux besoins de ses différents publics, capable de concurrencer parfois l'audiovisuel. Gutenberg prend sa revanche sur le sociologue canadien Mac Luhan qui avait prédit l'extinction de la « galaxie ». A condition toutefois d'avoir les moyens d'investir dans la modernisation. Là encore, la nouvelle donne opère une sélection drastique en faveur des entreprises ou des groupes capables de financer une stratégie industrielle.

A travers la révolution technique, l'équation économique de base de la presse écrite reste la même: seuls des tirages importants, des économies d'échelle et une croissance continue permettent de dégager une rentabilité satisfaisante. Les conditions réglementaires, économiques et techniques d'un virage décisif de la presse écrite sont aujourd'hui réunies. Mais le ticket d'entrée est à la hausse. L'écart se creuse entre petits et gros journaux, groupes de presse et publications indépendantes. Tandis que le *Matin de Paris* dépose son bilan et que le *Quotidien de Paris* traverse une phase difficile. Havas, Hachette, Hersant et quelques autres fourbissent leurs armes pour de nouvelles batailles.

La première d'entre elles, la diversification multimédia, s'est

#### L'illusion multimédia

ouverte dès le début des années 80. Après avoir longtemps combattu leur apparition, la presse écrite se précipite sur les radios locales, la télématique et la télévision privée. Ce soudain intérêt est d'abord défensif. Il s'agit de protéger sa part de marché publicitaire contre la concurrence des nouveaux médias, de renforcer, dans le cas des quotidiens régionaux, un monopole local sur la publicité. Mais l'aventure multimédia se nourrit d'un autre rêve: celui de la synergie rédactionnelle. Si l'on est capable de produire de l'information écrite, pourquoi ne pas la diffuser sans frais supplémentaires sur les postes FM, le minitel ou les petits écrans?

La déconvenue est à la mesure de l'illusion. Rares sont les journaux parisiens ou provinciaux qui ont réussi à imposer leurs radios auprès des auditeurs. Même le puissant Robert Hersant doit renoncer à son réseau spécialisé dans l'information, Châti FM, pour l'allier au quotidien et au samedi grand régal sur le format musical dominant de la bande FM. La télématique voit le triomphe des messages roses, sans synergie évidente avec la presse. Si le *Nouvel Observateur*, *Libération* ou les éditions Filipacchi s'assurent quelque temps une confortable trésorerie en sacrifiant à l'érotisme convivial, la concurrence effrénée sur ce secteur à faible valeur ajoutée pratiquement tué en deux ans la poule aux œufs d'or.

Dans le domaine de la télévision, enfin, les élus ont été rares et pas toujours chanceux. Propriétaire de la 5, M. Hersant doit faire face à un déficit de plus de 750 millions de francs, qui met en péril l'équilibre de son groupe de presse. Le *Parisien* du groupe Amaury s'est partiellement désengagé de M6. Les journaux associés à TF1 n'auront qu'une faible part des bénéfices et des retombées promotionnelles encore peu évidentes.

Si l'Eldorado multimédia s'est révélé décevant, la bataille des positions dominantes, elle, fait toujours rage. La règle du jeu est simple: créer ou acquérir un nombre suffisant de titres sur un secteur donné du marché pour en devenir le support publicitaire incontournable. Le groupe Filipacchi régit ainsi sur la presse de charme. Celui d'Axel Gaux (Prisma Presse) s'est bâti en dix ans un petit empire de 5 millions d'exemplaires autour des loisirs familiaux. La CEP, filiale d'Havas, qui possède déjà *OI Informatique* et *Télécom Magazine*, s'est emparée des éditions Test pour assurer sa domination sur les publications informatiques. Plus récemment, il lui a suffi de racheter le groupe NEPA pour gagner une première Nièce européenne dans l'univers de la presse agricole.

En prenant le contrôle du groupe Bertex (la Tribune de l'économie, la Vie française, l'Agel), le groupe Expansion tente de s'imposer sur le marché fort convoité de l'information économique. Mais le maître du genre reste M. Robert Hersant. Ses suppléments (*Figaro Magazine*, *Figaro Madame*, *Figaro Radiotélévision*) ont inventé et monopolisé le magazine du week-end. Soutenus par la diffusion du quotidien et vendus à bas prix, ils ont capté un formidable marché publicitaire, concurrençant dangereusement les titres d'Hachette ou de Filipacchi.

Le troisième combat se prépare dans les états-majors d'Hachette, Bertex et du groupe Hersant. On y rêve d'un grand quotidien populaire capable de retrouver l'audience de masse de *France-Soir* en 1960 (1 300 000 exemplaires) ou d'imiter les grands quotidiens britanniques qui tirent 2 millions d'exemplaires. La maîtrise de l'impression en couleur ne permettrait-elle pas de reconquérir un lectorat dévoré de l'écrit par le foisonnement des images?

Premier groupe lancé dans ce nouveau défi, Hachette vient pourtant d'abandonner son projet *Omega*. C'est que la diffusion nationale d'un quotidien populaire se heurte en France à la concurrence des quotidiens régionaux qui règnent en maîtres dans leur territoire. C'est sans doute ce qui a poussé le groupe de M. Jean-Luc Lagardère à changer de stratégie et à prendre le problème à l'envers. Hachette, qui dispose d'un trésor de guerre de 3 milliards de francs, a pris le contrôle du *Provençal*, continue la *Dépêche du Midi*, le *Midi Libre* et guette les successions difficiles d'autres quotidiens régionaux.

La partie est pourtant loin d'être gagnée. Havas, à travers sa filiale Régions communications, caresse le même projet d'un pool de journaux régionaux. Et, surtout, le groupe Hersant possède toujours un formidable empire régional.

La concurrence entre les groupes pour le rachat de quotidiens de province fait monter leurs prix. Evalué il y a deux ans à 800 F l'exemplaire, le prix d'un quotidien régional grimpe aujourd'hui jusqu'à 1 500 F l'exemplaire. Cette flambée des prix a revalorisé les actifs du groupe Hersant et permet au géant de la presse française d'obtenir encore des crédits des banques, malgré ses difficultés sur la Cinq. M. Robert Hersant surveille attentivement les successions difficiles au *Midi Libre* (Montpellier), à l'*Est républicain* (Nancy) et à *Nice-Matin*. Il tient aussi au chaud son projet parisien, *Paris-Star*, qui pourrait servir de tête de pont (grâce à ses 100 000 exemplaires) à un lancement de plus grande envergure.

Mais les grands groupes français doivent aussi compter avec la concurrence étrangère. Hachette a disputé le *Provençal* au magnat de la presse britannique, Robert Maxwell. Et ce dernier n'a pas dit son dernier mot sur le marché français. Actionnaire de TF1, il va introduire sa société à la Bourse de Paris et rêve, lui aussi, d'éditer un quotidien populaire en liaison avec l'Agence centrale de presse, contrôlée par son fils, Ian Maxwell.

Le rachat du premier quotidien économique français, *les Echos*, par le groupe britannique Pearson a jeté une lumière crue sur la fragilité des journaux nationaux face aux convoitises étrangères. Les responsables politiques ont beau s'émouvoir, cette réalité est incontournable. La presse écrite ne peut accéder à la maturité économique sans rencontrer, du même coup, la concurrence internationale et la proximité du grand marché européen de 1992 risque de déclencher une vague d'OPA et de rachats surprises. A vrai dire, la pénétration étrangère sur le marché de la presse française est déjà bien entamée. Condé-Nast, filiale de l'éditeur américain Newhouse, fut parmi les premiers à implanter en France un « clone » de la revue américaine *Vogue*. Prisma Presse, filiale du géant ouest-allemand Bertelsmann, a repris avec succès la même stratégie en lançant *Géo* et *Ca m'intéresse*, pures copies des magazines d'outre-Rhin.

Le troisième combat se prépare dans les états-majors d'Hachette,

#### Les temps de parole à la télévision en 1987

#### Le gouvernement s'exprime au détriment de sa majorité

Selon un relevé annuel publié par la CNCL, le gouvernement s'est beaucoup exprimé en 1987 à la télévision, mais au détriment de sa propre majorité. L'opposition, incluant le Front national, ayant été correctement représentée à l'antenne.

Ce relevé établi au regard de la règle des trois tiers (gouvernement, majorité et opposition) concerne toutes les interventions des hommes politiques, sauf celles du président de la République, sur toutes les chaînes à l'exception de Canal Plus.

Sur TF1, le gouvernement a occupé 42,9 % du temps de parole total, la majorité 20,5 % et l'opposition 36,6 %. Sur Antenne 2, on relève 37,6 % pour le gouvernement, 23,6 % pour la majorité et 38,8 % pour l'opposition. Sur FR3, les chiffres sont de 34,4 %, 20,3 % et 45,3 %.

Sur la Cinq, le gouvernement s'est exprimé pendant 27,8 % du temps total, la majorité 26,4 % et l'opposition 45,8 %. En septembre, mois de ses débuts dans l'information, cette chaîne avait accordé 60,1 % du temps de parole total à l'opposition.

Enfin, sur M6, les chiffres sur l'année ont été de 45,6 % (gouvernement), 15,1 % (majorité) et 39,3 % (opposition).

De son côté, le président de la République totalise 7 h 4 min 46 s sur TF1, 3 h 56 min 52 s, sur A2, 1 h 35 min 19 s, sur FR3, 35 min 52 s, sur la Cinq et 1 h 7 min 55 s sur M6.

« Les Presses de la cité et Bertelsmann ne pourront acquérir deux clubs de livres anglais. — Les Presses de la cité et leur associé allemand Bertelsmann n'ont pas été autorisés par le gouvernement britannique à prendre le contrôle de deux clubs de livres d'outre-Manche: Book Club Associates (1,8 million d'adhérents) et Leisure Circle. Le secrétaire d'Etat anglais pour le commerce et l'industrie s'y est en effet opposé après étude d'un rapport de la commission de monopole et de fusion britannique. Les Presses de la cité (numéro deux de l'édition en France) et Bertelsmann (numéro un européen de l'édition) conviendront à parts égales le club France-Loisirs (4,2 millions d'adhérents).

## Communication

### Les révolutions de la presse écrite

## Défi industriel et pluralisme

Après avoir longtemps combattu leur apparition, la presse écrite se précipite sur les radios locales, la télématique et la télévision privée. Ce soudain intérêt est d'abord défensif. Il s'agit de protéger sa part de marché publicitaire contre la concurrence des nouveaux médias, de renforcer, dans le cas des quotidiens régionaux, un monopole local sur la publicité. Mais l'aventure multimédia se nourrit d'un autre rêve: celui de la synergie rédactionnelle. Si l'on est capable de produire de l'information écrite, pourquoi ne pas la diffuser sans frais supplémentaires sur les postes FM, le minitel ou les petits écrans?

La déconvenue est à la mesure de l'illusion. Rares sont les journaux parisiens ou provinciaux qui ont réussi à imposer leurs radios auprès des auditeurs. Même le puissant Robert Hersant doit renoncer à son réseau spécialisé dans l'information, Châti FM, pour l'allier au quotidien et au samedi grand régal sur le format musical dominant de la bande FM. La télématique voit le triomphe des messages roses, sans synergie évidente avec la presse. Si le *Nouvel Observateur*, *Libération* ou les éditions Filipacchi s'assurent quelque temps une confortable trésorerie en sacrifiant à l'érotisme convivial, la concurrence effrénée sur ce secteur à faible valeur ajoutée pratiquement tué en deux ans la poule aux œufs d'or.

Dans le domaine de la télévision, enfin, les élus ont été rares et pas toujours chanceux. Propriétaire de la 5, M. Hersant doit faire face à un déficit de plus de 750 millions de francs, qui met en péril l'équilibre de son groupe de presse. Le *Parisien* du groupe Amaury s'est partiellement désengagé de M6. Les journaux associés à TF1 n'auront qu'une faible part des bénéfices et des retombées promotionnelles encore peu évidentes.

#### Les nouvelles frontières

Si l'Eldorado multimédia s'est révélé décevant, la bataille des positions dominantes, elle, fait toujours rage. La règle du jeu est simple: créer ou acquérir un nombre suffisant de titres sur un secteur donné du marché pour en devenir le support publicitaire incontournable. Le groupe Filipacchi régit ainsi sur la presse de charme. Celui d'Axel Gaux (Prisma Presse) s'est bâti en dix ans un petit empire de 5 millions d'exemplaires autour des loisirs familiaux. La CEP, filiale d'Havas, qui possède déjà *OI Informatique* et *Télécom Magazine*, s'est emparée des éditions Test pour assurer sa domination sur les publications informatiques. Plus récemment, il lui a suffi de racheter le groupe NEPA pour gagner une première Nièce européenne dans l'univers de la presse agricole.

En prenant le contrôle du groupe Bertex (la Tribune de l'économie, la Vie française, l'Agel), le groupe Expansion tente de s'imposer sur le marché fort convoité de l'information économique. Mais le maître du genre reste M. Robert Hersant. Ses suppléments (*Figaro Magazine*, *Figaro Madame*, *Figaro Radiotélévision*) ont inventé et monopolisé le magazine du week-end. Soutenus par la diffusion du quotidien et vendus à bas prix, ils ont capté un formidable marché publicitaire, concurrençant dangereusement les titres d'Hachette ou de Filipacchi.

Le troisième combat se prépare dans les états-majors d'Hachette,

d'Havas et du groupe Hersant. On y rêve d'un grand quotidien populaire capable de retrouver l'audience de masse de *France-Soir* en 1960 (1 300 000 exemplaires) ou d'imiter les grands quotidiens britanniques qui tirent 2 millions d'exemplaires. La maîtrise de l'impression en couleur ne permettrait-elle pas de reconquérir un lectorat dévoré de l'écrit par le foisonnement des images?

Premier groupe lancé dans ce nouveau défi, Hachette vient pourtant d'abandonner son projet *Omega*. C'est que la diffusion nationale d'un quotidien populaire se heurte en France à la concurrence des quotidiens régionaux qui règnent en maîtres dans leur territoire. C'est sans doute ce qui a poussé le groupe de M. Jean-Luc Lagardère à changer de stratégie et à prendre le problème à l'envers. Hachette, qui dispose d'un trésor de guerre de 3 milliards de francs, a pris le contrôle du *Provençal*, continue la *Dépêche du Midi*, le *Midi Libre* et guette les successions difficiles d'autres quotidiens régionaux.

La partie est pourtant loin d'être gagnée. Havas, à travers sa filiale Régions communications, caresse le même projet d'un pool de journaux régionaux. Et, surtout, le groupe Hersant possède toujours un formidable empire régional.

La concurrence entre les groupes pour le rachat de quotidiens de province fait monter leurs prix. Evalué il y a deux ans à 800 F l'exemplaire, le prix d'un quotidien régional grimpe aujourd'hui jusqu'à 1 500 F l'exemplaire. Cette flambée des prix a revalorisé les actifs du groupe Hersant et permet au géant de la presse française d'obtenir encore des crédits des banques, malgré ses difficultés sur la Cinq. M. Robert Hersant surveille attentivement les successions difficiles au *Midi Libre* (Montpellier), à l'*Est républicain* (Nancy) et à *Nice-Matin*. Il tient aussi au chaud son projet parisien, *Paris-Star*, qui pourrait servir de tête de pont (grâce à ses 100 000 exemplaires) à un lancement de plus grande envergure.

Mais les grands groupes français doivent aussi compter avec la concurrence étrangère. Hachette a disputé le *Provençal* au magnat de la presse britannique, Robert Maxwell. Et ce dernier n'a pas dit son dernier mot sur le marché français. Actionnaire de TF1, il va introduire sa société à la Bourse de Paris et rêve, lui aussi, d'éditer un quotidien populaire en liaison avec l'Agence centrale de presse, contrôlée par son fils, Ian Maxwell.

Le rachat du premier quotidien économique français, *les Echos*, par le groupe britannique Pearson a jeté une lumière crue sur la fragilité des journaux nationaux face aux convoitises étrangères. Les responsables politiques ont beau s'émouvoir, cette réalité est incontournable. La presse écrite ne peut accéder à la maturité économique sans rencontrer, du même coup, la concurrence internationale et la proximité du grand marché européen de 1992 risque de déclencher une vague d'OPA et de rachats surprises. A vrai dire, la pénétration étrangère sur le marché de la presse française est déjà bien entamée. Condé-Nast, filiale de l'éditeur américain Newhouse, fut parmi les premiers à implanter en France un « clone » de la revue américaine *Vogue*. Prisma Presse, filiale du géant ouest-allemand Bertelsmann, a repris avec succès la même stratégie en lançant *Géo* et *Ca m'intéresse*, pures copies des magazines d'outre-Rhin.

Le troisième combat se prépare dans les états-majors d'Hachette,

d'Havas et du groupe Hersant. On y rêve d'un grand quotidien populaire capable de retrouver l'audience de masse de *France-Soir* en 1960 (1 300 000 exemplaires) ou d'imiter les grands quotidiens britanniques qui tirent 2 millions d'exemplaires. La maîtrise de l'impression en couleur ne permettrait-elle pas de reconquérir un lectorat dévoré de l'écrit par le foisonnement des images?

Premier groupe lancé dans ce nouveau défi, Hachette vient pourtant d'abandonner son projet *Omega*. C'est que la diffusion nationale d'un quotidien populaire se heurte en France à la concurrence des quotidiens régionaux qui règnent en maîtres dans leur territoire. C'est sans doute ce qui a poussé le groupe de M. Jean-Luc Lagardère à changer de stratégie et à prendre le problème à l'envers. Hachette, qui dispose d'un trésor de guerre de 3 milliards de francs, a pris le contrôle du *Provençal*, continue la *Dépêche du Midi*, le *Midi Libre* et guette les successions difficiles d'autres quotidiens régionaux.

La partie est pourtant loin d'être gagnée. Havas, à travers sa filiale Régions communications, caresse le même projet d'un pool de journaux régionaux. Et, surtout, le groupe Hersant possède toujours un formidable empire régional.

La concurrence entre les groupes pour le rachat de quotidiens de province fait monter leurs prix. Evalué il y a deux ans à 800 F l'exemplaire, le prix d'un quotidien régional grimpe aujourd'hui jusqu'à 1 500 F l'exemplaire. Cette flambée des prix a revalorisé les actifs du groupe Hersant et permet au géant de la presse française d'obtenir encore des crédits des banques, malgré ses difficultés sur la Cinq. M. Robert Hersant surveille attentivement les successions difficiles au *Midi Libre* (Montpellier), à l'*Est républicain* (Nancy) et à *Nice-Matin*. Il tient aussi au chaud son projet parisien, *Paris-Star*, qui pourrait servir de tête de pont (grâce à ses 100 000 exemplaires) à un lancement de plus grande envergure.

Mais les grands groupes français doivent aussi compter avec la concurrence étrangère. Hachette a disputé le *Provençal* au magnat de la presse britannique, Robert Maxwell. Et ce dernier n'a pas dit son dernier mot sur le marché français. Actionnaire de TF1, il va introduire sa société à la Bourse de Paris et rêve, lui aussi, d'éditer un quotidien populaire en liaison avec l'Agence centrale de presse, contrôlée par son fils, Ian Maxwell.

Le rachat du premier quotidien économique français, *les Echos*, par le groupe britannique Pearson a jeté une lumière crue sur la fragilité des journaux nationaux face aux convoitises étrangères. Les responsables politiques ont beau s'émouvoir, cette réalité est incontournable. La presse écrite ne peut accéder à la maturité économique sans rencontrer, du même coup, la concurrence internationale et la proximité du grand marché européen de 1992 risque de déclencher une vague d'OPA et de rachats surprises. A vrai dire, la pénétration étrangère sur le marché de la presse française est déjà bien entamée. Condé-Nast, filiale de l'éditeur américain Newhouse, fut parmi les premiers à implanter en France un « clone » de la revue américaine *Vogue*. Prisma Presse, filiale du géant ouest-allemand Bertelsmann, a repris avec succès la même stratégie en lançant *Géo* et *Ca m'intéresse*, pures copies des magazines d'outre-Rhin.

Le troisième combat se prépare dans les états-majors d'Hachette,

d'Havas et du groupe Hersant. On y rêve d'un grand quotidien populaire capable de retrouver l'audience de masse de *France-Soir* en 1960 (1 300 000 exemplaires) ou d'imiter les grands quotidiens britanniques qui tirent 2 millions d'exemplaires. La maîtrise de l'impression en couleur ne permettrait-elle pas de reconquérir un lectorat dévoré de l'écrit par le foisonnement des images?

Les éditeurs français ont relevé avec quelque retard ce quatrième défi. Mais, depuis deux ans, les journaux nationaux commencent à essaimer hors des frontières de l'Hexagone. Elle a des éditions aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, à Hongkong et en Allemagne fédérale. Le magazine de cinéma *Première* a réussi sa percée sur le marché américain. Le *Grain de Sésame* édité à Hongkong n'est autre que le magazine pour enfants, *Okapi*, du groupe Bayard. Mais la contre-offensive ne se limite pas à l'exportation de titres: CEP-Communication (Havas) a pris pied en Italie en rachetant le groupe de presse informatique Primus Linea. Hachette et le groupe Rizzoli-*Corriere della Sera* ont scellé une alliance en échangeant une partie de leurs actions.

#### Une industrie culturelle

Stratégies internationales, concentrations, OPA étrangères. Prises dans la logique de l'entreprise, la presse écrite est devenue une marchandise comme une autre. Faut-il pour autant l'abandonner complètement à la dynamique commerciale, oublier l'esprit de l'ordonnance de 1944, renoncer à toute défense du pluralisme? Depuis la Libération, le débat s'est focalisé sur la presse quotidienne et ses enjeux politiques. Il mériterait aujourd'hui d'être élargi et repris en termes plus économiques.

Comme toutes les autres industries culturelles, la presse écrite doit marier la nécessaire diversité des initiatives créatrices et les concentrations qu'imposent les contraintes industrielles. La puissance publique ne peut abdiquer, dans ce secteur, le rôle régulateur qu'elle exerce dans le livre, le cinéma ou la télévision. Encore faut-il trouver les mécanismes adéquats.

La réglementation de 1944, en limitant la concentration des titres, heurtait la logique économique. Le véritable danger semble venir aujourd'hui de la concentration des acteurs publicitaires et de la formidable pression qu'elle exerce sur les médias. Le conseil de la concurrence s'est livré récemment à une analyse très critique du fonctionnement des centrales d'achat, mais il ne peut aller plus loin sans être invité par le ministère de l'économie et des finances.

Le pluralisme de la presse dépend aussi étroitement du maintien des solidarités nouées en 1947 autour de la distribution et de l'approvisionnement en papier. Or ces coopératives sont périodiquement menacées d'écroulement. Les grands groupes de presse sont en effet tentés de créer leurs propres réseaux, d'obtenir de meilleures conditions tarifaires, remettant ainsi en question les prérogatives nécessaires à la survie des titres moins puissants.

Enfin, les aides directes de l'Etat méritent une solide réforme, comme le recommandait il y a deux ans la Cour des comptes. Pourquoi la puissance publique continuerait-elle à financer indistinctement des publications aussi différentes que *la Croix* et *Playboy*? Il serait plus logique, à l'exemple d'autres secteurs de l'activité culturelle, de concentrer les aides sur les petites entreprises et la création de nouveaux titres. Une mesure que préconisait déjà, il y a neuf ans, le rapport de M. Georges Vedel.

YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

#### L'hebdomadaire « Médias » candidat à la reprise du « Matin »

L'hebdomadaire spécialisé *Médias* a déposé, le vendredi 22 janvier, un dossier de reprise du quotidien *le Matin de Paris*, en dépôt de bilan depuis le 18 janvier. *Médias*, fondé en octobre 1979 et dirigé par M. Eudes Delafon, beau-frère de M. Francis Bouygues, dont il est le conseiller, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 42 millions de francs pour un résultat net de 3,7 millions. Son dirigeant prévoit de créer un quotidien spécialisé dans le domaine de la communication (rôle des médias en politique, médias et économie, les professions de la communication, etc.), qui s'appellerait le *Matin des médias*. L'investissement financier est de 21 millions de francs sur trois ans souscrits par le journal, ses actionnaires et des banques. M. Delafon compte atteindre l'équilibre en vendant 30 000 exemplaires au prix de 5,90 francs et assure pouvoir dégager un bénéfice de 1 million de francs au bout de trois ans, grâce à une augmentation de la diffusion, de la pagination et du prix de vente. Quatre-vingt-un des cent dix-huit salariés actuels du *Matin* seraient réembauchés.

Le dossier de reprise du *Matin* a été déposé auprès de M. Yannick Favre, l'administrateur désigné par le tribunal de commerce de Paris, quelques heures avant la clôture des candidatures, le vendredi 22 janvier. Il reste maintenant au tribunal à examiner cette candidature.

Le sort du *Matin* sera définitivement scellé le mardi 26 janvier. Si le dossier de *Médias* (sa diffusion payante était en 1986 de 11 378 exemplaires en moyenne par semaine) n'était pas jugé assez solide sur le plan social et financier, le *Matin* pourrait alors être mis en liquidation. Cependant, des candidats peuvent se manifester jusqu'à mardi. Les autres prétendants auparavant intéressés par le quotidien - M. Jean-François Kahn, directeur de *l'Evénement du jeudi*, et M. Michel Hommel, responsable d'un groupe de presse spécialisé (*Auto-Rebdo*, *Télé 77*, etc.) - ne se sont pas manifest











## AFFAIRES

Pour échapper à son rachat par Hoffmann-La Roche

### Sterling Drug se jette dans les bras de Kodak

La société pharmaceutique américaine Sterling Drug a décidé de se vendre à Eastman Kodak pour échapper à un rachat par le groupe chimique suisse Hoffmann-La Roche.

Le géant américain de la photo propose un prix de 89,5 dollars l'action, nettement supérieur à la dernière offre d'Hoffmann-La Roche (81 dollars). L'opération lui coûtera donc au total 5,1 milliards de dollars, payés « cash ». L'entreprise bâloise avait pourtant renchérit par deux fois son offre : alors qu'elle avait proposé dans un premier temps 72 dollars pour une action Sterling Drug, elle était montée à 76 puis à 81 dollars, ce qui représentait un débours considérable (4,83 milliards de dollars). Cette OPA était d'ailleurs la plus importante lancée dans la chimie américaine.

Sterling Drug, un des plus grands fabricants américains d'analgésiques (aspirine, paracétamol...) avec un chiffre d'affaires de 1,75 milliard de dollars, n'a cessé de s'opposer à l'attaque du géant suisse. Arguant d'abord que l'offre n'était pas assez chère, elle a reproché ensuite au groupe bâlois d'avoir diffusé des informations financières

inexactes. La Security Exchange Commission (SEC), très efficace gendarme de la Bourse de New-York, a d'ailleurs demandé aux autorités suisses la levée du secret bancaire dans cette affaire.

Hoffmann-La Roche a retiré son OPA sur Sterling Drug. On peut remarquer qu'en moins d'une semaine deux groupes pharmaceutiques européens partis à l'assaut des États-Unis se heurtent à des difficultés insurmontables et à des barrières financières considérables. Le français Sanofi, qui s'était lancé presque en même temps qu'Hoffmann-La Roche à l'attaque du Nouveau Monde, l'a appris à ses dépens il y a quelques jours à peine dans l'affaire Robins (*le Monde* du 22 janvier). Dans les deux cas, les assaillants se sont heurtés à des groupes américains prêts à mettre des sommes énormes sur la table pour s'opposer à leurs visées.

On avait cru que la chute des cours en Bourse suffirait à favoriser des rachats à bon prix d'entreprises dans le monde entier. Cela s'avère plus difficile que prévu pour les Européens aux États-Unis.

F. V.

Mis en service à Val-d'Isère

### Le funiculaire revient à la mode dans les stations de sports d'hiver

VAL-D'ISÈRE  
de notre correspondant

Le Funival, premier funiculaire construit en France dans une station de sports d'hiver est entré en service, à Val-d'Isère, le vendredi 22 janvier. La future station olympique organisatrice des épreuves de ski alpin masculin avait un urgent besoin d'une remonte mécanique de forte capacité pour résoudre les problèmes d'engorgement au départ de la station.

La réalisation d'un viaduc de 600 mètres prolongé par une galerie de 1,7 kilomètre croisée dans le rocher permettra à un train de cabines d'acheminer, en 4 minutes 30 secondes 272 personnes au sommet du rocher de Bellevard (2700 m) et d'« avaler », grâce à une rampe de 53 %, 900 m de dénivelé. Ce funiculaire, qui sera le plus rapide du monde - sa vitesse est de 12 mètres par seconde - grâce notamment à l'installation d'un moteur hydraulique (une première pour un funiculaire de montagne), aura coûté plus de 75 millions de francs.

Le funiculaire, qui avait connu un réel engorgement jusqu'à la fin des années 30 dans les stations de l'Arc alpin, essentiellement en Suisse et en Autriche, avait été par la suite délaissé au profit du téléphérique. Ce type d'appareil a été relancé timidement il y a une dizaine d'années dans ces deux mêmes pays. En 1984 fut inauguré à Saas-Fee (Suisse) un « métro alpin » permettant de gagner le glacier de l'Allain. A l'origine, les promoteurs du projet avaient envisagé la construction d'une télécabine dans ce site admirable du Valais mais ils durent y renoncer sous la pression des défenseurs de l'environnement.

Dans les stations françaises, plusieurs projets de funiculaires ont été débloqués à la suite de la construction du Funival. Un funiculaire aérien entrera en service pour les vacances de Noël 1988 entre la gare de Bourg-Saint-Maurice où arrivent les trains du TGV et la station d'Arc-1600. Aux Deux-Alpes, les travaux de construction d'un funiculaire sous le glacier du Mont-de-Lans, à 3 000 mètres, ont débuté depuis six mois et se poursuivront pendant tout l'hiver.

CLAUDE FRANÇILLON.

Afin de constituer le premier groupe bancaire espagnol

### Le Banco de Bilbao et le Banco de Vizcaya pourraient fusionner

Un nouveau coup de tonnerre vient d'éclater dans le ciel bleu de la banque espagnole, qui va une fois encore se trouver secouée. Le Banco de Bilbao, troisième établissement du pays, envisage de fusionner avec le Banco de Vizcaya, numéro six de la péninsule, pour constituer, éventuellement, le premier groupe bancaire espagnol, assez loin devant le numéro un, le Banco central, et le numéro deux, le Banco español de credito (Bancosto). Le projet de fusion, lancé par le dynamique président du Banco de Bilbao, José Angel Sanchez Asain, est « amical », c'est-à-dire que les négociations, si elles aboutissent, seront menées dans un esprit de collaboration avec M. Pedro de Toledo, président du Banco de Vizcaya.

Cette initiative fait suite à l'échec, en décembre dernier, du projet de fusion d'OPA du Banco de Bilbao sur le Bancosto : la réaction de l'établissement espagnol avait été tellement vive (l'OPA n'avait même pas pu être matériellement déposée)

que M. Asain s'était vu contraint de renoncer. Sa préoccupation était de préparer « l'horizon 1992 », date à laquelle les barrières financières seront abaissées dans la CEE, et de « muscler » la banque espagnole, de dimensions beaucoup trop réduites par rapport à leurs homologues européens. Les sept grandes banques de la péninsule, en y ajoutant les très puissantes caisses d'épargne, ne pèsent pas beaucoup plus lourd que la seule BNP française. On remarque que le projet de fusion intéresse deux banques très prospères et très bien dirigées du nord de l'Espagne, traditionnellement tournées vers l'extérieur, et donc plus ouvertes à l'idée de l'Europe. Pour elles, il convient d'aller vite, comme le montre une publicité récente du Banco de Bilbao, où l'on voyait une montre faire tic-tac sur un horizon 1992, avec cette mention : « L'heure avance ».

FRANÇOIS RENARD.

Malgré l'opposition du tribunal de commerce

### La Générale de Belgique a augmenté son capital

A l'issue d'une première semaine d'hostilité, la situation reste confuse tant sur le plan financier que juridique dans la bagarre qui oppose M. Carlo De Benedetti et Dumoulin Leblé à la Société générale de Belgique. Vendredi 22 janvier, alors que la cotation de l'action Société générale de Belgique représentait les courtiers de la Bourse de Bruxelles ont relevé une forte fébrilité autour du titre. Plus de 500 000 actions auraient été échangées. Qui achète ? M. De Benedetti, qui par l'intermédiaire de Cerus possède déjà 18,6 % du capital de la Générale, ou des amis de la direction du holding belge ? La Commission bancaire avait pourtant recommandé aux uns et aux autres de ne pas acheter de titres tant qu'aucune décision définitive concernant l'augmentation de capital envisagée par les dirigeants de la Société générale n'aurait été arrêtée.

A ce sujet, M. De Benedetti avait obtenu, au cours de la semaine écoulée deux décisions en sa faveur du tribunal de commerce de Bruxelles, celui-ci jugeant que la Générale ne pouvait procéder à une augmentation de capital décidée après l'annonce de la tentative d'OPA. Sur ce terrain, les dirigeants du premier groupe financier belge veulent contre-attaquer. Sur le plan juridique, la Société générale a indiqué, par une procédure en cours, qu'elle envisageait de nouvelles procédures avec le tribunal de commerce. Mais surtout, le

porte-parole de la banque, M. Luc Van de Vyver, a annoncé que, malgré l'opposition du tribunal, la Générale a émis 12 millions de nouvelles actions. Celles-ci ont été placées, au prix de 3350 francs belges, auprès d'intermédiaires. L'objectif de cette augmentation de capital de 43 % est d'affaiblir le poids de M. De Benedetti dans l'actionnariat du groupe.

Commentant devant la presse internationale l'attaque dont il fait l'objet, M. René Lamy, le gouverneur de la Société générale de Belgique, a déclaré, vendredi à Bruxelles, « Nous ne voulons pas que la Belgique devienne un pays colonisé... Nous n'acceptons pas cette agression », dénonçant en particulier la « démarche impérialiste » de M. De Benedetti et ses amis.

Le conseil de la concurrence saisi du dossier Cotelis. — M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, a saisi le conseil de la concurrence au sujet de la vente par le groupe ouest-allemand Herkel de la moitié des actions de Cotelis, ancienne branche de produits d'entretien de L'essier. Herkel souhaitait céder cette part à l'américain Golgates-Palmolive pour 910 millions de francs. Les deux groupes voulaient gérer en commun Cotelis et son laboratoire de recherche.

Conflits syndicaux dans une maison pour enfants en difficulté

### L'Avenir social mis en cause par la CGT

Depuis une semaine, la maison d'enfants du hameau d'Orgemont (Essonne), qui accueillait des enfants en difficulté, est gardée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les fidèles militants de la CGT, munis de talkies-walkies, patrouillent sur les lieux depuis le 13 janvier, chargés de « mettre l'établissement sous bonne garde ». La maison d'enfants, gérée par le syndicat, serait-elle menacée ?

« La semaine dernière, cet établissement était occupé par des membres du personnel en grève », répond M. Pierre Blanchard, directeur de l'association L'Avenir social, qui gère l'établissement. Pour que la direction puisse assurer ses responsabilités, il lui fallait absolument reprendre ces locaux. Les choses ont été bien menées, et les grévistes ont quitté les bâtiments. Nous restons maintenant aux alentours, afin de les protéger ».

M. Pierre Blanchard reste malgré tout peu disert sur les circonstances exactes de ce « départ volontaire ». « Il n'y a eu ni boucledou, ni vote de fait, ni affrontements », dit-il. Des trente et un membres du personnel en grève depuis le 5 janvier est bien différent. Réfugiés dans un local de la CFDT, à la maison des syndicats d'Evry (Essonne), ils parlent de manches de pioche, de barres de base-ball et de barres de fer. « Aux alentours de midi, le 13 janvier, une centaine de membres du service d'ordre de la CGT se sont portés aux abords de la maison et dans les locaux, et se sont mis à filtrer les entrées, racontent-ils. Nous étions cernés et très inquiets. Ils sont restés là tout l'après-midi et toute la soirée, avant de donner violemment l'assaut à 4 heures du matin. Toutes les portes ont sauté en même temps, et nous avons été plaqués contre les murs. Ensuite, ils nous ont contrôlés et délogés de force ».

Alertée, la préfecture du département de l'Essonne ordonne alors la fermeture provisoire de cet établissement, rongé depuis près de deux ans par un conflit sans issue. L'Avenir social, fondé en 1906 par une jeune institution engagée dans le mouvement ouvrier, créé au début du siècle, est un héritage de la CGT unitaire du début du siècle. Son conseil d'administration, qui compte cinquante-trois membres, comprend aujourd'hui quarante-trois représentants de la CGT. L'établissement, dirigé par deux militants de ce syndicat, M. Jean Cintas et Alain Prat, depuis 1980, a vécu en paix jusqu'à l'année dernière.

« J'étais un peu le directeur « politique » de la maison, raconte M. Jean Cintas. En février 1980, le conseil d'administration m'avait demandé de redresser l'établissement ».

ment, qui était dans un piteux état, tout en conservant l'esprit CGT de l'institution. J'ai accepté. J'ai remis le navire à flot, élaboré un projet pédagogique avec les éducateurs ».

« Cette maison, qui n'accueillait que des enfants issus du canal syndical, a pu ouvrir ses portes à des enfants en difficulté, placés par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS). L'établissement recevait dès lors des prix de journée de DDASS et dépendait de moins en moins des dons ou des cotisations de la CGT. Mais, peu à peu, au contact des enfants, j'ai refusé de développer l'esprit CGT. Les enfants n'ignoraient pas l'identité de la maison, et je favorisais les échanges avec les stagiaires de l'école de formation syndicale toute proche. Mais je ne voulais pas aller plus loin. Finalement, je n'étais pas le « politique » qu'ils avaient espéré ».

Perte de confiance

Cet esprit d'indépendance ne plaît guère au conseil d'administration, qui multiplie les rappels à l'ordre. M. Jean Cintas, accusé d'« antisyndicalisme », tient bon. Il est licencié le 13 février 1987. Motif officiel : « Perte de confiance ». Il ne sera pas remplacé.

Les éducateurs, soutenus par le directeur pédagogique, M. Alain Prat, tentent malgré tout de maintenir le statu quo. Mais les pressions reprennent de plus belle. Dans une lettre du 9 mars 1987 le conseil d'administration, qui rappelle que « L'Avenir social est un maillon de la chaîne de solidarité voulu et organisé par la CGT au service de ses adhérents et des familles de salariés victimes du système d'exploitation », demande au personnel d'« examiner comment, avec les familles et les enfants être partie prenante de la grande manifestation du 22 mars 1987 à Paris pour la défense de la sécurité sociale ».

Lassé par ce harcèlement sans fin, M. Alain Prat, dessaisi peu à peu de la plupart de ses responsabilités, démissionne en novembre 1987. Une équipe d'« experts », mandatée par le conseil d'administration, débarrasse alors l'Orgemont, afin d'analyser la situation. Au fil des mois, les relations avec le personnel, auparavant bonnes, se dégradent. Les sous-effectifs puis par de nouveaux désaccords, se dégradent.

Travail en miettes

Le 5 janvier, trente et un des trente-huit membres du personnel se mettent en grève. « L'Avenir social est le bien commun des syndicats de la CGT », se défend le président de l'association, M. Pierre Blanchard, qui reconnaît avoir peu de fautes professionnelles à reprocher aux éducateurs. Il colle à la peau des syndiqués : ils ont jugé que notre identité était en danger, et ils ont réagi. Cette identité aura coûté sa place au directeur de l'établissement. Sa place, et bien plus encore. Cet ancien mineur de charbon, dont les cinq frères se sont battus au sein de la Résistance, avait traité tout ans de syndicalisme derrière lui. « Je suis amant, soupire-t-il, je suis issu d'une famille à l'entraînement syndical très fort, et nous sommes tous sortis très épris de cette histoire. Si ce n'était pas moi, je pense que mes frères ne me croiraient pas. J'ai été mis en cause dans l'Humanité et dans des tracts de la CGT, et mes anciens amis du syndicat n'ont plus aucun contact avec moi. Pour eux, je suis un traître ; et je les comprends. Il y a dix ans, j'aurais sans doute réagi comme eux pour ne pas mettre en cause le mouvement syndical ; je me serais trouvé des prétextes ».

Aujourd'hui, les cinquante-sept enfants de l'établissement sont dispersés ici et là : certains ont rejoint leur famille ; d'autres ont été précipitamment placés dans des foyers de la DDASS ou dans une famille d'accueil provisoire.

« Ils étaient en rupture de tout lorsqu'ils sont arrivés à Orgemont, explique M. Jean-Luc Colombanni, un des éducateurs, mais nous avions fini par les remettre sur pied. Aujourd'hui, ils sont tous séparés, et certains ont quitté le département. Leur scolarité a été brutalement interrompue. Quelle que soit l'issue du conflit, le travail de plusieurs années est en miettes ».

ANNE CHEMIN.

## ÉTRANGER

URSS

### Le conseil des ministres satisfait des résultats de 1987

Le conseil des ministres soviétique s'est réuni, le vendredi 22 janvier à Moscou, pour dresser un premier bilan économique de l'année 1987. D'après le compte rendu publié par l'agence Tass, les dirigeants soviétiques auraient estimé que « des changements vers le mieux ont commencé à apparaître ». Mais un nombre toujours important d'entreprises continueraient à travailler à perte.

Selon l'agence de presse soviétique, la production annuelle de blé aurait dépassé en 1987, comme en 1986, 210 millions de tonnes. Elle serait ainsi supérieure de 17 % à celle des années du quinquennat précédent (1981-1985). Le conseil des ministres se serait félicité du développement de la production industrielle, ainsi que de l'augmentation de la production de viande et de lait. Le nombre de logements construits en 1987 aurait été de 15 % supérieur à celui de 1985.

Mais l'agence de presse souligne que plusieurs objectifs importants n'ont pas été atteints. Pour 1986 et 1987, la croissance du revenu national n'aurait été que de 6,5 %, alors que le plan visait 8,2 %. Dans le journal du gouvernement, les *Izvestia*, de vendredi, le vice-président du Comité

d'Etat pour les normes, M. L. Issaev, estime que 14,2 % seulement de la production globale soviétique répond aux critères des marchés mondiaux. En 1990, explique-t-il, « il faudra intégrer en totalité » ces nouvelles normes dans la production. Dans le prochain quinquennat (1991-1995), « toute notre production devra répondre aux normes internationales », ajoute M. Issaev.

### Consommation Légère progression en décembre en France...

Selon l'INSEE, la consommation des ménages en produits manufacturés a légèrement progressé en décembre par rapport au mois précédent, de 1,2 % en chiffres corrigés des variations saisonnières. Les ventes de produits manufacturés, en décembre, se sont montées à 48,94 milliards de francs contre 48,35 milliards en novembre. Cette légère hausse résulte de mouvements opposés et en général de faible ampleur : augmentation de la consommation d'automobiles et de textile, d'un côté, forte baisse de la

d'Etat pour les normes, M. L. Issaev, estime que 14,2 % seulement de la production globale soviétique répond aux critères des marchés mondiaux. En 1990, explique-t-il, « il faudra intégrer en totalité » ces nouvelles normes dans la production. Dans le prochain quinquennat (1991-1995), « toute notre production devra répondre aux normes internationales », ajoute M. Issaev.

« L'année de deux jours d'entrées », à Moscou les 20 et 21 janvier, le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a relevé chez ses interlocuteurs soviétiques un « langage concret » et une volonté de traiter les affaires sans « langue de bois » ni confrontation qui lui ont paru de bon augure.

## REPÈRES

consommation d'électronique grand public (- 7 %) et du cuir, de l'autre. La consommation des ménages est donc demeurée soutenue jusqu'à la fin de l'année sans subir encore l'influence du krach boursier.

### Onzième hausse mensuelle consécutive au Japon

Les dépenses des ménages japonais ont augmenté en novembre de 2 % par rapport à l'année précédente, à 286,277 yens en moyenne (2100 dollars), a annoncé l'agence gouvernementale de gestion et de coordination. Cette hausse représenterait la onzième hausse mensuelle consécutive.

La Grande Commission franco-soviétique

### Un « langage concret a remplacé la langue de bois », constate M. Michel Noir

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

A l'issue de deux jours d'entrées, à Moscou les 20 et 21 janvier, le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a relevé chez ses interlocuteurs soviétiques un « langage concret » et une volonté de traiter les affaires sans « langue de bois » ni confrontation qui lui ont paru de bon augure.

Ces entretiens se sont déroulés dans le cadre de la vingt-deuxième Grande Commission franco-soviétique, qui se réunit une fois par an, alternativement à Paris et à Moscou, pour examiner l'état de la coopération bilatérale économique, commerciale, scientifique et technique.

Aucun résultat spectaculaire n'était attendu de cette réunion. M. Michel Noir en a tiré devant la presse des enseignements qui confirment surtout, selon lui, une tendance perceptible, depuis un an environ, celle d'une attitude plus amicale et plus concrète des Soviétiques.

Les Français auront en outre été les seconds partenaires occidentaux, après les Belges, à prendre connaissance d'un projet soviétique d'accord de protection réciproque des investissements. L'absence de garanties de ce type était jusqu'à présent l'un des principaux éléments de la réticence des entrepreneurs français à l'égard de la création de sociétés mixtes franco-soviétiques. Les Français vont maintenant étudier ce texte, et des pourparlers vont être entamés, qui devraient permettre la conclusion d'un accord d'ici quelques mois, selon M. Noir.

Trois des dix-neuf sociétés mixtes soviéto-occidentales déjà existantes ont été créées dans des partenaires français (*le Monde* du 21 janvier) et trois autres sont en cours de négociation.

La Grande Commission a, par ailleurs, décidé de renforcer la coopération « en matière de formation des cadres ». Cette disposition reste cependant très floue et, mis à part l'envoi d'une mission d'experts français à une date hypothétique, M. Michel Noir n'a pas été en mesure d'aller plus loin dans le détail à ce sujet.

### Réduction des échanges commerciaux

Quant aux échanges commerciaux franco-soviétiques, il faut bien reconnaître, comme l'a d'ailleurs fait le communiqué final, qu'ils ont continué à se réduire en 1987. La France se plaint que le nombre de contrats de vente de biens d'équipement français à l'URSS reste insuffisant ; cette dernière rétorque, comme toujours, que ce nombre pourrait être bien plus élevé « si les offres françaises étaient plus compétitives ».

Dans le domaine de l'agro-alimentaire, M. Noir a reconnu que « les temps sont un peu difficiles ». Pour la première fois cette année, la France n'a pas pu fournir à l'URSS les 4 millions de tonnes de céréales prévues : les Français ne pouvaient fournir aux Soviétiques que du blé (pour le bétail (blé fourrager), dont ils ont pris 2 millions de tonnes, alors qu'ils auraient voulu du blé panifiable, pour l'alimentation.

SYLVIE KAUFMANN.

حکومت اسلامی



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

LORSQUE la cloche sonna vendredi pour signifier la fin de la séance officielle, la consternation se lisait sur de nombreux visages. La majorité des intervenants ont été en effet surpris par ces cinq journées consécutives de replis importants et surtout dénotées par l'afflux d'ordres de vente qui est allé en augmentant au fil des jours. Cette vague a accéléré le cycle de baisse dans lequel la place parisienne est entrée le 19 octobre. Et le bilan est lourd. Tout d'abord, le premier mois boursier de l'année 1988, achevé jeudi, s'est terminé par une perte de près de 10 % (9,41 % précisément) sur l'ensemble des valeurs cotées. Plus grave, cette liquidation de janvier s'ajoute à trois autres liquidations négatives. Deux d'entre elles (octobre et novembre) furent de véritables « bains de sang » avec respectivement 21,19 % et 14,14 % de perte. Une troisième dégradation était observée en décembre (-1,1 %). Cette semaine également, l'indice CAC de la Compagnie des agents de change est tombé au-dessous de son niveau le plus bas de l'année 1987 (270,3 le 11 décembre). Mercredi, il revenait au niveau de celui atteint au 31 décembre 1985, pour clôturer vendredi à 258,1, en recul de près de 5 % par rapport au vendredi précédent.

Plus inquiétantes pour les opérateurs, sont les constatations des analystes sur graphiques. Ceux-ci estiment que le CAC, après avoir « enfoncé la barre des 270 », ne se stabilisera que lorsqu'il atteindra son prochain seuil de résistance qui s'inscrit aux alentours de 220. Cela représente une baisse potentielle de 15 %.

## Le désarroi des petits porteurs

« La passion l'emporte sur la raison et il ne sert à rien d'essayer d'aller à l'encontre du mouvement », constatait un agent de change frappé comme nombre de ses confrères par l'immaturité du marché français. Les mêmes excès à la hausse des premiers mois de 1987 sont commis aujourd'hui à la baisse. Ainsi, à la même époque voilà un an, les investisseurs, dans l'euphorie ambiante, n'intégraient dans leur raisonnement que les bonnes nouvelles, rejetant systématiquement les mauvaises. Aujourd'hui, à l'inverse, ils ne retiennent que les données inquiétantes en les amplifiant. Tous les signes réconfortants au niveau économique ou industriel sont systématiquement éliminés, fussent-ils même excellents. Prenons les exemples de la SCOA et de l'annonce, dans un communiqué mercredi, des pertes pour son exercice achevé. L'action fut alors incotable, le nombre de vendeurs étant nettement supérieur à celui des acheteurs. Jeudi, elle perdit 32 % et vendredi plus de 12 %. La

## Une rechute très inquiétante

première des privatisées, quant à elle, publiait vendredi ses résultats qui se traduisaient par une progression de 90 % de son bénéfice net en 1987. La conséquence fut immédiate et désarmante : le titre recula de 1 % en séance.

Le pessimisme ambiant, qui, jusqu'alors, était circonscrit à l'enceinte de la Bourse, s'est étendu cette semaine à la clientèle particulière. L'ensemble des actionnaires ont pu apprécier d'un seul coup d'œil l'ampleur des dégâts en recevant ces derniers jours l'évaluation de leur portefeuille au 31 décembre 1987. Beaucoup soulignent se désengager le plus rapidement possible. Le gonflement du volume des transactions, qui est allé jusqu'à dépasser les 2 milliards de francs certains jours sur le marché à règlement mensuel, contre moins d'un milliard habituellement, s'explique en partie par ce motif.

Dès lundi, l'explosion de joie qui avait salué l'annonce d'une nette réduction du déficit commercial américain le vendredi précédent n'était plus que souvenir. De plus, les boursiers, qui attendaient un geste de la Banque de France et donc qui tablèrent sur une baisse d'un quart de point des taux directeurs, furent pris à contrepied. La Banque décidait de maintenir à 7,5 % son taux d'intervention. La déception contribua à la baisse de l'indicateur de tendance, qui clôtura sur une perte de 1,6 %. Le recul fut identique le lendemain et s'amplifia dès mercredi. La journée se termina sur un repli de 2,77 %. Le paroxysme fut atteint jeudi, jour de liquidation. La Bourse plongea de presque 4 % avant que les investisseurs institutionnels n'interviennent. Se posant en acheteurs face à la masse de vendeurs, ils purent limiter les dégâts et contenir la baisse à -1,5 %. Leurs interventions massives permirent aussi au mois boursier de janvier de terminer sur une perte qui, tout en étant élevée (-9,41 %), a été ramenée au-dessous du seuil psychologique de 10 %.

Mais est-ce suffisant pour stopper un tel mouvement de reflux ? Apparemment non, puisque, malgré les bonnes tenues de Wall Street, de Tokyo et malgré le raffermissement du dollar, la séance de vendredi fut consternante. Le premier jour du terme de février se clôt déjà sur un recul de près de 1 %.

Dans ces conditions, comment se déroulera la privatisation de Matra dont l'offre publique de vente se poursuivra jusqu'au 27 janvier ? L'action vendue à un prix attractif de 110 francs se négocie à Londres sur le « marché

## Semaine du 18 au 22 janvier 1988

gris » dans une fourchette oscillant entre 105 et 118 francs. Mais elle ne suscite pas sur ce marché officiel le même engouement que les autres privatisées. Les échanges sont en effet moins soutenus. Toute la question est de savoir combien d'actionnaires aura finalement Matra. Son président, M. Jean-Luc Lagardère, qui espérait 250 000 porteurs lors de la première tentative de privatisation en octobre, n'en attend plus aujourd'hui que 150 000. La cotation devrait reprendre le 9 février.

## Dans l'attente des raiders

Sur le second marché, malgré les déboires de la plupart de ses sociétés, les arrivées se poursuivent. Les laboratoires Dollois ont ouvert le feu mardi. Sur 133 000 titres proposés, 101 126 ont été placés et l'action a coté 150 francs, soit au niveau de son prix d'offre. Elle sera suivie le 27 et le 29 par la firme de services informatiques Unilog (au prix unitaire de 100 francs) puis par la Société de fabrication de sucre (voir encadré).

Enfin, les bas niveaux atteints par les cours devraient logiquement attirer les prédateurs d'entreprises, ne cessent d'affirmer les experts. Ils paraissent pour l'instant prêcher dans le désert. Car, à l'exception des batailles autour de Martell et de Bénédictine, aucun mouvement ne se dessine. Les raiders attendent-ils une chute plus importante avant de passer à l'attaque ? Pour l'instant, seuls les franchiseurs de soules dans le capital des firmes se multiplient. Beaucoup proviennent de SICAV, preuve de l'intervention des investisseurs institutionnels. Mais ils ne sont pas seuls. Ainsi Suez est entré à hauteur de 5 % dans le groupe de restauration collective Sodexo. Le Printemps a porté sa part dans la Redoute à 32,09 %. Et Framatome en a profité pour augmenter à 11,96 % sa participation dans Soerian, spécialisée dans la fabrication de connecteurs, et à 20,03 % celle dans la SFIM, société tournée vers l'instrumentation électronique.

Faut-il en conclure que, lorsque se déclenchera quelques OPAs (offres publiques d'achat), la place de Paris aura alors fini de manger son pain noir ? Rien n'est moins sûr. C'est aussi relatif que d'affirmer comme beaucoup de professionnels que le marché aura touché le fond lorsque les particuliers céderont à la panique et vendront en masse. Un seul élément est certain : Paris est devenue l'une des Bourses les moins chères du monde. Son rapport entre le cours et le bénéfice par action est de 8 pour les résultats attendus en 1988. Il est donc de deux points inférieur à celui des grandes places internationales. Mais est-ce suffisant pour séduire et attirer à nouveau les investisseurs étrangers ?

DOMINIQUE GALLOIS.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

En proie à l'incertitude

L'incertitude s'est à nouveau emparée de Wall Street après la flambée d'optimisme soulevée vendredi 15 janvier par la nette réduction du déficit commercial américain de novembre. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui était tombé sous la barre des 1 900 mercredi et jeudi, terminait néanmoins le vendredi 22 à 1 903,51 contre 1 956,07 la semaine précédente. Les investisseurs ont réagi par une vague de dégoûts, marquée à l'annonce d'une augmentation du surplus commercial du Japon avec les États-Unis en décembre, laissant anticiper une augmentation du déficit global pour ce mois.

La chute de l'action IBM à la suite de résultats trimestriels jugés décevants a accentué le saut-qui-penseur mercredi. Enfin, la décision de suspendre les programmes informatiques chaque fois que l'indice atteindrait une hausse ou une baisse de 75 points a dénoté les investisseurs vers les obligations.

	Cours 15 janv.	Cours 22 janv.
Alcoa	43 1/2	42 7/8
Allegra (ex-UAL)	72 3/4	72 1/2
ATT	29 1/8	28 1/8
Bearings	42 7/8	42 7/8
Chase Man. Bank	21 5/8	21 5/8
Da Pont de Nemours	81 1/8	76 7/8
Eastman Kodak	51 3/8	49 1/8
Exxon	40 7/8	38 5/8
Fort	41 1/2	41 3/4
General Electric	46 1/2	44 1/4
General Motors	63 3/8	61 1/2
Goodyear	59 1/4	57 3/8
IBM	118 5/4	110 3/8
ITT	47 1/2	45 5/8
Mobil Oil	40 7/8	41 1/2
Placer	30 1/2	29 3/8
Schlumberger	30	29 3/8
Texasco	37	37 7/8
Union Carbide	21 1/2	20 1/4
USX	31 1/2	28 1/2
Westinghouse	50 1/2	48 3/8
Xerox Corp	58 3/4	55

## LONDRES

Hantise d'une rechute

Le spectre du déficit commercial américain est revenu hanter la Bourse de Londres et réveiller les craintes d'une rechute du dollar. La nervosité des investisseurs s'est traduite par une vague de prises de bénéfices en début de semaine après la forte hausse du vendredi 15. La publication d'indicateurs économiques peu encourageants pour le Royaume-Uni (baisse des ventes du commerce de détail en décembre et de la production industrielle pour novembre) a aussi contribué à la baisse des cours. Toutefois, on notait un certain redressement de la tendance en fin de semaine.

Indice « FT » du 22 janvier : valeurs industrielles, 1 421 (contre 1 436,7) ; Fonds d'Etat, 88,69 (contre 87,9) ; mines d'or, 279,9 (contre 294,5).

	Cours 15 janv.	Cours 22 janv.
Bocchem	469	460
Bowater	367	372
Brit. Petroleum	257	259
Charter	315	308
Comstar	346	331
De Beers (*)	10	9 5/8
Free Gold (*)	12 3/8	11 1/8
Glaxo	10 2/5	10 5/16
Gt. Univ. Stores	16 7/8	16 7/8
Imp. Chemical	11 37/64	10 53/64
Shell	10 31/64	10 1/4
Unilever	594	497
Vickers	178	163
War Loan	37 5/8	38 1/8

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Feu de paille

L'envolée consécutive à la réduction du déficit de la balance commerciale américaine n'aura été qu'un feu de paille. Si, pour la seule journée de lundi, les valeurs ont enregistré une hausse moyenne de 5 %, les boursiers ont pris leur bénéfice dès les jours suivants. Le volume des transactions sur les huit places boursières d'Allemagne fédérale a atteint 9,92 milliards de DM contre 8,44 milliards de DM la semaine précédente.

Indice de la Commerzbank du 22 janvier : 2 464 (contre 2 228,9).

	Cours 15 janv.	Cours 22 janv.
AEG	175,70	177,10
BASF	236	234,90
Bayer	248	248,30
Commerzbank	208,50	202,80
Deutschebank	387	383,50
Hoechst	238,50	245
Karstadt	362,20	365
Mannesmann	102,80	106,80
Siemens	346,80	346
Volkswagen	305	215,30

## TOKYO

Reprise

Grâce à la remontée du dollar face au yen et dans l'attente d'un nouvel afflux de liquidités sur le marché, la Bourse de Tokyo a enregistré des gains substantiels. L'indice Nikkei repassait samedi au-dessous des 23 000. Le volume quotidien d'échanges a été élevé à 513,8 millions d'actions contre 459 millions la semaine précédente.

Indice du 23 janvier : Nikkei 23 125,33 (contre 22 603,65) ; général 1 855,56 (contre 1 800,36).

	Cours 14 janv.	Cours 22 janv.
Alcatel	450	470
Bridgestone	1 200	1 190
Cano	941	943
Fuji Bank	3 100	3 120
Honda Motor	1 330	1 330
Mitsubishi Electric	2 270	2 200
Mitsubishi Heavy	327	324
Sony Corp.	4 900	4 700
Toyota Motor	1 830	1 850

## Matériel électrique services publics

	22-1-88	Diff.
Alcatel	1 794	-121
Alstom	1 995,90	-27,10
CGE	189	30
Crouzet	118	-16,20
Général des Eaux	939	-93
IBM	623	-37
Intertrac	570	-9
ITT	256	-2
Legrand	1 908	-192
Lyonnaise des Eaux	976	-142
Matra	1 284	-91
Mérol-Gérin	335	-42
Motors Leroy-Somer	37,40	-4,60
PM L'Abinal	605	-99
Radio-technique	744	-111
Schlumberger	163	-2
SEB	540	-80
Siemens	1 135	-25
Signaux	1 398	-26
Télémelec. Electrique	3 015	-35
Thomson-CSF	121	-18,50

## Valeurs diverses

	22-1-88	Diff.
Acer	282,50	-34,50
Agence Havas	375,10	-24,90
Arjomari	1 570	-50
Bic	440	80
Bis	656	-94
CGIP	648	-96
Club Méditerranée	363	-1
Eschler	1 953	-72
Europe I	342,50	-37,50
Hachette	1 575	-35
L'Air Liquide	426	-54
L'Oréal	3 328	-262
Navigation Mixte	89,10	-7
Nord-Est	2 169	-121
Preses Cit	398	-26
Saint-Gobain	465	-21,10
Sanofi	630	-114
Sika Rossignol	630	-114

## Produits chimiques

	22-1-88	Diff.
Inst. Mérieux	2 400	-650
Labo. Bell	847	-73
Roussel UC	542	-88
BASF	782	-48
Bayer	829	-6
Hoechst	815	+10
Imp. Chemie	107,80	-5,70
Norsk Hydro	137,70	-0,70

## Shearson Lehman suspend l'utilisation des programmes informatiques

Shearson Lehman Brothers Inc., la grande banque d'investissements de Wall Street, a décidé, vendredi 22 janvier, de suspendre pour plusieurs mois l'utilisation des programmes informatiques liés aux spéculations sur les contrats à terme des instruments financiers.

L'annonce de cette suspension par Shearson intervient alors que de nombreux experts du gouvernement et du Congrès, examinent le rôle qu'ont joué ces programmes dans l'effondrement du 19 octobre 1987. Ceux-ci visent à jouer sur la différence qui existe entre le cours d'une action en Bourse à New-York et les contrats des indices boursiers sur les marchés à terme de Chicago. Ils déclenchent automatiquement des ordres d'achat ou de vente

sur l'un ou l'autre marché dès que les cours atteignent un niveau prédéfini.

Le 15 janvier, le New-York Stock Exchange (NYSE) a demandé aux firmes membres de la Bourse de New-York de ne pas recourir à l'ordinateur central de cette dernière lorsque les fluctuations des indices sont trop importantes (75 points de hausse ou de baisse pour le Dow Jones des trente valeurs vedettes).

Après le krach de Wall Street, les marchés à terme de Chicago ont également placé des limites quotidiennes de fluctuation sur les indices boursiers, comme ils en existaient déjà sur les marchés à terme des matières premières. (AFP.)

## Pétroles

	22-1-88	Diff.
Elf-Aquitaine	233	-12
Eso	251	-34
Exxon	219,50	-1,50
Petrolfins	1 495	+114
R.P. France	60	-11,40
Primagaz	469	-51
Raffinage	66	-11
Royal Dutch	688	-2
Sogehap	218	-32
Total	343,20	-15,80

## Bâtiment, travaux publics

	22-1-88	Diff.
Anaël d'entr.	690	-98
Bouygues	758	-122
Ciments Français	709	-101
Dumez	476,20	-65,80
DTM	327	-45
J. Lafarge	651	-58
Lafarge	1 025	-157
Maisons Phénix	32,40	-5,60
Poliet et Chausson	389	-55
SCREG	477	-93
SOE-SB	21,50	-7

## Mines, caoutchouc

	22-1-88	Diff.
Geophysique	266	-19
Imetal	125,60	-8,40
Michelin	153,50	-24,50
Min. Penarroya	32	-67
RTZ	36,20	-0,30
ZCI	1,45	-0,11

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	22-1-88	Diff.
4 1/2 % 1973	1 744,90	-10,10
10 % 1975	100,65	-
PME 0,6 % 1976	NC	-
8,50 % 1977	127	+1
10 % 1978	100,50	+0,10
9,80 % 1978	100	+0,45
9 % 1979	96,45	+1,25
10,80 % 1979	103,0	-0,60
16,20 % 1982	NC	-
16 % 1982	114,10	+0,60
15,75 % 1982	110,03	+0,18
CNEF 5 %	3 955	-67
CNB 5 000 F	101,70	-0,05
CNB Paribas 5 000 F	101,95	+0,05
CNB Suez 5 000 F	NC	-
CNT 5 000 F	101,83	-0,07

## Métallurgie

	22-1-88	Diff.
Alsip	170	-50
Alusuisse	620	-69
De Dietrich	1 065	-265
AVCOM	393	-36
Fives Il	60	-9,40
Marine Wendel	196	-45
Coltel	195	-19
Peugeot SA	534	-118
Pochar	NC	-
Sagem	1 200	-140
Saintes Châtillon	26,15	-3,35
Strat	369	-1,70
Vallo	331	-59,10
Valloir	35,85	-1,35

## Mines d'or, diamants

	22-1-88	Diff.
Anglo-American	91,40	-4,60
Amgold	505	-16
Bof. Gold M.	108,50	-2,30
De Beers	287	-43
Drif. Cons.	69,50	-2,70
Gencor	84,90	-6,10
Gold Field	85,90	-2,10
Harmony	55,70	-5,30
Randfontein	478	-8
Saint-Helena	60	-5,50
Western Deep	216	-20

## Banques, assurances

	22-1-88	Diff.
Bail Equipement	256	-12,80
Banque (Cie)	314,10	-51,70
Cetelem	571	-89
Chargem SA	618	-77
CFI	820	-5
Eurafrance	1 128	-122
Hénia (La)	400	-20
Imu. P. Monaco	287	-43
Locafin	340	-30
Incindus	930	-130
Midil	970	-130
Paribas	365	-5
O.F.P.	820	-77
Paris de résc	281	-29
Prétabail	1 145	-45
Randfontein	478	-8
Suez (Cie fin.)	228	-32
UCB	127,80	-15,20

## BONS DU TRÉSOR

Séance du 22-1-88

Echéances	Plus haut	Plus bas	Cours moyen	Variation (jour/mille)
Mars 88	-	-	92,06	+0,01
Jun 88	91,26	91,26	91,26	+0,01
Sept. 88	-	-	91,65	-

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 15 janv.	Cours 22 janv.
Or fin (lbre en barre)	86 100	86 400
(lb) en lingot	86 200	86 380
• Pièces françaises (20 fr.)	569	567
Pièces françaises (10 fr.)	381	380
Pièces suisses (20 fr.)	585	596
Pièces latines (20 fr.)	501	500
• Pièces tunisiennes (20 fr.)	495	490
Souverains	636	631
• Souverains Elizabeth II	638	638
• 100 francs	368	372
Pièces de 20 dollars	1 080	1 080
• - 10 dollars	1 535	1 502
• - 5 dollars	390	327
• - 50 pesos	3 445	3 365
• - 20 marks	600	625
• 10 florins	525	510
• - 1000	520	520



# Crédits, changes, grands marchés

## L'EUROMARCHÉ

### Apparente unité de vues

L'amélioration du sentiment général à l'égard de la devise américaine a fait se rejoindre les avis formels par les eurobanques du continent européen et celles de Londres. La réouverture du compartiment du dollar — dont le marché est à Londres — et le reflux des fonds placés en actions, qui se dirigent présentement sur les grands marchés obligataires du monde, amplifient l'impression d'apparente unité. Pourtant la scène demeure importante. Elle se manifeste souvent dans la façon dont on envisage les perspectives qui s'offrent au marché international des capitaux. Les établissements continentaux ne voient guère de possibilités d'accroître la durée des nouveaux emprunts. Trois, quatre, cinq ans sont des échéances à ne pas dépasser dans la plupart des monnaies. C'est ce qu'indique la clientèle que l'on suit de très près.

Dans la City, on ne veut rien exclure : si les puissantes institutions japonaises l'acceptaient, pourquoi ne pas émettre des emprunts en dollars sur dix ans ? Et ce qui importe tout particulièrement à Londres, la future liquidité sur le marché secondaire a moins d'importance en Belgique par exemple où le but est bien souvent de placer définitivement le papier. C'est ce que soulignait la semaine dernière un des plus éminents eurobanquiers de Bruxelles qui qualifie la liquidité de « certificat de non-placement ».

Les emprunteurs français ont été nombreux ces derniers jours, même en dehors du marché de l'eurofranc suisse qui n'en finira pas de surprendre. Electricité de France vient d'y lancer à 99,75 % un emprunt de 150 millions sur vingt ans muni d'un coupon de 5 %. On attendait, vendredi, que la même EDF sollicite le marché de l'eurofranc et l'on murmure que Cofirofin s'apprête à lever des fonds au Luxembourg.

Il convient de saluer la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) qui, au travers d'un grand euro-emprunt de 300 millions de dollars, a été non seulement le premier émetteur bénéficiaire de la garantie de la République française à se présenter cette année dans ce secteur, mais aussi le premier emprunteur pour une durée aussi longue que sept ans. Confie à la Banque Paribas Capital Markets, l'opération, munie d'un coupon de 9,25 %, est sortie lundi à un prix de 101,75 %. Cela correspondait alors à des conditions supérieures de 70 points de base au rendement des obligations comparables du Trésor américain.

En soi la marge est importante. Elle témoigne bien des incertitudes persistantes du marché. En termes relatifs, le coût en semble toutefois moins élevé si l'on sait que trois jours plus tard un emprunteur du secteur public japonais devait offrir des conditions plus attractives pour une opération de 150 millions de dollars lancée sur la même durée et

garantie par le Japon. Jeudi, à son lancement, le rendement du dernier euro-emprunt de JFM, l'organisme de financement des entreprises des collectivités locales japonaises, se situait à 80 points de base au-dessus de celui des obligations gouvernementales américaines. L'émission CCCE se valait, vendredi matin à l'intérieur des commissions bancaires, à 1,875 %.

La Banque française du commerce extérieur (BFCE) vient de s'adresser au marché de l'eurofranc danois. Son émission de 320 millions, garantie par la République française, a été fort bien reçue dans les portefeuilles de la clientèle privée européenne à laquelle elle s'adressait. Les obligations émises à 100,375 portent intérêt au taux de 10,25 % l'an jusqu'en 1991. Conformément à la réglementation danoise, c'est une banque de Copenhague, Privatbanken, qui est à la tête du syndicat de direction. La présence à ses côtés du Crédit commercial de France témoigne du rôle joué par la banque des Champagnes dans le montage d'une brillante opération de swap. La BFCE se retrouve finalement avec des francs français qui proviennent, dit-on, d'une émission lancée à Paris en

1986 pour Kjobenhavns Telefon, qui, elle, se procure en échange des couronnes dont elle a directement l'emploi.

Le Crédit local de France a réussi son entrée sur le marché international des capitaux. Son émission de 50 millions d'ECU sur trois ans, lancée mardi dernier, représente sa première apparition hors de France. Le coupon est de 7,50 % et le prix d'émission de 101. Crédit local est un nom encore inconnu. S'il est apparu si rapidement sur la scène internationale, c'est en raison d'une possibilité de swap de taux d'intérêt qui s'offrait. Il s'agit d'une société française de droit privé mais qui appartient au secteur public.

Elle succède pratiquement à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. Sa dette va très probablement se parer des trois « A » des agences américaines spécialisées et l'on estime que son recours au marché international des capitaux pourrait être de l'ordre de 4 milliards de francs. Son émission en ECU, dirigée par UBS (Suisse) a été bien accueillie. Elle se traitait vendredi matin avec une décote bien inférieure aux commissions totales des banques de 1,375 %.

### Les difficultés du secteur des obligations en ECU

La bonne tenue de cet emprunt est d'autant plus remarquable que le secteur des obligations en ECU est souffrant. Ses maux apparaissent encore plus ouvertement que l'enviement général semble, lui, redevenir propice. Rares sont en effet aujourd'hui l'unité européenne et l'intégration financière prévue pour 1992 n'auront été appelées de leurs vœux par tant de responsables politiques. Le cercle des chefs de file de syndicats d'émissions en devise européenne se renforce des banques les plus puissantes d'Allemagne et de Suisse. Quant à la qualité des débiteurs, elle demeure la plus haute possible.

Les difficultés du secteur tiennent à tout un faisceau d'éléments dont certains sont directement liés au caractère artificiel de la devise composite. L'absence de réelle base domestique ne lui permet pas de se replier sur un marché interne quand se manifestent des perturbations sur les marchés internationaux. Il n'y a pas non plus de vrai marché à court terme qui permette aux banques de financer leurs positions. Mais plus profondément encore, le marché de l'ECU se ressent de suspicions de nature politique qui lui interdisent de jouer pleinement ses atouts à l'échelle mondiale.

Il faut dans ce contexte mentionner le scepticisme avec lequel est souvent reçue l'idée d'une banque centrale européenne. Les appréciations négatives s'expriment peut-être avec moins de vigueur que les invitations à agir dans le sens communautaire, mais leur portée est certaine.

auprès des investisseurs. Les mises en garde les plus précises sont parvenues d'Allemagne, non pas de la Bundesbank comme on aurait pu s'y attendre parce qu'elle est directement concernée dans cette affaire, mais d'un représentant de la Bruxelles communautaire.

Un influent conseiller de la Commission des Communautés européennes, le professeur Van Meerveld, a abordé ce sujet jeudi dernier au cours d'un colloque, organisé à l'université de Francfort. Il n'a pas manqué de dénoncer les dangers qui menacent une banque centrale européenne si elle n'était pas assurée d'une véritable indépendance à l'égard des pouvoirs politiques, allant jusqu'à évoquer le spectre d'une inflation qui pourrait favoriser un approvisionnement monétaire en ECU trop abondant.

La clientèle privée d'Europe est très sensible à des remarques de ce genre. Elle redoute les réajustements de parités qui s'annoncent. Elle est trop consciente de la chute de plus de 20 % de l'ECU face au deutschemark depuis 1979 ou de son glissement de 1,72 à 1,66 francs suisse durant le dernier trimestre de l'an passé pour considérer la monnaie européenne comme une devise forte. Pour attirer les souscriptions, il faut donc offrir des conditions suffisamment généreuses, et, dans les pays du Benelux, on estime que la marge à respecter devrait être supérieure d'environ 2 % à celle des emprunts en marks.

CHRISTOPHE VETTER.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Le sucre au plus haut depuis cinq ans

A l'inverse du café et surtout du cacao dont les cours sont actuellement très faibles, le sucre bénéficie d'une conjonction favorable qui se traduit par un raffermissement général des prix, à Paris comme à New-York. Sur le marché américain, le livre de sucre roux a passé, le 19 janvier, la barre des dix cents, pour la première fois depuis octobre 1983. Aux corbeilles parisiennes, la tonne de sucre blanc se traitait le même jour à 1 470 francs soit, là encore, le meilleur niveau depuis cinq ans. En fin de semaine, les cours s'établissent respectivement sur les deux places à 9,91 cents et

1 430 francs. Quelques tensions sur les prix des échéances de livraison rapprochées traduisent de surcroît un certain manque de sucre roux.

A l'époque où il dominait le marché mondial, le fondateur du groupe Sucres et Destilleries Maurice Varso, estimait que les stocks ne devaient pas excéder l'équivalent d'un trimestre de consommation. Avec des stocks voisins de 35 millions de tonnes, pour une demande évaluée pour 1988 à 105,4 millions de tonnes, le marché demeure excédentaire, suivant ce critère, de 10 millions de tonnes chaque trimestre. Dans ce contexte, le mouvement de hausse observé depuis plusieurs semaines pourrait tenir davantage à un sursaut qu'à un assainissement décisif de l'offre.

C'est, semble-t-il, l'Union soviétique et la Chine qui ont ces jours-ci animé le marché, la première en laissant entendre qu'elle pourrait bientôt acheter jusqu'à 500 000 tonnes de sucre blanc, la deuxième après l'annonce d'une série d'achats récents totalisant 150 000 tonnes. Ces opérations s'ajoutent aux nombreuses commandes effectuées en fin d'année dernière par le Pakistan, l'Inde, l'Indonésie et même Cuba. Touchée par une très forte sécheresse la grande île des Caraïbes n'est pas en mesure d'assumer ses engagements de livraison.

Un récent typhon aux Philippines, qui a couché les cannes, et la sécheresse qui sévit dans les zones de plantation brésiliennes ajoutent aux inquiétudes des opérateurs sur leur approvisionnement à court terme.

Comme toujours en pareille occasion, la spéculation a repris du service, aux Etats-Unis en particulier. En estimant que pour la campagne 1987-1988, le déficit de la production sur la consommation s'élevait à 4 millions de tonnes, le courtier londonien Caramark a encouragé quelques « aventuriers » à se risquer de nouveau dans l'arène du sucre. Caramark considère que la récolte brésilienne diminuera cette année de 15 % pour s'établir à 3,2 millions de tonnes.

Le regain d'activité sur le « blanc » pourra peut-être bénéficier à la Bourse de commerce de Paris dont l'activité en 1987 est globalement repliée de 7 %. Certes, le sucre a été l'objet de la quasi-totalité des transactions (avec 485 633 contrats). Mais l'importance de Paris dans le concert des grandes places du sucre s'est légèrement réduite (de 10,82 % en 1986 à 9,57 % en 1987). Le lancement l'esté dernier à Londres d'un nouveau contrat de sucre blanc a porté ombrage au marché français. A lui de profiter du sursaut de son produit fétiche pour reprendre l'avantage. Le rapprochement entre commissionnaires agréés et intervenants du MATIF pourrait bientôt y contribuer.

ÉRIC FOTTORINO.

M. Pierre Borione, commissaire aux affaires de la Bourse de commerce de Paris, a été relayé le 15 janvier par le cour d'appel de Paris, au sujet d'affaires de spéculation qui avaient été des particuliers, lors du krach de sucre de 1974. Il s'agit de la quatrième décision de relaxe prononcée par le cour d'appel sur ces dossiers.

## LES DEVISES ET L'OR

### Le dollar sous surveillance

Vivement dopé à la fin de la semaine dernière par les « bons » résultats du commerce extérieur américain en novembre (déficit ramené de 17,6 milliards de dollars en octobre à 13,2 milliards), le dollar a commencé par retomber quelque peu, pour se raffermir en fin de semaine, sur des interventions plus ou moins discrètes des banques centrales.

Au milieu de la semaine, M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce international, déjà odieux pour ses « petites phrases » assénées, déclarait que le déficit commercial des Etats-Unis ne s'améliorerait guère avant le second semestre 1988, sinon le début de 1989. Immédiatement, le dollar baissait, revenant de 1,68 DM à 1,65 DM et même moins, de 130,50 yen à 127 yen et de 5,67 F à 5,59 F. Les interventions mettaient le holà à cette baisse, ainsi que des achats de dollars par les Japonais, qui prévoient, paraît-il, une remontée du billet vert à Tokyo dans les prochains

jours. Vendredi, en fin de journée, le dollar valait 1,6130 DM, 127,75 yen et 5,64 F.

En Europe, le fait saillant a été une certaine accoutumance de la faiblesse, relative, de la lire italienne qui a souffert de la suppression de la plupart des mesures restrictives prises en septembre dernier pour la soutenir, notamment celles relatives au financement du commerce extérieur. Dans la grille du système monétaire européen, la lire est la devise la plus basse, avec 2,25 % d'écart (on sait qu'elle dispose d'une marge de fluctuation de 6 % de part et d'autre de ses cours centraux, au lieu de 2,25 % pour les autres devises).

Le franc français continue à se tenir fort par rapport au mark, dont le cours est redescendu aux environs de 3,37 F. La Banque de France en profite pour acheter massivement des marks, plus de 5 milliards cette semaine, soit plus de 17 milliards de francs, afin de reconstruire ses réserves et aussi de rembourser les avances faites par

d'autres banques centrales, essentiellement la Bundesbank. Lors de la crise du système monétaire européen du début de novembre dernier, les sorties de devises avaient dépassé 40 milliards de F. Il s'agit donc, maintenant, de regarnir le stock de munitions, au cas où une nouvelle offensive se dessinerait, d'ici au printemps ou à l'été prochain. Pour l'instant, le franc est soutenu à la fois par l'approche des élections, qui rend politiquement impossible toute manipulation des parités au sein du SME, et par les taux d'intérêt très élevés pratiqués sur la place de Paris, où le loyer de l'argent à long terme est devenu, en termes réels (hors inflation), le plus élevé des grandes nations occidentales.

F. R.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEEL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7735	—	17,7305	73,7463	59,7720	2,6604	53,1915	0,0813
Paris	1,7735	—	17,7444	72,8332	59,5230	2,6596	53,9388	0,0811
Amsterdam	10,0541	5,6490	—	415,92	337,12	16,1327	360,00	4,5853
Berlin	10,0513	5,6475	—	412,76	337,35	16,1539	360,00	4,5965
Zurich	2,4350	1,3720	24,2400	—	81,6538	—	72,1277	1,0824
Frankfurt	2,4350	1,3720	24,4431	133,38	—	81,7261	3,9139	1,1113
Bruxelles	2,9795	1,6880	26,6428	122,35	—	4,7896	80,9359	1,5025
Madrid	62,3327	34,96	6,1966	25,7817	268,97	—	18,5957	2,9423
Stamboul	62,3143	35,08	6,1896	25,5498	268,81	—	18,5786	2,9481
Amsterdam	3,3289	1,8880	33,3553	126,64	112,37	—	8,776	—
Amsterdam	3,3291	1,8899	33,3588	127,44	112,44	—	8,3649	—
Milan	219,09	128	218,09	507,88	725,21	35,1331	654,26	—
Madrid	218,72	123	217,56	508,83	723,91	35,1482	652,72	—
Tokyo	227,69	127,78	22,6418	94,1748	76,3399	3,6527	67,9255	0,0838
—	231,44	138,58	23,0268	95,8473	77,6785	3,7201	69,0842	0,0850

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 janvier, 4,4166 F contre 4,3429 F le vendredi 14 janvier.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une petite brise d'espoir

Est-ce le temps doux, trop doux, de ce mois de janvier ? Une petite brise d'espoir s'est levée cette semaine sur le marché obligataire de Paris, où le MATIF, ce baromètre ultra-sensible, s'agréablement sensible ? s'est orienté à la hausse : le cours de l'échéance mars a fini par franchir la barre des 99 pour s'avancer, en fin de semaine, à 99,60, soit environ 10,10 % pour un emprunt d'Etat à dix ans, la base 100 étant constituée pour un tel emprunt au taux de 10 % à dix ans. Ce léger regain d'optimisme est dû à plusieurs facteurs.

Le premier est, bien entendu, la température du « vent d'Amérique », à savoir l'évolution des taux d'intérêt outre-Atlantique et, surtout, la tenue de l'emprunt phare du Trésor, le trente ans 2017. Or cette tenue a été excellente, le rendement dudit emprunt retombant de 8,90 % à 8,66 % la semaine précédente, soit au-dessous de son taux d'émission en août 1987 (8,8750 %).

Aux Etats-Unis, un certain optimisme régnait sur les taux, la hausse de 0,1 % seulement des prix de détail en décembre élargissant, pour l'instant, les craintes d'inflation. De plus, on a noté des achats japonais assez massifs sur cet emprunt, en liaison avec les efforts de la Banque du Japon pour faire baisser les taux à court terme sur la place de Tokyo. Inattendu, cette semaine, l'équilibre des 11 milliards de dollars de liquidités dans le marché. L'écart entre taux longs américains et japonais (4 %) pourrait ainsi être maintenu au profit des investisseurs nippons. Il faut se rappeler que, trente ans, ces quatre points d'écart permettent à un investisseur japonais de conserver une rentabilité positive sur un placement en valeurs américaines jusqu'à un cours de 35 yens pour un dollar. Il suffit d'attendre trente ans.

Le deuxième facteur susceptible d'entretenir le léger regain d'optimisme sur la place de Paris est le report massif de portefeuilles sur les obligations. Les épargnants douloirement refroidis par la baisse catastrophique des actions trouvent aux valeurs à revenu fixe un avantage appréciable : leur cours ne baisse pas, du moins en ce moment, à défaut de monter comme ils le firent lors de la grande période de désestimation des bourses, de 1982 à l'été 1986. On a même noté des achats étrangers d'obligations à Paris.

Enfin, les milieux financiers continuent à escompter un nouvel abaissement du taux d'intervention de la Banque de France lors de son adjudication de la semaine prochaine. Ils attendaient déjà la semaine dernière, en raison de la

bonne tenue du franc et du ralentissement de l'inflation, mais en vain : l'institut d'émission préfère, pour l'instant, maintenir ses taux pour faciliter la rentrée de devises. Au surplus, les mauvaises langues prétendent que son « geste » aurait été limité à une diminution d'un huitième de point, soit 0,125 %, et que, dans ce cas, il valait mieux s'abstenir.

### Abondantes liquidités

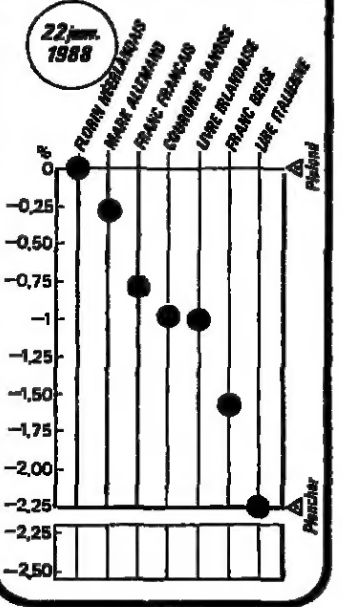
Notons que, cette semaine, les liquidités abondent à Paris : les banques ont pris de l'avance sur la constitution de leurs réserves obligatoires, et le remboursement de l'emprunt 7 % 1973, effectué à partir du lundi 18 janvier, a apporté près de 30 milliards de francs. Dans ces conditions, il n'est pas impossible de voir, la semaine prochaine, le cours de l'échéance mars sur le MATIF repasser au-dessus de 100, retrouvant ainsi son niveau du mois d'août (c'était, alors, l'échéance décembre). Sur le front des émissions, relevons les 4 milliards de francs du Crédit local de France (ex-CAECL), en deux tranches, une de 2,5 milliards de francs à 9,90 %, et l'autre de 1,5 milliard à taux variable (TME). La première tranche, émise au même taux que le dernier emprunt d'Etat de 7 milliards de francs, s'est mal placée au départ, puis a bénéficié d'un bon accueil de la part des particuliers dans les réseaux des banques.

La Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a levé, jeudi, par adjudication, une tranche de 1 milliard de francs d'obligations assimilables, à taux variable, émise à un prix moyen pondéré de 98,98 % sur un taux de référence de 10,09 %.

Sur le MATIF, où les enquêtes se poursuivent, le ministre de l'économie et des finances envisage de sanctionner les entreprises publiques qui ont subi des pertes en spéculant sur ce marché à terme, leur éventuelle dotation en capital étant réduite d'autant. Aucune indication n'a été donnée sur l'identité d'éventuels coupables. La seule entreprise publique qui ait avoué des pertes sur le MATIF, la Cogema (pour 250 millions de francs), est bénéficiaire et ne reçoit pas de dotation de l'Etat. Par ailleurs, la Caisse nationale de l'énergie, mise en cause par des rumeurs, communique : « n'avoir jamais effectué d'opérations sur le MATIF et n'avoir, par conséquent, jamais subi aucune perte sur ce marché ».

Saluons enfin un grand événement : les dirigeants de la Banque centrale d'Allemagne, M. Karl

### SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN : AMPLITUDE DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS



Otto Poehl, président, et surtout l'intraitable Helmut Schlesinger, vice-président, ont « mangé leur chapeau ». Pas tout à fait tout de même : ils en ont laissé le bord. Qu'il donc la Bundesbank, ou plutôt son conseil central, réuni jeudi 21 janvier ? Tout simplement ceci : la référence utilisée pour mesurer la croissance des liquidités en RFA n'est plus la fameuse masse monétaire « définition Banque centrale » (Zentral Bank Geld Menge-ZBGM), mais, désormais, la masse M3, à définition beaucoup plus large.

La ZBGM englobait la monnaie fiduciaire (billets en circulation) et les réserves des banques auprès de la Banque centrale, réserves appliquées sur les dépôts dans les établissements avec des pourcentages remontant à 1974. La masse M3 (billets en circulation, plus dépôts à vue, plus dépôts à terme à moins de quatre ans, plus dépôts dans les caisses d'épargne) est beaucoup plus large et beaucoup moins sensible à l'accroissement de la monnaie fiduciaire (billets) et de dépôts à vue, qui résulte d'une propension plus marquée à la liquidité.

On sait que, en période de désinflation, les agents économiques, particuliers et entreprises, ne fuient plus devant la monnaie et conservent plus volontiers leur épargne liquide. En ce cas, la vitesse de la circulation de la monnaie, rapide en période d'inflation, diminue, et la masse monétaire, dans sa définition restreinte, augmente, ce qui éveille les angoisses des banques centrales, inquiètes de voir, le cas échéant, cette masse de liquidités se lancer dans le circuit économique et stimuler la demande au risque de relancer l'inflation.

En RFA, la ZBGM augmentait rapidement, au rythme annuel de 8 % à 10 % l'an, au lieu de 3 % à 6 %, objectif défini par la Bundesbank. Ce gonflement, jugé anormal, légitimait, au nom de l'orthodoxie, des mesures jugées trop, et indolentes, restrictives. Se rendant à l'évidence, le conseil central de la Bundesbank change de cheval et d'instrument de mesure de la masse monétaire. En RFA, la croissance de M3 a été de 6 % en 1987 et de 5 % sur le dernier mois, à l'unisson (enfin) des objectifs officiels, à savoir 2 % pour l'augmentation du potentiel productif, 2 % pour l'inflation, 0,5 % pour le « glissement tendanciel » de M3, avec 1,5 % de marge au-dessus et au-dessous. Tout va donc très bien en Allemagne, la réalité cadre avec la prévision, et l'étranger sera rassuré, surtout les Américains, que rendaient énragés les craintes de la Bundesbank.

FRANÇOIS RENARD.

حکومت اسلامی



مركز من الاصل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le 25 <sup>e</sup> anniversaire du traité franco-allemand. — Espagne : le congrès du Parti socialiste. 4 Relatif déclin de la vague d'agitation en Cisjordanie et à Gaza. — Israël rejette le rapport de l'ONU sur une conférence internationale pour la paix.	5 La campagne pour l'élection présidentielle. — « Les livres politiques », par André Laurens.	6 L'enquête sur les écoutes au Conseil supérieur de la magistrature. 7 Tous les médecins de l'hôpital de Bon-Secours s'opposent à l'interdiction des fécondations in vitro. — SPORTS : L'Olympique lyonnais sur trois parties.	9 Le Cid, par Gérard Desarthe, au Théâtre de Bobigny. — Orphée aux enfers, à l'Opéra de Paris. 10 André Lamy à La Michodière. — COMMUNICATION : les révolutions de la presse écrite.	13 Sterling Drug se jette dans les bras de Kodak. — Le Banco de Bilbao et le Banco de Vizcaya pourraient fusionner. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 12 Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 12 Spectacles ..... 11	• Jouez avec le Monde. • Le courrier des lecteurs. • MONDE • Une semaine dans le rétroviseur. REP  Actualité, International, Campus, Bourse, Abonnements, FNAIM. 36-15 tapez LEMONDE

## A Londres

### Une mystérieuse affaire d'empoisonnement au thallium inquiète les opposants irakiens

LONDRES  
de notre correspondant

La scène a lieu le 6 janvier dans un restaurant de Kensington, un quartier chic de Londres. Un homme d'affaires irakien résidant depuis huit ans en Grande-Bretagne, M. Charif Ali, dîne avec trois compatriotes venus spécialement de Bagdad pour le voir. A la fin du repas, M. Ali est pris d'un malaise. Transporté à l'hôpital Saint-Stephen, il meurt au bout de deux semaines. Selon Scotland Yard, M. Ali a été empoisonné par une dose massive de thallium, un poison rare qui attaque le système nerveux et a la particularité de ne laisser pratiquement aucune trace. Agatha Christie en fait, pour cette raison, l'arme du crime dans un de ses romans...

Sur son lit de mort, M. Ali a accusé ses trois convives de l'avoir empoisonné. Les trois Irakiens étaient repartis pour Bagdad dès le lendemain.

Le thallium est parfois appelé le « poison irakien » : il serait communément utilisé, selon les milieux d'opposition irakiens à Londres, dans les prisons de Bagdad pour se débarrasser de certains détenus. Environ cent mille Irakiens, pour la plupart de confession chiite, se sont établis en Grande-Bretagne. Il existe dans cette communauté des cercles d'opposants actifs au président Saddam Hussein. Charif Ali, qui était, à quarante-quatre ans, un homme d'affaires aux abois après la faillite de sa maison d'édition, La Nouvelle Ere, n'appartenait pas à cette mouvance. Il était même proche du régime irakien et recevait volontiers les officiels de son pays. Mais il y a quelques mois, il avait fait des ouvertures aux milieux de l'opposition, qui avaient accueilli ses

avances avec beaucoup de circonspection.

Charif Ali a-t-il été assassiné par les services secrets de Bagdad, alors qu'il s'apprêtait à passer à l'opposition ouverte ? De nombreux militants irakiens, hostiles au président Saddam Hussein et résidant à Londres, en sont persuadés. Les services secrets britanniques auraient en effet discrètement averti, dans les premiers jours de l'année, une quinzaine de dissidents irakiens qu'ils devaient craindre pour leur vie ; ils leur auraient conseillé de porter des gilets pare-balles. Le premier à figurer sur cette liste était Mahdi al Hakim, qui a été assassiné le dimanche 17 janvier, au cours d'un voyage au Soudan.

L'ambassade d'Irak en Grande-Bretagne a démenti, jeudi, que Bagdad soit responsable de la mort de Mahdi al Hakim ou de Charif Ali. Scotland Yard estime que Charif Ali pourrait d'ailleurs avoir été empoisonné pour des motifs non politiques, par ses associés venus de Bagdad, qu'il aurait trompés sur l'état de ses affaires. Les dissidents irakiens en Grande-Bretagne gardent cependant tous en mémoire l'assassinat par balles, en 1978, devant l'hôtel Intercontinental de Londres, du général Abdul Razzak al Nayeri, un opposant déclaré au président Saddam Hussein.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## AFGHANISTAN : les obsèques du « Gandhi de la frontière »

### Deux explosions font dix-sept morts parmi la foule

NEW-DELHI  
de notre correspondant en Asie du Sud

La violence a marqué les cérémonies organisées pour rendre hommage à celui qui fut l'un des derniers grands apôtres de la non-violence du sous-continent indien, Khan Abdul Ghaffar Khan. Deux bombes de forte puissance ont explosé le vendredi 22 janvier à Jalalabad, en Afghanistan, au cours des funérailles du « Gandhi de la frontière », surnom que lui valut le combat qu'il mena avec le mahatma Gandhi (le Monde du 21 janvier).

Le bilan de cet attentat non revendiqué (les moudjahidines de la résistance afghane avaient annoncé, il y a quelques jours, qu'ils laisseraient les cérémonies se dérouler pacifiquement) est de dix-sept morts et plus de quarante blessés. Les explosions se sont produites à quinze minutes d'intervalle dans un parking situé assez loin du lieu des cérémonies. Celles-ci, en dépit des scènes de panique qu'ont provoquées les déflagrations n'ont pas été interrompues. Une cinquantaine de véhicules, venus du Pakistan et qui faisaient partie du cortège funèbre, ont également été détruits.

Une procession estimée à vingt mille personnes a accompagné la dépouille mortelle de Ghaffar Khan de Peshawar, au Pakistan, jusqu'à

Jalalabad. Le cortège, comprenant quelque deux mille véhicules, a été escorté par l'armée pakistanaise. La foule a été autorisée à entrer librement en Afghanistan sans aucune formalité douanière (à l'exception des journalistes étrangers, à qui furent remis des visas temporaires), ce qui constitue une première depuis l'invasion des troupes soviétiques en 1979. De la frontière et jusqu'à Jalalabad, distant de 70 kilomètres, le cortège a été encadré par l'armée de Kaboul, des hélicoptères soviétiques survolant la procession.

Le président afghan, M. Najibullah, ainsi que le vice-président indien, M. Shankar Dayal Sharma, ont rendu un dernier hommage à Ghaffar Khan au milieu d'une foule évaluée à cinquante mille personnes. Au départ de la procession en territoire pakistanaise, des cérémonies semblables avaient été organisées, en présence notamment du président pakistanais, le général Zia ul Haq, et du premier ministre, M. Mujeeb.

Rappelant que Ghaffar Khan avait été emprisonné durant quinze ans par les régimes successifs d'Islamabad et qu'il dut subir l'hostilité du régime du président Zia jusqu'à la fin de sa vie, la presse indienne de samedi se contente de noter : « La mort transcende de telles différences ».

LAURENT ZECCHINI.

## Plus de soixante-dix ans après l'affaire des « bons russes »

### L'emprunt soviétique a été un succès

Le placement du premier emprunt soviétique lancé sur le marché international des capitaux, depuis 1917 a été « un succès », a indiqué, le vendredi 22 janvier, à Zurich, un porte-parole de la Banque pour le crédit et l'investissement (la BKA), chef de file du syndicat bancaire chargé de l'opération. Cet emprunt, d'un montant de 100 millions de francs suisses (415 millions de FF) au taux de 5 % et d'une durée de dix ans, a été souscrit non seulement par des banques et des investisseurs institutionnels, mais également par des épargnants privés. Il était en effet possible d'acquiescer des parts de faible montant, variant entre 5 000 et 20 000 francs suisses.

Cette opération est originale à plusieurs titres. Tout d'abord, elle traduit un retour sur le marché des capitaux de l'URSS, soixante-dix ans après les fameux « emprunts russes », jamais remboursés. Ensuite, l'Union soviétique a choisi la Suisse, ce qui a beaucoup surpris dans les milieux financiers, car un contentieux oppose, depuis 1980, Moscou et Berne à propos de l'indemnisation des intérêts soviétiques expropriés ou confisqués sur le territoire soviétique après 1939. En fait, les autorités helvétiques ont annoncé, vendredi, que l'URSS et la Suisse allaient

reprandre les négociations à ce sujet au printemps.

Autre innovation, sur un marché financier dominé par les trois grandes banques suisses, l'Union soviétique a choisi comme chef de file la BKA, une banque filiale à 100 % de deux banques austro-allemandes (la Westdeutsche Landesbank Girozentrale et la Württembergische Kommunale Landesbank Girozentrale). Aucune des trois grandes banques suisses n'avait accepté de faire partie du syndicat d'émission, qui comprenait dix-sept établissements. Elles ont cependant conservé une attitude « neutre » à l'égard de l'opération. L'Union soviétique a été amenée, par ailleurs, à révéler des chiffres jusqu'à présent confidentiels, notamment sa production annuelle d'or et d'autres matières premières.

L'accueil favorable de ce premier emprunt laisse présager de nouvelles émissions dans les mois à venir, estime-t-on maintenant dans les milieux financiers internationaux. Des émissions plus importantes pourraient être réalisées au Luxembourg, et en Allemagne. L'URSS a, en effet, besoin de devises pour moderniser son économie et compenser les pertes qu'il lui faut subir la baisse du dollar — et donc du prix du pétrole — sur les marchés internationaux.

ERIK KRAJELEWICZ.

## Dans le nord et l'ouest de la France

### La tempête a fait de lourds dégâts

Des vents violents, atteignant jusqu'à 173 kilomètres à l'heure, ont soufflé, le vendredi 22 janvier, sur la Bretagne, la Normandie, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, privant momentanément d'électricité près de quarante mille foyers. Arbres, toitures et pylônes ont été arrachés dans toutes ces régions, où les pompiers n'ont cessé d'intervenir pour remédier aux dégâts ou évacuer les enfants d'écoles sinistrées.

A Arles, petite commune située près de Douai (Nord), la toiture d'une école primaire s'est envolée au moment du déjeuner, sans causer de blessures aux cent quarante enfants présents. A Wagnonville, dans le même département, un jeune homme a été légèrement blessé à la tête, en raison de l'effondrement d'un plafond dans le lycée agricole. Près de Cambrai, c'est le clocher de l'église de Fontenay-au-Pire qui s'est cassé en deux, entraînant l'évacuation d'un certain nombre de maisons environnantes.

Dans la baie de Somme, les rues des communes côtières de Saint-Valéry-sur-Somme, de Caillex et de Mers-les-Bains ont été envahies par la mer. Dans la région, les routes ont été coupées, des camions vides renversés par les rafales et une digue brisée sur une cinquantaine de mètres, ce qui a provoqué l'inondation de certains « champs bas ».

En mer, un avion Breguet-Atlantic, un hélicoptère de la marine nationale et un dragueur de

mines ont tenté de retrouver, au large de Dieppe, le chalutier *Salve Regina* dont on est sans nouvelles.

Les côtes normandes et bretonnes n'ont pas été épargnées par la tempête. Là aussi, on déplore des toitures arrachées, des arbres déracinés, des routes coupées et des lignes électriques et téléphoniques brisées, tout en reconnaissant que l'ampleur des dégâts n'a rien à voir avec ceux occasionnés par la fameuse tempête qui a dévasté la Bretagne dans la nuit du 15 au 16 octobre dernier. Les vents étaient tels qu'un navire soviétique et un bateau école néerlandais ont dû trouver refuge dans le port de Cherbourg, où le ferry *Coutances* a pu assurer la liaison avec les côtes anglaises.

Dans la baie du Mont-Saint-Michel, des pêcheurs et des chasseurs surpris par le temps ont été secourus par hélicoptère, tandis qu'un large d'Ouessant un cargo paquebot, le *Breac*, a perdu une partie de sa cargaison de fûts toxiques remplis d'acides chlorhydrique, formique et propionique. L'alerte a été donnée sur les côtes du Finistère pour éviter tout accident.

A Maulon, enfin, dans les Pyrénées-Atlantiques, où les vents étaient pourtant moins forts que dans le nord et l'ouest de la France, la tempête a provoqué la chute d'un arbre, blessant légèrement sept foyers et plus sévèrement une petite fille.

## Dans l'Ain

### Une jeune prostituée brûlée vive par trois de ses compagnes

Trois prostituées lyonnaises, soupçonnées d'avoir brûlé vive une de leur compagne, Djemila Sakhr, vingt-quatre ans, ont été inculpées, d'assassinat, jeudi soir 21 janvier, par M<sup>me</sup> Catherine Brusseron, juge d'instruction à Bourg-en-Bresse (Ain) et écrouées. Les faits se seraient déroulés dans la nuit du 15 au 16 décembre dernier à Saint-Maurice-de-Beynost (Ain). Le corps de la jeune femme, prostituée et toxicomane, avait été retrouvé quelques jours après dans des broussailles. Le cadavre en partie carbonisé, portait de nombreuses traces de coups.

Les enquêteurs du SRPJ de Lyon devaient rapidement aboutir. Trois jeunes prostituées lyonnaises, dont les identités n'ont pas été communiquées, étaient interpellées et reconnues, avoir emmené Djemila Sakhr en voiture vers cette commune de l'Ain, pour régler un compte. Là, après l'avoir frappée, elles l'auraient aspergée d'essence et brûlée vive.

## British Petroleum prend le contrôle de Britoil

British Petroleum (BP) a annoncé qu'elle avait réussi à prendre le contrôle de la compagnie pétrolière britannique Britoil en rachetant à la société américaine Atlantic Richfield (ARCO) les 24,03 % d'actions que cette dernière possédait dans Britoil.

En réalisant cette opération, BP, qui possédait 29,9 % de Britoil, est désormais majoritaire, avec 54 % du quatrième producteur de mer du Nord. ARCO a fait un bénéfice de 133 millions de livres dans l'opération.

Le succès de l'OPA de BP, dont la nouvelle offre a porté à 2,5 milliards de livres (après une première offre initiale de 2,27 milliards de livres lancée le 14 janvier) la valeur des actions de Britoil, risque de créer un conflit avec le gouvernement britannique. Celui-ci a en effet indiqué à plusieurs reprises qu'il se réservait le droit d'utiliser l'action spécifique « golden share » détenue par l'Etat pour empêcher toute prise de contrôle. — (AFP.)

## Un faux message de la reine au « Conducator »

LONDRES  
de notre correspondant

Le magazine *Luma*, publié par le ministère roumain des affaires étrangères, contenait, le mardi 19 janvier, un télégramme de félicitations particulièrement élogieux de la reine Elisabeth au président Ceausescu, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du « Conducator ». La souveraine était supposée déclarer notamment : « Nous sommes impressionnés en Grande-Bretagne par la détermination avec laquelle vous affirmez votre indépendance et par le rôle important que joue la Roumanie dans les affaires mondiales. Vous êtes vous-même personnellement, monsieur le président, un homme d'Etat de stature mondiale, dont les qualités supérieures, l'expérience et l'autorité sont universellement reconnues ».

Le problème est qu'Elisabeth II n'a jamais envoyé ce télégramme, et que, selon la formule jadis utilisée par la reine Victoria, cette impertinence ne l'a pas fait rire...

L'ambassadeur roumain en Grande-Bretagne a été convoqué le vendredi 22 janvier au Foreign Office. « Il s'agit d'une insulte à Sa Majesté », lui a-t-il été dit. Pour sa gouverne, il a été informé que la reine n'envoyait pas de télégramme d'anniversaire aux autres chefs d'Etat.

L'ambassadeur roumain est abonné à ce genre de remontrances. En février 1986, il avait dû déjà s'expliquer sur une déclaration tout aussi enthousiaste à propos de M. Ceausescu, et tout aussi fautive, attribuée à M<sup>me</sup> Thatcher par la presse de Bucarest. L'ambassadeur avait répondu en guise de défense qu'il s'agissait d'un « montage » de propos du premier ministre britannique échelonnés dans le temps... Cette explication avait été jugée « inacceptable » par les autorités.

D.D.

## EN BREF

● PHILIPPINES : M<sup>me</sup> Aquino et la réforme agraire. — La présidente des Philippines a annoncé, le vendredi 22 janvier, que la plantation de canne à sucre de sa famille à Tarlac (6 100 hectares et sept mille ouvriers agricoles) serait soumise à la réforme agraire et invitée les autres grands propriétaires fonciers à en faire autant. Elle a expliqué que ses déclarations sur la réforme agraire ne seraient crédibles que si elle faisait enregistrer ses terres auprès de l'organisme chargé de la réforme. Quelques heures plus tard, à Manille, quelque dix mille ouvriers agricoles ont néanmoins organisé une manifestation antigouvernementale devant le palais présidentiel à l'occasion du premier anniversaire du massacre, au même endroit, de treize paysans par les forces de l'ordre. — (AFP.)

● RDA : des manifestants sont libérés et envoyés en RFA. — Plus de vingt personnes parmi les manifestants arrêtés le dimanche 17 janvier à Berlin-Est ont été autorisées à quitter la RDA et se trouvent actuellement en RFA, a déclaré vendredi M. Manfred Stolpe, un des dirigeants de l'Eglise évangélique de Berlin-Brandenburg.

C'est l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, l'homme des échanges d'espions et des rachats de prisonniers, qui a conduit les négociations menant à leur libération. Ces manifestants avaient demandé depuis de longues années à quitter légalement la RDA.

Pour attirer l'attention sur leurs cas, ils avaient essayé de se joindre à une manifestation officielle en hommage à Rosa Luxemburg et à Karl Liebknecht, deux dirigeants ouvriers assassinés en 1919. Une quarantaine de personnes avaient alors été arrêtées. — (AFP.)

● URSS : nouveau président pour l'Union des peintres. — L'Union des peintres soviétiques a élu, le vendredi 22 janvier, à sa direction M. Andreï Vaznetsov. Le nouveau président de l'Union est considéré dans les milieux artistiques comme une personnalité modérée qui ne résistera vraisemblablement pas à un assouplissement du contrôle de l'Union et du Parti communiste sur la peinture et la sculpture soviétiques. Il remplace M. Nikolai Ponomarev, président de l'Union depuis 1971, qui avait approuvé l'interdiction de la peinture non conforme sous le régime de Leonid Brejnev. — (Reuters.)

● ETATS-UNIS : baisse du nombre des syndiqués. — Les syndicats américains ont perdu 62 000 adhérents en 1987, malgré la création de 2,5 millions d'emplois, et ne réunissent plus que 17 % des salariés (contre 17,5 % en 1986, 18 % en 1985 et 24 % en 1979), selon des statistiques publiées le vendredi 22 janvier par le département du travail des Etats-Unis. Le nombre des syndiqués est passé

de 16 975 000 en 1986 à 16 931 000 en 1987 : en 1986, il avait déjà baissé de 21 000 : la diminution a donc été plus forte l'an dernier. Elle est cependant très inférieure à celles des années 1980-1985 : 350 000 en moyenne. Cette évolution va de pair avec la « délocalisation » des emplois et la multiplication des emplois peu payés : les syndicats continuent de bénéficier de salaires supérieurs de 123 dollars en moyenne (38 % à ceux des non-syndiqués). — (AFP.)

● Manifestation anti-avortement à Washington. — Environ cinquante mille personnes ont manifesté dans les rues de Washington, le vendredi 22 janvier, pour réclamer l'interdiction de l'avortement. Les organisateurs de la manifestation ont annoncé leur intention de soutenir activement, lors de la prochaine élection présidentielle, les candidats qui, comme le président Reagan, rejettent le principe de l'avortement. Quinze ans après sa législation par la Cour suprême des Etats-Unis, l'interruption volontaire de grossesse est approuvée, selon un récent sondage, par 58 % des Américains.

● M. JOSPIN : « Ni lâche ni tortue ». — « Les Français ne voteront ni pour un lâche ni pour un tortue », a déclaré M. Jospin, candidat à la présidence de la République, lors d'une manifestation à Paris. « Je suis un homme d'action, je ne suis ni lâche ni tortue », a-t-il ajouté. « Je suis un homme d'action, je ne suis ni lâche ni tortue », a-t-il ajouté. « Je suis un homme d'action, je ne suis ni lâche ni tortue », a-t-il ajouté.

Dans le dernier numéro de la Lettre du PS, M. Louis Mermaz assure, de son côté, que « très vite, MM. Chirac et Barre ne seront réduits au rôle de deux protagonistes du cinéma muet s'envoyant des tartes à la crème à la figure ». L'ancien président de l'Assemblée nationale considère que « si les deux candidats de l'actuelle majorité ne donnent à leurs électeurs.

● Aide aux victimes du cyclone Anna. — Une aide d'urgence de 300 000 francs a été attribuée par le ministre de l'Intérieur et le ministre des DOM-TOM à la Nouvelle-Calédonie, afin de secourir les sinistrés les plus démunis frappés par le cyclone Anna. Ce cyclone, passé sur le territoire les 12 et 13 janvier, avait fait deux morts, au sud de Nouméa.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1988 a été tiré à 511 727 exemplaires

A B C E F G H

# SOLDES

sur collection de meubles, lits, canapés, etc.

# Rémy

OUVERT  
DIMANCHE 24  
Janvier 88

REMY : 80-82 Fg-St-Antoine  
Tél. : 43-43-65-68.